

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 143  
N° 17

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 28  
no Eperera 1994

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES PROMULGUES

Loi n° 94-89 du 1er février 1994 instituant une peine incompressible et relative au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale. (Extraits). (Arrêté de promulgation n° 333 DRCL du 14 avril 1994). . . . .	749
--	-----

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 242 BAC du 21 mars 1994 portant attribution et versement à la commune de Ua Pou de la somme complémentaire de 1.703.218 F CFP (93.677 FF) au titre de la dotation globale de fonctionnement 1990 servie par l'Etat, ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. . . . .	750
---	-----

Arrêté n° 243 BAC du 21 mars 1994 demandant à la commune de Ua Huka le reversement d'un trop-perçu de 2.407.800 F CFP (132.428 FF) relatif à la dotation globale de fonctionnement servie au titre de l'exercice 1990 par l'Etat, ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. . . . .	750
---	-----

Arrêté n° 297 OAC du 5 avril 1994 relatif à la désignation des nouveaux membres du conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre et de la commission permanente. . . . .	751
--	-----

Arrêté n° 298 FIP du 6 avril 1994 portant répartition initiale des crédits du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) entre les communes de la Polynésie française au titre de l'exercice 1994. . . . .	752
---	-----

Arrêté n° 299 BAC du 6 avril 1994 portant répartition et versement à la commune de Ua Pou de la dotation spéciale instituteurs 1993 (première part) au titre de la prise en compte par l'Etat des charges afférentes au logement des instituteurs. . . . .	769
--	-----

##### EXTRAITS

Arrêté n° 306 DRCL du 7 avril 1994 portant levée de la mesure de placement d'office à l'hôpital Valami de Mme Linda Tetuahiti. . . . .	769
--	-----

#### ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

##### DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

Extrait du procès-verbal de la séance d'investiture, tenue le 14 avril 1994 (élection du président de l'assemblée territoriale). . . . .	770
--	-----

Extrait du procès-verbal de la séance d'investiture, tenue le 14 avril 1994 (élection du bureau de l'assemblée territoriale). . . . .	771
---	-----

Délibération n° 94-22 AT du 7 avril 1994 portant aménagement de la délibération n° 84-1049 AT du 28 décembre 1984 relative à l'usage de l'énergie hydraulique. ....	773
Délibération n° 94-23 AT du 7 avril 1994 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du collège d'experts en matière foncière. ....	773
Délibération n° 94-24 AT du 7 avril 1994 portant modification des dispositions du code des impôts directs. ....	774
Délibération n° 94-25 AT du 7 avril 1994 portant approbation du compte financier 1992 du collège de Mataura. ....	775
Délibération n° 94-26 AT du 7 avril 1994 complétant la délibération n° 71-104 AT du 7 juillet 1971 modifiée, réglementant l'importation, la vente et l'utilisation des médicaments, produits et objets anticonceptionnels. ....	775
Délibération n° 94-27 AT du 7 avril 1994 fixant la date d'ouverture de la session ordinaire, dite administrative, de l'année 1994. ....	776
Délibération n° 94-28 AT du 14 avril 1994 fixant la durée de la session ordinaire, dite administrative, de l'année 1994. ....	776

#### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 349 CM du 18 avril 1994 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue (travaux de rénovation et d'extension du temple "Le Thabor" à Pirae, rue Temarii, par l'Eglise évangélique de Polynésie française [E.E.P.F.]). ....	777
Arrêté n° 350 CM du 18 avril 1994 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue (régularisation des travaux de construction d'un garage enterré sur le lot n° 78 du lotissement "Pater" à Pirae, par Mme Juanita Teurairua. ....	777
Arrêté n° 351 CM du 18 avril 1994 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue (projet de construction d'un mur de clôture antibruit à la cité Taaone, propriété de l'Etat, à Pirae, avenue du Général-de-Gaulle, par le Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française). ....	778
Arrêté n° 352 CM du 18 avril 1994 nommant les membres du conseil d'administration de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle. ....	779

#### EXTRAITS

Arrêté n° 346 CM du 18 avril 1994 portant virement de crédits au sein du chapitre 933. ....	780
Arrêté n° 347 CM du 18 avril 1994 portant approbation de délibérations du conseil d'administration de l'Ecole de formation et d'apprentissage maritime. ....	780
Arrêté n° 348 CM du 18 avril 1994 habilitant le ministre de la mer, du développement des archipels, des affaires foncières et des postes et télécommunications, à signer des conventions relatives à des stages en entreprise des élèves du Centre des métiers de la nacre et de la perliculture de Rangiroa. ....	780
Arrêté n° 353 CM du 18 avril 1994 relatif à l'importation des fleurs coupées pour le 1er mai et la fête des mères. ....	780
Arrêté n° 354 CM du 18 avril 1994 relatif aux quotas mensuels d'importation de fleurs coupées par les fleuristes patentés. ....	780
Arrêté n° 355 CM du 18 avril 1994 complétant l'arrêté n° 338 CM du 12 avril 1994 fixant le tarif des redevances et prestations de service de la S.A.E.M. d'abattage de Tahiti. ....	780
Arrêté n° 356 CM du 18 avril 1994 relatif à l'abattage des porcs dans l'île de Tahiti. ....	780
Arrêtés n° 357 et n° 358 CM du 18 avril 1994 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 2 et n° 3-93 du 7 avril 1993 adoptant le compte financier 1992 et portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1992 du conseil d'établissement du lycée de Uturoa. ....	781
Arrêtés n° 360 et n° 361 CM du 18 avril 1994 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 2 et n° 3-94 du 15 avril 1994 adoptant le compte financier 1992 et portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1992 du conseil d'établissement du collège de Taravao. ....	781
Arrêté n° 363 CM du 19 avril 1994 rendant exécutoire la délibération n° 2-94 EFAM du 2 mars 1994 portant adoption du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 1993. ....	781

**ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES****PRESIDENCE**

Arrêté n° 155 PR du 15 avril 1994 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la culture, de l'artisanat traditionnel et de l'environnement. .... 781

Arrêté n° 160 PR du 18 avril 1994 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement technique, chargé des relations avec l'assemblée territoriale et le Conseil économique, social et culturel. .... 781

**MINISTRE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté n° 1573 MCA du 19 avril 1994 autorisant M. Léo Sage à installer et exploiter un dépôt provisoire de déchets inertes et de refus de méthanisation (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Punaauia). (Extraits). .... 781

Arrêté n° 1574 MCA du 19 avril 1994 autorisant la société Electricité de Tahiti (E.D.T.) à installer et exploiter la centrale électrique de Taiohae (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Nuku Hiva). (Extraits). .... 784

Arrêté n° 1591 MCA du 19 avril 1994 autorisant M. le maire de la commune de Hitiaa O Te Ra à installer et exploiter un dépôt provisoire de résidus urbains (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Hitiaa O Te Ra). (Extraits). .... 787

**EXTRAITS**

Arrêté n° 1592 MCA du 19 avril 1994 portant modification de l'arrêté n° 5475 MSE du 12 décembre 1988 autorisant le directeur général de la société Tamara'a Nui à installer et exploiter une usine de traitement de déchets urbains (installation de la 1re classe des installations classées, commune de Faa'a). .... 789

**MINISTRE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES****EXTRAITS**

Arrêté n° 163 PR du 19 avril 1994 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive Tamaril Punaruu. .... 789

Arrêté n° 1584 MFR du 19 avril 1994 portant nomination de M. Marc Fareata régisseur suppléant de la régie d'avances de la Présidence du territoire. .... 790

**MINISTRE DE LA MER, DE DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS, DES AFFAIRES FONCIERES ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS****EXTRAITS**

Arrêté n° 1539 MMA du 15 avril 1994 portant autorisation exceptionnelle de transport et de détention de chair de tortue marine, par l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé aux fins de recherches médicales. .... 790

**MINISTRE DE L'ECONOMIE****EXTRAITS**

Arrêté n° 1545 MEC/AE du 15 avril 1994 fixant les prix de gros de certains jambons et épaules produits par la "Charcuterie du Pacifique" et la "Salaisons de Tahiti". .... 790

**MINISTRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS, DE L'EDUCATION POPULAIRE ET DES TRANSPORTS****EXTRAITS**

Arrêté n° 1537 MJS du 15 avril 1994 autorisant le navire Kauaroa Nui à desservir les atolls de Hao et Amanu, lors de son voyage n° 5-94 du 28 mars 1994 pour effectuer un ramassage scolaire. .... 790

**ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE**

Arrêté n° 94-12 Prés./AT du 11 avril 1994 modifiant l'arrêté n° 94-10 Prés./AT du 24 mars 1994 portant délégation de pouvoirs d'ordonnateur du président de l'assemblée territoriale. .... 790

Arrêté n° 6-94 AT du 14 avril 1994 prenant acte de la désignation des conseillers territoriaux au sein du bureau et des commissions intérieures à l'assemblée territoriale. .... 791

Arrêté n° 94-13 Prés./AT du 18 avril 1994 portant délégation de pouvoirs d'ordonnateur du président de l'assemblée territoriale. ....	793
---	-----

## ACTES MUNICIPAUX

### COMMUNE DE PAEA

Arrêté municipal n° 8-94 du 22 avril 1994 nommant M. Conroy Albert en qualité de commissaire enquêteur, et fixant la durée de l'enquête publique pour la création d'un cimetière communal à Paea. ....	793
--	-----

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décision n° 94-181 du 29 mars 1994 autorisant l'Association foyer socio-éducatif du collège de Taiohae à exploiter un service de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé Radio Te Tau Vae'ia. ....	794
---	-----

### EXTRAITS

Arrêté ministériel du 28 mars 1994 portant interdiction de vente d'un ouvrage aux mineurs, d'exposition et de toute publicité. (J.O.R.F. du 2 avril 1994, page 4944). ....	794
--	-----

### ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Service des douanes.— Cours des changes (période du 28 avril au 11 mai 1994 inclus). ....	795
Commune de Papeete.— Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers pour le mois de mars 1994. ....	795
Service des domaines et de l'enregistrement.— Avis n° 582 ENR du 19 avril 1994 portant recherche des héritiers de M. Raihei Tinorua. ....	795

## PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales. ....	795
Annonces diverses. ....	796

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES PROMULGUÉS

**ARRETE n° 333 DRCL du 14 avril 1994 portant promulgation de la loi n° 94-89 du 1er février 1994 instituant une peine incompressible et relative au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de l'Ordre national du mérite,

Vu la loi modifiée n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut de la Polynésie française, notamment son article 91 ;

Le gouvernement du territoire informé,

Arrête :

Article 1er. — Est promulgué dans le territoire de la Polynésie française pour y être exécuté selon ses forme et teneur le texte suivant :

Par extrait :

— Loi n° 94-89 du 1er février 1994 instituant une peine incompressible et relative au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale (son article 23), parue au J.O.R.F. n° 27 du 2 février 1994, page 1803.

Art. 2. — Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 1994.  
Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Anne BOQUET.

**LOI n° 94-89 du 1er février 1994 instituant une peine incompressible et relative au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale.**

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Vu la décision du Conseil constitutionnel n° 93-334 DC du 20 janvier 1994 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

### TITRE V DISPOSITIONS DIVERSES DE PROCEDURE PENALE

Art. 23. — L'article 800 du code de procédure pénale, dans sa rédaction en vigueur en métropole à la date de la présente loi, est applicable dans le territoire de la Polynésie française.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 1er février 1994.

François MITTERRAND.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*  
Edouard BALLADUR.

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur  
et de l'aménagement du territoire,*  
Charles PASQUA.

*Le ministre d'Etat, garde des sceaux,  
ministre de la justice,*  
Pierre MEHAIGNERIE.

*Le ministre d'Etat, ministre de la défense,*  
François LEOTARD.

*Le ministre de l'économie,*  
Edmond ALPHANDERY.

*Le ministre du budget,  
porte-parole du Gouvernement,*  
Nicolas SARKOZY.

### CODE DE PROCEDURE PENALE

Art. 800. — (*Loi n° 80-514 du 7 juillet 1980*). — Un décret en Conseil d'Etat détermine les frais qui doivent être compris sous la dénomination de frais de justice criminelle, correctionnelle et de police ; il en établit le tarif, en règle le paiement et le recouvrement, détermine les voies de recours, fixe les conditions que doivent remplir les parties prenantes et, d'une façon générale, règle tout ce qui touche aux frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de police.

# ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**ARRETE n° 242 BAC du 21 mars 1994 portant attribution et versement à la commune de Ua Pou de la somme complémentaire de 1.703.218 F CFP (93.677 FF) au titre de la dotation globale de fonctionnement 1990 servie par l'Etat, ministère de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de l'Ordre national du mérite,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation de communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 85-1268 du 29 novembre 1985 relative à la dotation globale de fonctionnement ;

Vu la loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts ;

Vu le décret n° 86-421 du 2 mars 1986 fixant les modalités de répartition des quotes-parts de la dotation globale de fonctionnement entre les communes des départements d'outre-mer, des collectivités territoriales de Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon et des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 234 BAC du 6 mars 1990 portant attribution et versement aux communes de Polynésie française d'acomptes sur la D.G.F. de 1990 servie par l'Etat, ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire (janvier et février 1990) ;

Vu l'arrêté n° 379 BAC du 18 avril 1990 portant attribution et versement aux communes de Polynésie française de la D.G.F. 1990 servie par l'Etat, ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 788 BAC du 21 août 1991 portant versement aux communes de la Polynésie française de la régularisation de la D.G.F. afférente à l'exercice 1990 (4,13 % de la dotation 1990) ;

Vu les instructions ministérielles (TC du 2 juin 1992 et courrier du 23 février 1994) fixant les montants à verser à la commune de Ua Pou et à récupérer à la commune de Ua Huka ;

Vu les imputations budgétaires à effectuer dans les écritures de M. le trésorier-payeur général :

- compte 475-71614 : fonds des collectivités locales, dotation globale de fonctionnement, année 1994 ;
- compte 475-71634 : régularisation de la dotation globale de fonctionnement, année 1994 (rectification sur l'année 1990),

Arrête :

Article 1er.— Il est attribué et versé à la commune de Ua Pou la somme complémentaire de 1.703.218 F CFP (93.677 FF) à titre de rectification de la dotation globale de fonctionnement, exercice 1990.

Art. 2.— La dotation versée à la commune sera imputée en recettes du budget communal, au compte n° 742.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général de la Polynésie française et le payeur-receveur municipal des archipels sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mars 1994.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Anne BOQUET.

**ARRETE n° 243 BAC du 21 mars 1994 demandant à la commune de Ua Huka le reversement d'un trop-perçu de 2.407.800 F CFP (132.428 FF) relatif à la dotation globale de fonctionnement servie au titre de l'exercice 1990 par l'Etat, ministère de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de l'Ordre national du mérite,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation de communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 85-1268 du 29 novembre 1985 relative à la dotation globale de fonctionnement ;

Vu la loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts ;

Vu le décret n° 86-421 du 2 mars 1986 fixant les modalités de répartition des quotes-parts de la dotation globale de fonctionnement entre les communes des départements d'outre-mer, des collectivités territoriales de Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon et des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 234 BAC du 6 mars 1990 portant attribution et versement aux communes de Polynésie française d'acomptes sur la D.G.F. de 1990 servie par l'Etat, ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire (janvier et février 1990) ;

Vu l'arrêté n° 379 BAC du 18 avril 1990 portant attribution et versement aux communes de Polynésie française de la D.G.F. 1990 servie par l'Etat, ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 788 BAC du 21 août 1991 portant versement aux communes de la Polynésie française de la régularisation de la D.G.F. afférente à l'exercice 1990 (4,13 % de la dotation 1990) ;

Vu les instructions ministérielles (TC du 2 juin 1992 et courrier du 23 février 1994) fixant les montants à verser à la commune de Ua Pou et à récupérer à la commune de Ua Huka ;

Vu les imputations budgétaires à effectuer dans les écritures de M. le trésorier-payeur général :

- compte 475-71614 : fonds des collectivités locales, dotation globale de fonctionnement, année 1994 ;
- compte 475-71634 : régularisation de la dotation globale de fonctionnement, année 1994 (rectification sur l'année 1990),

#### Arrête :

Article 1er.— Il est demandé à la commune de Ua Huka de procéder au reversement d'un trop-perçu d'un montant de 2.407.800 F CFP (132.428 FF) au titre de la dotation globale de fonctionnement de l'année 1990.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général de la Polynésie française et le payeur-receveur municipal des archipels sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mars 1994.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Anne BOQUET.

**ARRETE n° 297 OAC du 5 avril 1994 relatif à la désignation des nouveaux membres du conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre et de la commission permanente.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de l'Ordre national du mérite,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 48-163 du 28 janvier 1948 déterminant les conditions d'application dans les territoires d'outre-mer des dispositions du décret du 10 mai 1947 concernant l'Office national et les offices départementaux ;

Vu le décret du 23 août 1948 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie un office des anciens combattants ;

Vu l'arrêté n° 1246 OAC du 18 novembre 1949 fixant la composition et le fonctionnement administratif du conseil d'administration de l'Office des anciens combattants et victimes de guerre et l'arrêté modificatif subséquent n° 1998 OAC du 16 août 1961 ;

Vu l'arrêté n° 312 AC du 28 février 1951 désignant les membres du conseil d'administration de l'Office des anciens combattants et sa commission permanente et les arrêtés modificatifs subséquents n° 249 OAC du 26 février 1957, n° 1935 OAC du 5 août 1961, n° 2187 OAC du 5 septembre 1963, n° 2492 OAC du 8 octobre 1963, n° 2571 OAC du 16 octobre 1963, n° 1061 OAC du 1er avril 1966, n° 1509 OAC du 18 juin 1969, n° 1710 OAC du 24 mai 1973, n° 5110 OAC du 12 décembre 1974, n° 8165 OAC du 24 octobre 1980, n° 741 OAC du 24 juillet 1990, n° 1298 OAC du 24 novembre 1993 ;

Vu les propositions recueillies auprès des associations représentant les diverses catégories d'ayants droit,

#### Arrête :

Article 1er.— Le conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre est composé comme suit :

- |  |                  |
|--|------------------|
| - M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française .....   | <i>Président</i> |
| - M. le représentant de l'administration militaire .....   | <i>Membre</i>    |
| - Mme Hilda Chalmont, représentant l'assemblée territoriale .....  | <i>Membre</i>    |
| - M. Jean-Marie Frébault, président de l'association des Français libres, représentant les Forces françaises libres .....  | <i>Membre</i>    |
| - M. Robert Hervé, président d'honneur de l'association des Français libres, représentant les Forces françaises libres .....   | <i>Membre</i>    |
| - M. Paul Galenon, président de l'Union nationale des combattants, représentant les anciens combattants .....  | <i>Membre</i>    |
| - M. John Martin, membre de l'Union nationale des combattants, représentant les anciens combattants .....  | <i>Membre</i>    |
| - M. Jean Denamiel, président de l'Union nationale des anciens combattants d'Indochine, des T.O.E. et d'Afrique du Nord, représentant les anciens combattants d'Indochine, des T.O.E. et d'Afrique du Nord ..... | <i>Membre</i>    |
| - M. Henri Thuret, membre de l'Union nationale des anciens combattants d'Indochine, des T.O.E. et d'Afrique du Nord, représentant les anciens combattants d'Indochine, des T.O.E. et d'Afrique du Nord .....     | <i>Membre</i>    |
| - M. Sam Bernadino, président de l'Association des anciens marins et marins anciens combattants, représentant les marins .....   | <i>Membre</i>    |
| - M. Cheng Kee Sang Louis, président de l'Union territoriale des combattants volontaires de la résistance, représentant les résistants .....   | <i>Membre</i>    |

- M. Cicorella François, membre de l'Association polynésienne des invalides et pensionnés de guerre, représentant les invalides et pensionnés de guerre. *Membre*
- Mme Simone Raimbault, veuve de guerre, représentant les veuves de guerre, les ascendants et pupilles de la Nation ..... *Membre*

Art. 2.— La commission permanente du conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre est composée comme suit :

- M. le représentant de l'administration militaire. *Membre*
- M. Jean-Marie Frébault, représentant les Forces françaises libres ..... *Membre*
- M. Paul Galenon, représentant les anciens combattants ..... *Membre*
- M. Jean Denamiel, représentant les anciens combattants d'Indochine, des T.O.E. et d'Afrique du Nord ..... *Membre*
- M. Louis Cheng Kee Sang, représentant les résistants ..... *Membre*

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le 5 avril 1994.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,  
Anne BOQUET.*

**ARRETE n° 298 FIP du 6 avril 1994 portant répartition initiale des crédits du Fonds Intercommunal de péréquation (F.I.P.) entre les communes de la Polynésie française au titre de l'exercice 1994.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de l'Ordre national du mérite,  
président du comité de gestion  
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation de communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972 relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le Fonds assurera à chaque

commune un minimum de ressources, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979 ;

Vu le décret n° 93-1311 du 13 décembre 1993 fixant pour l'année 1993 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu l'arrêté n° 334 BIS/FIP du 1er mars 1988 portant répartition initiale des crédits du Fonds intercommunal de péréquation entre les communes de la Polynésie française au titre de l'exercice 1988 ;

Vu l'arrêté n° 1336 FIP du 11 décembre 1989 portant décisions modificative et complémentaire au titre de l'exercice 1989 ;

Vu l'arrêté n° 388 FIP du 21 juillet 1990 portant répartition initiale du Fonds intercommunal de péréquation entre les communes de Polynésie française au titre de l'exercice 1990 ;

Vu l'arrêté n° 380 FIP du 17 avril 1991 et ses annexes portant répartition initiale des crédits du FIP entre les communes de la Polynésie française au titre de l'exercice 1991 ;

Vu l'arrêté n° 671 FIP du 12 juin 1992 et ses annexes modifiant et complétant l'arrêté n° 463 FIP du 23 avril 1992 portant répartition initiale des crédits du F.I.P. entre les communes de la Polynésie française au titre de l'exercice 1992 : programme des constructions scolaires ;

Vu l'arrêté n° 715 FIP du 21 juillet 1993 portant répartition initiale des crédits du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) entre les communes de la Polynésie française au titre de l'exercice 1993 ;

Vu l'arrêté n° 871 FIP du 2 septembre 1993 portant désignation des membres élus du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) pour la période du 1er août 1993 au 31 juillet 1994 ;

Vu l'arrêté n° 18 BAC du 12 janvier 1994 portant versement des dotations relatives aux annuités d'emprunts pris en charge par le Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu l'arrêté n° 19 BAC du 12 janvier 1994 portant versement de douzièmes provisoires de crédits du F.I.P. au titre de l'année 1994 pour les mois de janvier, février et mars et d'un acompte au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 31 BAC du 19 janvier 1994 portant attribution au territoire de la Polynésie française d'une subvention de l'Etat au titre de la prise en charge d'un point de la quote-part F.I.P. 1993 ;

Vu l'arrêté n° 99 FIP du 9 février 1994 portant versement d'une avance d'un montant de 14.505.853 F CFP à la commune de Taputapuata au titre de la mise en jeu de l'aval accordé par le Fonds intercommunal de péréquation aux emprunts de la commune ;

Vu l'arrêté n° 100 FIP du 9 février 1994 fixant les modalités de remboursement partiel de l'avance consentie en 1993 et portant



versement d'une avance d'un montant de 41.617.957 F CFP à la commune de Uturoa pour la mise en jeu de l'aval accordé par le Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu l'arrêté n° 101 FIP du 9 février 1994 portant versement d'une avance d'un montant de 35.610.864 F CFP aux onze communes adhérentes au Syndicat central de l'hydraulique pour la mise en jeu de l'aval accordé par le Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) aux emprunts contractés par le Syndicat ;

Vu le budget primitif 1994 du territoire ;

Vu les décisions du comité de gestion du F.I.P. réuni le 22 mars 1994,

Arrête :

Article 1er. — Le montant total des crédits du Fonds intercommunal de péréquation à répartir au titre de l'exercice 1994 s'élève à 8.523.765.449 F CFP.

#### Recettes :

Quote-part prélevée sur la fiscalité territoriale .....	8.423.520.000 F CFP
Produit du remboursement des avances consenties aux communes (annexe n° 6) .....	51.173.655 F CFP
Fonds de roulement .....	49.571.794 F CFP
Remboursement au territoire d'un trop-perçu sur la quote-part versée en 1993 .....	<u>500.000 F CFP</u>
Total .....	8.523.765.449 F CFP

#### Dépenses :

Masse mise en répartition .....	8.521.298.825 F CFP
Réserve .....	<u>2.466.624 F CFP</u>
Total .....	8.523.765.449 F CFP

Art. 2. — Par imputation sur les disponibilités du Fonds intercommunal de péréquation, exercice 1994, il est attribué aux communes de Polynésie française des dotations de fonctionnement s'élevant globalement à :

- Dotations non affectées de fonctionnement (D.N.A.F.) .....	3.800.000.000 F CFP
- Dotations scolaires .....	2.207.715.100 F CFP
- Formation du personnel communal et information des élus ..	130.000.000 F CFP
- Dotations pour remboursement des intérêts d'emprunts .....	<u>220.999.991 F CFP</u>
Total .....	6.358.655.091 F CFP

La répartition par commune de ces dotations figure à l'annexe n° 1 du présent arrêté.

Art. 3. — La D.N.A.F. est versée aux communes chaque mois, par douzième de son montant, après déduction des douzièmes provisionnels déjà versés.

Art. 4. — Les dotations scolaires, dont la répartition entre les communes figure en annexe n° 2, comprennent une part destinée à l'enseignement public (1.850.897.375 F CFP) et une part destinée à l'enseignement privé sous contrat (356.817.725 F CFP).

Ces dotations sont versées aux communes chaque mois, par douzième de leur montant, après déduction des douzièmes provisionnels déjà versés.

Art. 5. — La dotation réservée à la formation du personnel communal et à l'information des élus est versée en une seule fois.

Les communes adhérentes au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française devront reverser immédiatement les sommes perçues à ce titre au Syndicat.

Art. 6. — Les dotations pour remboursement des intérêts d'emprunts sont versées aux communes en une seule fois, à la date d'échéance de l'annuité d'emprunt considérée. Le détail de la répartition entre les communes figure en annexe n° 4.

Art. 7. — Par imputation sur les disponibilités du Fonds intercommunal de péréquation, exercice 1994, il est attribué aux communes de Polynésie française des dotations d'investissement s'élevant globalement à :

- Dotations non affectées d'investissement (D.N.A.I.) .....	1.135.000.000 F CFP
- Dotations en capital pour constructions scolaires .....	500.000.000 F CFP
- Dotations pour remboursement du capital des emprunts .....	<u>377.525.777 F CFP</u>
Total .....	2.012.525.777 F CFP

La répartition par commune de ces dotations figure à l'annexe n° 3 du présent arrêté. La répartition de la dotation en capital pour constructions scolaires fait l'objet de l'article 10 du présent arrêté.

Art. 8. — La D.N.A.I. est versée aux communes chaque mois, par douzième de son montant, après déduction des douzièmes provisionnels déjà versés.

Art. 9. — Modification du programme constructions scolaires 1992 et réaffectation de crédits.

La répartition du crédit de 4.700.000 F CFP ouvert au titre des grosses réparations de l'école primaire Momoa (Hitiaa O Te Ra) est modifiée comme suit :

#### Commune de Hitiaa O Te Ra :

- école Momoa primaire, grosses réparations .....	4.264.640 F CFP
- école Témaaehaa primaire, escalier de sécurité .....	<u>435.360 F CFP</u>
Total .....	4.700.000 F CFP

L'opération Témaaehaa sera rattachée au programme 1994 des constructions scolaires (annexe n° 3).

Art. 10. — Le programme 1994 relatif aux constructions scolaires financées par dotation en capital à hauteur de 500.000.000 F CFP est arrêté comme suit :

- Taiaapu-Ouest	
Toahotu primaire, 4 classes + V.R.D. ....	35.520.000 F CFP
- Rangiroa	
Tikehau primaire, préau 95 m2, transport et étude .....	7.979.000 F CFP
- Fatu Hiva	
Hanavave primaire, logement F3 + mobilier .....	14.028.000 F CFP
- Teva I Uia	
Nuutafarata primaire, 2 classes + V.R.D. + mobilier, 1 classe ..	<u>19.486.000 F CFP</u>
Total .....	77.013.000 F CFP

La répartition du solde de la dotation pour constructions scolaires, soit 422.987.000 F CFP, fera l'objet d'un arrêté ultérieur.

Art. 11. — Les dotations "constructions scolaires" du F.I.P. seront versées aux communes selon les modalités suivantes :

- travaux ou grosses réparations non effectués en régie et frais de transport : sur production d'un certificat de commencement de travaux signé par le maire et certifié par le chef de subdivision administrative ;

- travaux effectués en régie : versement en deux fractions de 50 % ; la première sur production d'un certificat de commencement de travaux ; le solde au vu d'un certificat d'achèvement de travaux accompagné des factures correspondantes ; ces documents devront être signés par le maire et certifiés par le chef de subdivision administrative ;
- mobilier : au vu d'un certificat de réalisation de l'opération signé par le maire et certifié par le chef de subdivision administrative ;
- frais d'études : sur production d'une convention dûment approuvée par le chef de subdivision administrative entre la commune bénéficiaire et un maître d'œuvre privé ; ces dispositions sont également applicables aux communes adhérentes au S.I.V.M.T.G. pour les études qui lui sont confiées.

Si à l'expiration d'un délai de deux années à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la décision d'attribution de la dotation sera considérée comme caduque.

Art. 12.— Les dotations pour remboursement du capital des emprunts pris en charge par le F.I.P. sont versées aux communes en une seule fois à la date d'échéance de l'annuité d'emprunt considéré. Le détail de la répartition entre les communes figure à l'annexe n° 4.

Art. 13.— Une dotation relative au fonctionnement de la cellule technique du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (S.P.C.P.F.), d'un montant global de 32.000.000 F CFP, est répartie entre les communes adhérentes selon le tableau de l'annexe n° 1.

Cette dotation est versée en une seule fois. Chaque commune adhérente devra reverser immédiatement les sommes perçues à ce titre au S.P.C.P.F.

Art. 14.— Une somme de 53.800.000 F CFP est accordée au S.P.C.P.F. au titre des actions suivantes :

- Dotation au titre du suivi technique et administratif des opérations financées par le F.I.P. ....	18.400.000 F CFP
- Informatisation de l'état civil .....	35.400.000 F CFP
Total .....	53.800.000 F CFP

Ces dotations devront être utilisées conformément aux décisions du comité de gestion consignées dans le procès-verbal de la réunion de répartition du 22 mars 1994.

Compte tenu de l'acompte provisionnel versé au S.P.C.P.F. d'un montant total de 10.000.000 F CFP au titre de la dotation aux services exercice 1994, la dotation restant à percevoir pour 1994 s'élève donc à 43.800.000 F CFP.

Cette somme sera versée en deux acomptes de 21.900.000 F CFP.

Art. 15.— Une dotation de 3.000.000 F CFP est attribuée au Syndicat intercommunal à vocation multiple des Tuamotu-Gambier au titre du suivi technique et administratif des opérations financées par le F.I.P. pour les communes des Tuamotu-Gambier.

Cette somme sera versée en une seule fois.

Art. 16.— Une dotation de 19.700.000 F CFP est réservée au financement du fonctionnement des antennes communales au droit des femmes existantes.

La répartition effectuée à ce titre entre les communes figure à l'annexe n° 1.

Ces crédits sont versés en une seule fois.

Art. 17.— Il est accordé à la commune de Uturoa une avance de 41.617.957 F CFP destinée au remboursement des annuités d'emprunts contractés auprès de la Caisse française de développement (C.F.D.), la Caisse des dépôts et consignations (C.D.C.) et la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C.A.E.C.L.) et impayées par la commune selon le tableau figurant en annexe n° 5.

Les modalités de remboursement de cette avance feront l'objet d'un arrêté ultérieur.

Art. 18.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général, les chefs de subdivision administrative, le directeur de la mission d'aide financière et de coopération régionale, le chef du bureau des affaires communales et les payeurs-receveurs municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 avril 1994.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Anne BOQUET.

(Voir annexes pages suivantes)

## ANNEXE 1

## RECAPITULATIF DES DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT

Communes	Charges scolaires	Formation et information	Fonctionnement cellule technique du S.P.C.	Dotation non affectée	Intérêts des emprunts	Antennes communales aux droits des femmes et des familles	Total des dotations
<i>Iles Australes</i>	83.381.920	7.073.297	4.613.944	159.275.696	12.625.426	2.100.000	269.070.283
Raivavae	10.031.200	1.331.201	889.461	30.704.643	3.002.249	700.000	46.658.754
Papa	6.237.130	560.735	325.411	11.233.363	1.242.844	0	19.599.483
Rimatarara	14.925.310	1.053.007	703.582	24.287.999	2.100.915	0	43.070.813
Rurutu	26.894.425	2.122.315	1.418.055	48.951.974	5.483.058	700.000	85.569.827
Tubuai	25.293.855	2.006.039	1.277.435	44.097.717	796.360	700.000	74.171.406
<i>Iles du Vent</i>	1.604.581.095	85.544.496	0	2.695.343.602	145.322.268	7.100.000	4.537.891.461
Arue	75.713.860	4.667.958	0	142.411.745	8.131.425	600.000	231.524.788
Faaa	220.303.305	14.518.243	0	470.610.771	20.690.316	600.000	726.722.635
Hitiata O Te Ra	68.069.185	3.374.791	0	99.741.865	9.138.358	700.000	181.024.199
Mahina	92.555.150	6.232.195	0	184.192.356	9.556.077	600.000	293.135.778
Moorea-Maiao	121.578.455	6.270.712	0	228.739.195	7.776.570	700.000	365.064.932
Paea	95.509.660	5.464.868	0	156.303.888	12.825.738	600.000	270.704.154
Papara	79.257.900	3.742.456	0	99.904.178	14.400.332	700.000	198.004.666
Papeete	398.291.875	14.220.609	0	501.636.138	14.049.232	600.000	928.797.854
Pirae	119.165.445	8.069.313	0	246.181.503	7.352.215	0	380.768.476
Punaauia	120.944.780	9.527.285	0	299.745.342	11.894.069	600.000	442.711.486
Taiarapu-Est	96.831.785	3.985.755	0	117.798.889	8.843.161	700.000	228.159.590
Taiarapu-Ouest	53.075.165	2.539.847	0	72.643.665	6.458.343	0	134.717.020
Teva I Uta	63.284.730	2.930.454	0	75.434.067	14.206.432	700.000	156.555.683
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	307.385.745	17.195.763	14.041.840	484.731.501	45.039.751	2.100.000	870.494.600
Bora Bora	61.038.285	3.239.407	2.808.487	96.950.419	11.388.532	0	175.425.110
Huahine	64.298.215	3.434.155	3.007.866	103.833.060	4.632.933	0	179.206.229
Maupiti	6.675.440	767.424	515.391	17.791.571	117.618	700.000	26.567.444
Tahaa	53.704.960	3.191.623	2.553.026	88.131.770	9.221.795	700.000	157.503.174
Taputapuataea	36.478.740	2.282.536	1.725.198	59.554.711	13.106.240	0	113.147.425
Tumaraa	32.289.225	1.905.308	1.457.022	50.297.130	1.251.253	0	87.199.938
Uuroa	52.900.900	2.375.310	1.974.850	68.172.840	5.321.380	700.000	131.445.280
<i>Iles Marquises</i>	110.959.010	7.995.901	5.280.212	182.275.614	6.659.548	2.100.000	315.270.285
Fatu Hiva	5.573.350	540.087	321.900	11.112.158	0	0	17.547.495
Hiva Oa	30.161.485	1.815.867	1.224.690	42.276.913	1.547.726	0	77.026.681
Nuku Hiva	34.010.820	2.282.059	1.610.694	55.601.969	762.769	700.000	94.968.311
Tahuata	6.466.310	687.878	409.985	14.152.908	805.264	0	22.522.345
Ua Huka	11.121.175	585.729	339.916	11.734.075	2.051.066	700.000	26.531.961
Ua Pou	23.625.870	2.084.281	1.373.027	47.397.591	1.492.723	700.000	76.673.492
<i>Tuamotu-Gambier</i>	101.407.330	12.190.543	8.064.004	278.373.587	11.292.998	6.300.000	417.628.462
Anaa	5.417.380	704.178	463.880	16.013.367	3.726.556	0	26.325.361
Arutua	7.848.510	826.975	557.743	19.253.580	2.619.237	700.000	31.806.045
Fakarava	6.109.420	707.438	488.219	16.853.575	335.199	700.000	25.193.851
Fangatau	2.206.170	332.529	213.839	7.381.823	37.270	0	10.171.631
Gambier	9.784.990	673.751	390.998	13.497.452	185.787	0	24.532.978
Hao	13.902.685	1.448.564	986.055	34.039.113	1.499.709	700.000	52.576.126
Hikueru	2.032.130	227.119	146.053	5.041.834	0	0	7.447.136
Makemo	9.101.300	903.043	637.374	22.002.494	0	700.000	33.344.211
Manihi	5.181.350	642.237	413.002	14.257.052	113.584	700.000	21.307.205
Napuka	3.719.250	370.563	238.297	8.226.150	0	0	12.554.260
Nukutavake	2.629.170	321.862	216.941	7.488.909	1.271.718	700.000	12.628.400
Puka Puka	2.038.130	211.906	122.975	4.245.167	352.836	0	6.971.014
Rangiroa	17.751.995	2.036.466	1.437.352	49.818.139	54.030	700.000	71.597.982
Reao	3.551.250	491.186	315.866	10.903.870	0	700.000	15.962.172
Takarua	6.079.380	935.644	616.359	21.277.020	0	0	28.908.403
Tatakoto	2.220.130	237.986	134.378	4.838.792	0	0	7.231.286
Tureia	1.834.090	1.119.296	684.673	23.635.250	1.097.092	700.000	29.070.401
<b>Total</b>	<b>2.207.715.100</b>	<b>130.000.000</b>	<b>32.000.000</b>	<b>3.800.000.000</b>	<b>220.939.991</b>	<b>19.700.000</b>	<b>6.410.355.091</b>

## ANNEXE 2

## RECAPITULATIF DES CHARGES SCOLAIRES DE FONCTIONNEMENT

(Enseignement public et privé) - Année scolaire 1993-1994

Communes	Enseignement public	Enseignement privé	Total
<i>Iles Australes</i>	83.381.920	0	83.381.920
Raivavae	10.031.200	0	10.031.200
Rapa	6.237.130	0	6.237.130
Rimatara	14.925.310	0	14.925.310
Rurutu	26.894.425	0	26.894.425
Tubuai	25.293.855	0	25.293.855
<i>Iles du Vent</i>	1.292.940.635	311.640.460	1.604.581.095
Arue	75.713.660	0	75.713.660
Faaa	163.886.335	56.416.970	220.303.305
Hitiiaa O Te Ra	68.069.185	0	68.069.185
Mahina	92.555.150	0	92.555.150
Moorea-Maiao	121.578.455	0	121.578.455
Paea	95.509.660	0	95.509.660
Papara	79.257.900	0	79.257.900
Papeete	184.260.125	214.031.750	398.291.875
Pirae	97.976.445	21.189.000	119.165.445
Punaauia	120.944.780	0	120.944.780
Taiarapu-Est	76.829.045	20.002.740	96.831.785
Taiarapu-Ouest	53.075.165	0	53.075.165
Teva I Uia	63.284.730	0	63.284.730
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	286.110.200	21.275.545	307.385.745
Bora Bora	61.038.265	0	61.038.265
Huahine	64.298.215	0	64.298.215
Maupiti	6.675.440	0	6.675.440
Tahaa	53.704.960	0	53.704.960
Taputapuata	36.478.740	0	36.478.740
Tumaraa	32.289.225	0	32.289.225
Uturoa	31.625.355	21.275.545	52.900.900
<i>Iles Marquises</i>	87.057.290	23.901.720	110.959.010
Fatu Hiva	5.573.350	0	5.573.350
Hiva Oa	21.387.120	8.774.365	30.161.485
Nuku Hiva	18.883.465	15.127.355	34.010.820
Tahuata	6.466.310	0	6.466.310
Ua Huka	11.121.175	0	11.121.175
Ua Pou	23.625.870	0	23.625.870
<i>Tuamotu-Gambier</i>	101.407.330	0	101.407.330
Anaa	5.417.380	0	5.417.380
Arutua	7.848.510	0	7.848.510
Fakarava	6.109.420	0	6.109.420
Fangatau	2.206.170	0	2.206.170
Gambier	9.784.990	0	9.784.990
Hao	13.902.685	0	13.902.685
Hikueru	2.032.130	0	2.032.130
Makemo	9.101.300	0	9.101.300
Manihi	5.181.350	0	5.181.350
Napuka	3.719.250	0	3.719.250
Nukutavake	2.629.170	0	2.629.170
Puka Puka	2.038.130	0	2.038.130
Rangiroa	17.751.995	0	17.751.995
Reao	3.551.250	0	3.551.250
Takaroa	6.079.380	0	6.079.380
Talakoto	2.220.130	0	2.220.130
Tureia	1.834.090	0	1.834.090
Total général	1.850.897.375	356.817.725	2.207.715.100

## ANNEXE 2

## RECAPITULATIF DES CHARGES SCOLAIRES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

Année scolaire 1993-1994

Communes	Elèves	Classes	Cantines	Internats	G.A.P.P.	C.J.A.	Logements	Informatique	Total
<i>Iles Australes</i>	13.881.000	36.482.790	28.553.580	0	0	1.034.550	2.860.000	570.000	83.381.920
Raivavae	2.432.000	6.141.720	432.630	0	0	344.850	660.000	20.000	10.031.200
Rapa	1.204.000	4.044.360	528.770	0	0	0	440.000	20.000	6.237.130
Rimatarā	2.225.000	4.897.590	6.777.870	0	0	344.850	660.000	20.000	14.925.310
Rurutu	4.234.000	12.378.240	9.157.335	0	0	344.850	440.000	340.000	26.894.425
Tubuai	3.786.000	9.020.880	11.658.975	0	0	0	660.000	170.000	25.293.855
<i>Iles du Vent</i>	213.364.000	483.597.870	580.180.865	0	4.180.000	4.827.900	1.320.000	5.470.000	1.292.940.635
Arue	11.915.000	28.334.760	34.370.050	0	209.000	344.850	220.000	320.000	75.713.660
Faaa	26.555.000	60.836.250	75.013.235	0	627.000	344.850	0	510.000	163.886.335
Hitiāa O Te Ra	10.438.000	24.740.610	32.086.725	0	209.000	344.850	0	250.000	68.069.185
Mahina	14.815.000	32.035.410	44.560.890	0	209.000	344.850	0	590.000	92.555.150
Moorea-Maiao	19.223.000	44.164.740	56.217.865	0	418.000	344.850	660.000	550.000	121.578.455
Paea	16.855.000	37.726.920	39.753.890	0	209.000	344.850	220.000	400.000	95.509.660
Papara	12.730.000	29.002.140	36.437.060	0	209.000	689.700	0	190.000	79.257.900
Papeete	34.478.000	77.535.330	70.110.095	0	627.000	689.700	0	820.000	184.260.125
Pirae	16.478.000	37.817.970	42.902.475	0	418.000	0	0	360.000	97.976.445
Punaauia	20.205.000	41.364.510	57.972.420	0	418.000	344.850	0	640.000	120.944.780
Taiarapu-Est	12.178.000	28.280.840	37.326.355	0	209.000	344.850	220.000	270.000	76.829.045
Taiarapu-Ouest	7.917.000	20.013.000	24.251.315	0	209.000	344.800	0	340.000	53.075.165
Teva I Uta	9.577.000	23.745.390	29.178.490	0	209.000	344.850	0	230.000	63.284.730
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	45.117.000	100.455.060	131.086.890	0	627.000	1.724.250	5.720.000	1.380.000	286.110.200
Bora Bora	9.901.000	20.759.310	28.914.105	0	209.000	344.850	660.000	250.000	61.038.265
Huahine	9.847.000	22.003.440	30.163.925	0	209.000	344.850	1.540.000	190.000	64.298.215
Maupiti	1.925.000	4.510.440	0	0	0	0	220.000	20.000	6.675.440
Tahaa	8.215.000	18.038.010	25.477.100	0	0	344.850	1.320.000	310.000	53.704.960
Taputapuātea	5.461.000	13.294.530	16.728.360	0	0	344.850	440.000	210.000	36.478.740
Tumaraa	4.768.000	10.885.200	14.541.175	0	0	344.850	1.540.000	210.000	32.289.225
Uturoa	5.000.000	10.964.130	15.262.225	0	209.000	0	0	190.000	31.625.355
<i>Iles Marquises</i>	14.532.000	40.076.940	22.592.900	4.545.750	0	689.700	4.180.000	440.000	87.057.290
Fatu Hiva	1.394.000	3.499.350	0	0	0	0	660.000	20.000	5.573.350
Hiva Oa	3.124.000	9.111.930	5.383.640	2.612.500	0	344.850	660.000	150.000	21.387.120
Nuku Hiva	2.860.000	7.231.740	8.051.725	0	0	0	660.000	80.000	18.883.465
Tahuata	1.060.000	4.526.310	0	0	0	0	880.000	0	6.456.310
Ua Huka	1.596.000	3.965.430	4.734.895	0	0	344.850	440.000	40.000	11.121.175
Ua Pou	4.498.000	11.742.180	4.422.440	1.933.250	0	0	880.000	150.000	23.625.870
<i>Tuamotu-Gambier</i>	24.265.000	55.279.230	3.845.600	3.657.500	0	0	13.860.000	500.000	101.407.330
Anaa	1.550.000	3.187.380	0	0	0	0	660.000	20.000	5.417.380
Arutua	2.097.000	4.431.510	0	0	0	0	1.320.000	0	7.848.510
Fakarava	1.369.000	3.420.420	0	0	0	0	1.320.000	0	6.109.420
Fangatau	489.000	1.477.170	0	0	0	0	220.000	20.000	2.206.170
Gambier	1.507.000	3.732.390	3.845.600	0	0	0	660.000	40.000	9.784.990
Hao	3.409.000	7.152.810	0	1.436.875	0	0	1.760.000	150.000	13.902.685
Hikueru	348.000	1.244.130	0	0	0	0	440.000	0	2.032.130
Makemo	2.106.000	4.664.550	0	1.410.750	0	0	880.000	40.000	9.101.300
Manihi	1.222.000	3.499.350	0	0	0	0	440.000	20.000	5.181.350
Napuka	876.000	1.943.250	0	0	0	0	880.000	20.000	3.719.250
Nukutavake	492.000	1.477.170	0	0	0	0	660.000	0	2.629.170
Puka Puka	354.000	1.244.130	0	0	0	0	440.000	0	2.038.130
Rangiroa	4.593.000	10.419.120	0	809.875	0	0	1.760.000	170.000	17.751.995
Reao	948.000	1.943.250	0	0	0	0	660.000	0	3.551.250
Takaroa	1.992.000	3.187.380	0	0	0	0	880.000	20.000	6.079.380
Tatakoto	536.000	1.244.130	0	0	0	0	440.000	0	2.220.130
Tureia	383.000	1.011.090	0	0	0	0	440.000	0	1.834.090
Total général	311.159.000	715.891.890	766.259.835	8.203.250	4.807.000	8.276.400	27.940.000	8.360.000	1.850.897.375

## ANNEXE 2

## ENTRETIEN DES ELEVES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

Année scolaire 1993-1994

Communes	Pré-élémentaire 7.000 F/élève/an		Elémentaire 8.000 F/élève/an		Spécial et C.J.A. 10.000 F/élève/an		Total
	Effectifs	Dotations	Effectifs	Dotations	Effectifs	Dotations	
<i>Iles Australes</i>	635	4.445.000	1.062	8.496.000	94	940.000	13.881.000
Raivavae	100	700.000	194	1.552.000	18	180.000	2.432.000
Rapa	68	476.000	91	728.000	0	0	1.204.000
Rimatarā	95	665.000	165	1.320.000	24	240.000	2.225.000
Rurutu	174	1.218.000	312	2.496.000	52	520.000	4.234.000
Tubuai	198	1.386.000	300	2.400.000	0	0	3.786.000
<i>Iles du Vent</i>	9.552	66.864.000	16.330	130.640.000	1.586	15.860.000	213.364.000
Arue	571	3.997.000	866	6.928.000	99	990.000	11.915.000
Faaa	1.211	8.477.000	2.076	16.608.000	147	1.470.000	26.555.000
Hitiāa O Te Ra	438	3.066.000	834	6.672.000	70	700.000	10.438.000
Mahina	729	5.103.000	1.094	8.752.000	96	960.000	14.815.000
Moorea-Maiao	837	5.859.000	1.528	12.224.000	114	1.140.000	19.223.000
Paea	763	5.341.000	1.298	10.384.000	113	1.130.000	16.855.000
Papara	592	4.144.000	952	7.616.000	97	970.000	12.730.000
Papeete	1.566	10.892.000	2.452	19.616.000	397	3.970.000	34.478.000
Pirae	666	4.662.000	1.337	10.696.000	112	1.120.000	16.478.000
Punaauia	887	6.209.000	1.617	12.936.000	106	1.060.000	20.205.000
Taiarapu-Est	544	3.808.000	1.000	8.000.000	37	370.000	12.178.000
Taiarapu-Ouest	337	2.359.000	551	4.408.000	115	1.150.000	7.917.000
Teva I Uta	421	2.947.000	725	5.800.000	83	830.000	9.577.000
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	1.913	13.391.000	3.602	28.816.000	291	2.910.000	45.117.000
Bora Bora	423	2.961.000	745	5.960.000	98	980.000	9.901.000
Huahine	421	2.947.000	775	6.200.000	70	700.000	9.847.000
Maupiti	99	693.000	154	1.232.000	0	0	1.925.000
Tahaa	349	2.443.000	679	5.432.000	34	340.000	8.215.000
Taputapuātea	199	1.393.000	451	3.608.000	46	460.000	5.461.000
Tumaraa	198	1.386.000	369	2.952.000	43	430.000	4.768.000
Uturoa	224	1.568.000	429	3.432.000	0	0	5.000.000
<i>Iles Marquises</i>	670	4.690.000	1.149	9.192.000	65	650.000	14.532.000
Fatu Hiva	70	490.000	113	904.000	0	0	1.394.000
Hiva Oa	98	686.000	246	1.968.000	47	470.000	3.124.000
Nuku Hiva	140	980.000	235	1.880.000	0	0	2.860.000
Tahuata	60	420.000	80	640.000	0	0	1.060.000
Ua Huka	64	448.000	121	968.000	18	180.000	1.596.000
Ua Pou	238	1.666.000	354	2.832.000	0	0	4.498.000
<i>Tuamotu-Gambier</i>	1.005	7.035.000	2.135	17.080.000	15	150.000	24.265.000
Anaa	58	406.000	143	1.144.000	0	0	1.550.000
Arutua	103	721.000	172	1.376.000	0	0	2.097.000
Fakarava	47	329.000	130	1.040.000	0	0	1.369.000
Fangatau	23	161.000	41	328.000	0	0	489.000
Gambier	61	427.000	135	1.080.000	0	0	1.507.000
Hao	123	861.000	299	2.392.000	15	150.000	3.403.000
Hikueru	20	140.000	26	208.000	0	0	348.000
Makemo	78	546.000	195	1.560.000	0	0	2.106.000
Manihi	58	406.000	102	816.000	0	0	1.222.000
Napuka	20	140.000	92	736.000	0	0	876.000
Nukutavake	20	140.000	44	352.000	0	0	492.000
Puka Puka	22	154.000	25	200.000	0	0	354.000
Rangiroa	215	1.505.000	386	3.088.000	0	0	4.593.000
Reao	36	252.000	87	696.000	0	0	948.000
Takaroa	72	504.000	186	1.488.000	0	0	1.992.000
Tatakoto	24	168.000	46	368.000	0	0	536.000
Tureia	25	175.000	26	208.000	0	0	383.000
<b>Total</b>	<b>13.775</b>	<b>96.425.000</b>	<b>24.278</b>	<b>194.224.000</b>	<b>2.051</b>	<b>20.510.000</b>	<b>311.159.000</b>

## ANNEXE 2

## ENTRETIEN DES CLASSES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

Année scolaire 1993-1994

Communes	Pré-élémentaire 778.050 F/classe/an		Elémentaire 233.040 F/classe/an		Spéciale 233.040 F/classe/an		Classes enfants — de 2 ans 1.260.000 F/classe/an		Total
	Classes	Dotations	Classes	Dotations	Classes	Dotations	Classes	Dotations	
<i>Iles Australes</i>	27	21.007.350	47	10.952.880	14	3.262.560	1	1.260.000	36.482.790
Raivavae	4	3.112.200	9	2.097.360	4	932.160	0	0	6.141.720
Rapa	4	3.112.200	4	932.160	0	0	0	0	4.044.360
Rimatara	3	2.334.150	8	1.864.320	3	699.120	0	0	4.897.590
Rurutu	8	6.224.400	14	3.262.560	7	1.631.280	1	1.260.000	12.378.240
Tubuai	8	6.224.400	12	2.796.480	0	0	0	0	9.020.880
<i>Iles du Vent</i>	351	273.095.550	670	156.136.800	163	37.985.520	13	16.380.000	483.597.870
Arue	20	15.561.000	35	8.156.400	9	2.097.360	2	2.520.000	28.334.760
Faaa	45	35.012.250	86	20.041.440	14	3.262.560	2	2.520.000	60.836.250
Hitiia O Te Ra	17	13.226.850	35	8.156.400	9	2.097.360	1	1.260.000	24.740.610
Mahina	25	19.451.250	44	10.253.760	10	2.330.400	0	0	32.035.410
Moorea-Maiac	34	26.453.700	65	15.147.600	11	2.563.440	0	0	44.164.740
Paea	28	21.785.400	52	12.118.080	11	2.563.440	1	1.260.000	37.726.920
Papara	22	17.117.100	38	8.955.520	13	3.029.520	0	0	29.002.140
Papeete	57	44.348.850	100	23.304.000	37	8.622.480	1	1.260.000	77.535.330
Pirae	25	19.451.250	55	12.817.200	13	3.029.520	2	2.520.000	37.817.970
Punaauia	31	24.119.550	64	14.914.560	10	2.330.400	0	0	41.364.510
Taiarapu-Est	20	15.561.000	41	9.554.640	5	1.165.200	0	0	26.280.840
Taiarapu-Ouest	12	9.336.600	24	5.592.960	11	2.563.440	2	2.520.000	20.013.000
Teva I Uta	15	11.670.750	31	7.224.240	10	2.330.400	2	2.520.000	23.745.390
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	74	57.575.700	154	35.888.160	30	6.991.200	0	0	100.455.060
Bora Bora	15	11.670.750	30	6.991.200	9	2.097.360	0	0	20.759.310
Huahine	16	12.448.800	36	8.389.440	5	1.165.200	0	0	22.003.440
Maupiti	4	3.112.200	6	1.398.240	0	0	0	0	4.510.440
Tahaa	13	10.114.850	28	6.758.160	5	1.165.200	0	0	18.036.010
Taputapuataea	9	7.002.450	21	4.893.840	6	1.398.240	0	0	13.294.530
Tumaraa	8	6.224.400	15	3.495.600	5	1.165.200	0	0	10.885.200
Uturoa	9	7.002.450	17	3.961.680	0	0	0	0	10.964.130
<i>Iles Marquises</i>	30	23.341.500	55	12.817.200	6	1.398.240	2	2.520.000	40.076.940
Fatu Hiva	3	2.334.150	5	1.165.200	0	0	0	0	3.499.350
Hiva Oa	5	3.890.250	13	3.029.520	4	932.160	1	1.260.000	9.111.930
Nuku Hiva	6	4.668.300	11	2.563.440	0	0	0	0	7.231.740
Tahuata	3	2.334.150	4	932.160	0	0	1	1.260.000	4.526.310
Ua Huka	3	2.334.150	5	1.165.200	2	466.080	0	0	3.965.430
Ua Pou	10	7.780.500	17	3.961.680	0	0	0	0	11.742.180
<i>Tuamotu-Gambier</i>	39	30.343.950	106	24.702.240	1	233.040	0	0	55.279.230
Anaa	2	1.556.100	7	1.631.280	0	0	0	0	3.187.380
Arutua	3	2.334.150	9	2.097.360	0	0	0	0	4.431.510
Fakarava	2	1.556.100	8	1.864.320	0	0	0	0	3.420.420
Fangatau	1	778.050	3	699.120	0	0	0	0	1.477.170
Gambier	3	2.334.150	6	1.398.240	0	0	0	0	3.732.390
Hao	5	3.890.250	13	3.029.520	1	233.040	0	0	7.152.810
Hikueru	1	778.050	2	466.080	0	0	0	0	1.244.130
Makemo	3	2.334.150	10	2.330.400	0	0	0	0	4.664.550
Manihi	3	2.334.150	5	1.165.200	0	0	0	0	3.499.350
Napuka	1	778.050	5	1.165.200	0	0	0	0	1.943.250
Nukutavake	1	778.050	3	699.120	0	0	0	0	1.477.170
Puka Puka	1	778.050	2	466.080	0	0	0	0	1.244.130
Rangiroa	8	6.224.400	18	4.194.720	0	0	0	0	10.419.120
Reao	1	778.050	5	1.165.200	0	0	0	0	1.943.250
Takarua	2	1.556.100	7	1.631.280	0	0	0	0	3.187.380
Tatakoto	1	778.050	2	466.080	0	0	0	0	1.244.130
Tureia	1	778.050	1	233.040	0	0	0	0	1.011.090
Total général	521	405.364.050	1.032	240.497.280	214	49.870.560	16	20.160.000	715.891.890

## ANNEXE 2

## CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES INTERNATS ET DES CANTINES SCOLAIRES DES ECOLES PUBLIQUES

Année scolaire 1993-1994

Communes	Internats 26.125 F/interne/an		Cantines 24.035 F/rationnaire/an		Total
	Nombre d'internes	Dotations	Nombre de rationnaires	Dotations	
<i>Iles Australes</i>	0	0	1.188	28.553.580	28.553.580
Raivavae	0	0	18	432.630	432.630
Rapa	0	0	22	528.770	528.770
Rimatara	0	0	282	6.777.870	6.777.870
Rurutu	0	0	381	9.157.335	9.157.335
Tubuai	0	0	485	11.656.975	11.656.975
<i>Iles du Vent</i>	0	0	24.139	580.180.865	580.180.865
Arue	0	0	1.430	34.370.050	34.370.050
Faaa	0	0	3.121	75.013.235	75.013.235
Hitiā O Te Ra	0	0	1.335	32.086.725	32.086.725
Mahina	0	0	1.854	44.560.890	44.560.890
Moorea-Maiao	0	0	2.339	56.217.865	56.217.865
Paea	0	0	1.654	39.753.890	39.753.890
Papara	0	0	1.516	36.437.060	36.437.060
Papeete	0	0	2.917	70.110.095	70.110.095
Pirae	0	0	1.785	42.902.475	42.902.475
Punaauia	0	0	2.412	57.972.420	57.972.420
Taiarapu-Est	0	0	1.553	37.326.355	37.326.355
Taiarapu-Ouest	0	0	1.009	24.251.315	24.251.315
Teva I Uta	0	0	1.214	29.178.490	29.178.490
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	0	0	5.454	131.086.890	131.086.890
Bora Bora	0	0	1.203	28.914.105	28.914.105
Huahine	0	0	1.255	30.163.925	30.163.925
Maupiti	0	0	0	0	0
Tahaa	0	0	1.060	25.477.100	25.477.100
Taputapuataea	0	0	696	16.728.360	16.728.360
Tumaraa	0	0	605	14.541.175	14.541.175
Uturoa	0	0	635	15.262.225	15.262.225
<i>Iles Marquises</i>	174	4.545.750	940	22.592.900	27.138.650
Fatu Hiva	0	0	0	0	0
Hiva Oa	100	2.612.500	224	5.383.840	7.996.340
Nuku Hiva	0	0	335	8.051.725	8.051.725
Tahuata	0	0	0	0	0
Ua Huka	0	0	197	4.734.895	4.734.895
Ua Pou	74	1.933.250	184	4.422.440	6.355.690
<i>Tuamotu-Gambier</i>	140	3.657.500	160	3.845.600	7.503.100
Anaa	0	0	0	0	0
Arutua	0	0	0	0	0
Fakarava	0	0	0	0	0
Fangatau	0	0	0	0	0
Gambier	0	0	160	3.845.600	3.845.600
Hao	55	1.436.875	0	0	1.436.875
Hikueru	0	0	0	0	0
Makemo	54	1.410.750	0	0	1.410.750
Manihi	0	0	0	0	0
Napuka	0	0	0	0	0
Nukutavake	0	0	0	0	0
Puka Puka	0	0	0	0	0
Rangiroa	31	809.875	0	0	809.875
Reao	0	0	0	0	0
Takarua	0	0	0	0	0
Tatakoto	0	0	0	0	0
Tureia	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>314</b>	<b>8.203.250</b>	<b>31.881</b>	<b>766.259.835</b>	<b>774.463.085</b>



## ANNEXE 2

CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES G.A.P.P. ET EQUIPEMENT DES C.J.A.  
ET ENTRETIEN DES LOGEMENTS DES INSTITUTEURS

Année scolaire 1993-1994

Communes	Fonctionnement G.A.P.P. 209.000 F/G.A.P.P./an *		Equipelement C.J.A. 344.850 F/C.J.A./an		Logements instituteurs 220.000 F/logement/an		Total
	Nombre G.A.P.P.	Dotations	Nombre C.J.A.	Dotations	Nombre logement	Dotations	
<i>Iles Australes</i>	0	0	3	1.034.550	13	2.860.000	3.894.550
Raivavae	0	0	1	344.850	3	660.000	1.004.850
Rapa	0	0	0	0	2	440.000	440.000
Rimatara	0	0	1	344.850	3	660.000	1.004.850
Rurutu	0	0	1	344.850	2	440.000	784.850
Tubuai	0	0	0	0	3	660.000	660.000
<i>Iles du Vent</i>	20	4.180.000	14	4.827.900	6	1.320.000	10.327.900
Arue	1	209.000	1	344.850	1	220.000	773.850
Faaa	3	627.000	1	344.850	0	0	971.850
Hitiia O Te Ra	1	209.000	1	344.850	0	0	553.850
Mahina	1	209.000	1	344.850	0	0	553.850
Moorea-Maiao	2	418.000	1	344.850	3	660.000	1.422.850
Paea	1	209.000	1	344.850	1	220.000	773.850
Papara	1	209.000	2	689.700	0	0	898.700
Papeete	3	627.000	2	689.700	0	0	1.316.700
Pirae	2	418.000	0	0	0	0	418.000
Punaauia	2	418.000	1	344.850	0	0	762.850
Taiaapu-Est	1	209.000	1	344.850	1	220.000	773.850
Taiaapu-Ouest	1	209.000	1	344.850	0	0	553.850
Teva I Uta	1	209.000	1	344.850	0	0	553.850
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	3	627.000	5	1.724.250	26	5.720.000	8.071.250
Bora Bora	1	209.000	1	344.850	3	660.000	1.213.850
Huahine	1	209.000	1	344.850	7	1.540.000	2.093.850
Maupiti	0	0	0	0	1	220.000	220.000
Tahaa	0	0	1	344.850	6	1.320.000	1.664.850
Taputapuataea	0	0	1	344.850	2	440.000	784.850
Tumaraa	0	0	1	344.850	7	1.540.000	1.884.850
Uturoa	1	209.000	0	0	0	0	209.000
<i>Iles Marquises</i>	0	0	2	689.700	19	4.180.000	4.869.700
Fatu Hiva	0	0	0	0	3	660.000	660.000
Hiva Oa	0	0	1	344.850	3	660.000	1.004.850
Nuku Hiva	0	0	0	0	3	660.000	660.000
Tahuata	0	0	0	0	4	880.000	880.000
Ua Huka	0	0	1	344.850	2	440.000	784.850
Ua Poua	0	0	0	0	4	880.000	880.000
<i>Tuamotu-Gambier</i>	0	0	0	0	63	13.860.000	13.860.000
Anaa	0	0	0	0	3	660.000	660.000
Arutua	0	0	0	0	6	1.320.000	1.320.000
Fakarava	0	0	0	0	6	1.320.000	1.320.000
Fangataua	0	0	0	0	1	220.000	220.000
Gambier	0	0	0	0	3	660.000	660.000
Hao	0	0	0	0	8	1.760.000	1.760.000
Hikueru	0	0	0	0	2	440.000	440.000
Makemo	0	0	0	0	4	880.000	880.000
Manihi	0	0	0	0	2	440.000	440.000
Napuka	0	0	0	0	4	880.000	880.000
Nukutavake	0	0	0	0	3	660.000	660.000
Puka Puka	0	0	0	0	2	440.000	440.000
Rangiroa	0	0	0	0	8	1.760.000	1.760.000
Reao	0	0	0	0	3	660.000	660.000
Takarua	0	0	0	0	4	880.000	880.000
Tatakoto	0	0	0	0	2	440.000	440.000
Tureia	0	0	0	0	2	440.000	440.000
Total général	23	4.807.000	24	8.276.400	127	27.940.000	41.023.400

## ANNEXE 2

**MAINTENANCE DES MATERIELS INFORMATIQUES  
DU PROGRAMME INFORMATIQUE POUR TOUS DES ECOLES**

Communes	Nanoréseau 150.000 F/Nanoréseau		T07/70 20.000 F/T07/70/an		Total
	Nombre	Dotations	Nombre	Dotations	
<i>Iles Australes</i>	3	450.000	6	120.000	570.000
Raiavaea	0	0	1	20.000	20.000
Rapa	0	0	1	20.000	20.000
Rimatara	0	0	1	20.000	20.000
Rurutu	2	300.000	2	40.000	340.000
Tubuai	1	150.000	1	20.000	170.000
<i>Iles du Vent</i>	29	4.350.000	56	1.120.000	5.470.000
Arue	2	300.000	1	20.000	320.000
Faaa	3	450.000	3	60.000	510.000
Hitiia O Te Ra	1	150.000	5	100.000	250.000
Mahina	3	450.000	7	140.000	590.000
Moorea-Maiao	3	450.000	5	100.000	550.000
Paea	2	300.000	5	100.000	400.000
Papara	1	150.000	2	40.000	190.000
Papeete	4	600.000	11	220.000	820.000
Pirae	2	300.000	3	60.000	360.000
Punaauia	4	600.000	2	40.000	640.000
Taiarapu-Est	1	150.000	6	120.000	270.000
Taiarapu-Ouest	2	300.000	2	40.000	340.000
Teva I Uta	1	150.000	4	80.000	230.000
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	6	900.000	24	480.000	1.380.000
Bora Bora	1	150.000	5	100.000	250.000
Huahine	1	150.000	2	40.000	190.000
Maupiti	0	0	1	20.000	20.000
Tahaa	1	150.000	8	160.000	310.000
Taputapuataea	1	150.000	3	60.000	210.000
Tumaraa	1	150.000	3	60.000	210.000
Uturoa	1	150.000	2	40.000	190.000
<i>Iles Marquises</i>	2	300.000	7	140.000	440.000
Fatu Hiva	0	0	1	20.000	20.000
Hiva Oa	1	150.000	0	0	150.000
Nuku Hiva	0	0	4	80.000	80.000
Tahuata	0	0	0	0	0
Ua Huka	0	0	2	40.000	40.000
Ua Pou	1	150.000	0	0	150.000
<i>Tuamotu-Gambier</i>	2	300.000	10	200.000	500.000
Anaa	0	0	1	20.000	20.000
Arutua	0	0	0	0	0
Fakarava	0	0	0	0	0
Fangatau	0	0	1	20.000	20.000
Gambier	0	0	2	40.000	40.000
Hao	1	150.000	0	0	150.000
Hikueru	0	0	0	0	0
Makemo	0	0	2	40.000	40.000
Manihi	0	0	1	20.000	20.000
Napuka	0	0	1	20.000	20.000
Nukutavake	0	0	0	0	0
Puka Puka	0	0	0	0	0
Rangiroa	1	150.000	1	20.000	170.000
Reao	0	0	0	0	0
Takarua	0	0	1	20.000	20.000
Tatakoto	0	0	0	0	0
Tureia	0	0	0	0	0
<b>Total général</b>	<b>42</b>	<b>6.300.000</b>	<b>103</b>	<b>2.060.000</b>	<b>8.360.000</b>

## ANNEXE 2

## RECAPITULATIF DES CHARGES SCOLAIRES DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE SOUS CONTRAT

Année scolaire 1993-1994

Communes	Elèves	Classes	Cantines	Total
<i>Enseignement Catholique</i>	48.186.000	102.216.630	136.110.205	286.512.835
Faaa	9.713.000	18.583.020	28.120.950	56.416.970
Papeete	25.318.000	49.528.410	74.748.850	149.595.260
Pirae	3.478.000	7.231.740	10.479.280	21.189.000
Taiarapu-Est	3.157.000	7.231.740	9.614.000	20.002.740
Uturoa	2.574.000	7.713.690	5.119.455	15.407.145
Hiva Oa	1.739.000	4.992.390	2.042.975	8.774.365
Nuku Hiva	2.207.000	6.935.640	5.984.715	15.127.355
<i>Enseignement Protestant</i>	10.286.000	22.121.835	27.592.180	60.000.015
Papeete	9.469.000	19.594.110	25.068.505	54.131.615
Uturoa	817.000	2.527.725	2.523.675	5.868.400
<i>Enseignement Adventiste</i>	1.638.000	3.499.350	5.187.525	10.304.875
Papeete	1.638.000	3.499.350	5.167.525	10.304.875
Total général	60.110.000	127.837.815	168.869.910	356.817.725

## ANNEXE 2

## ENTRETIEN DES ELEVES DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE SOUS CONTRAT

Année scolaire 1993-1994

Communes	Pré-élémentaire 7.000 F/élève/an		Elémentaire 8.000 F/élève/an		Spécial et C.J.A. 10.000 F/élève/an		Total
	Effectifs	Dotations	Effectifs	Dotations	Effectifs	Dotations	
<i>Enseignement Catholique</i>	2.064	14.448.000	4.181	33.448.000	29	290.000	48.186.000
Faaa	387	2.709.000	858	6.864.000	14	140.000	9.713.000
Papeete	1.032	7.224.000	2.243	17.944.000	15	150.000	25.318.000
Pirae	170	1.190.000	286	2.288.000	0	0	3.478.000
Taiarapu-Est	155	1.085.000	259	2.072.000	0	0	3.157.000
Uturoa	130	910.000	208	1.664.000	0	0	2.574.000
Hiva Oa	89	483.000	157	1.256.000	0	0	1.739.000
Nuku Hiva	121	847.000	170	1.360.000	0	0	2.207.000
<i>Enseignement Protestant</i>	468	3.276.000	845	6.760.000	25	250.000	10.286.000
Papeete	413	2.891.000	791	6.328.000	25	250.000	9.469.000
Uturoa	55	385.000	54	432.000	0	0	817.000
<i>Enseignement Adventiste</i>	82	574.000	133	1.064.000	0	0	1.638.000
Papeete	82	574.000	133	1.064.000	0	0	1.638.000
Total général	2.614	18.298.000	5.159	41.272.000	54	540.000	60.110.000

## ANNEXE 2

## ENTRETIEN DES CLASSES DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE SOUS CONTRAT

Année scolaire 1993-1994

Communes	Pré-élémentaire 778.050 F/classe/an		Elémentaire 233.040 F/classe/an		Spécial et C.J.A. 233.040 F/classe/an		Classes enfants -- de 2 ans 1.260.000 F/classe/an		Total
	Classes	Dotations	Classes	Dotations	Classes	Dotations	Classes	Dotations	
<i>Enseignement Catholique</i>	75	58.353.750	162	37.752.480	10	2.330.400	3	3.780.000	102.216.630
Faaa	14	10.892.700	32	7.457.280	1	233.040	0	0	18.583.020
Papeete	37	28.787.850	83	19.342.320	6	1.398.240	0	0	49.528.410
Pirae	6	4.668.300	11	2.563.440	0	0	0	0	7.231.740
Taiarapu-Est	6	4.668.300	10	2.330.400	1	233.040	0	0	7.231.740
Uturoa	5	3.890.250	10	2.330.400	1	233.040	1	1.260.000	7.713.690
Hiva Oa	3	2.334.150	6	1.398.240	0	0	1	1.260.000	4.992.390
Nuku Hiva	4	3.112.200	10	2.330.400	1	233.040	1	1.260.000	6.935.640
<i>Enseignement Protestant</i>	17,5	13.615.875	33,5	7.806.840	3	699.120	0	0	22.121.835
Papeete	15	11.670.750	31	7.224.240	3	699.120	0	0	19.594.110
Uturoa	2,5	1.945.125	2,5	582.600	0	0	0	0	2.527.725
<i>Enseignement Adventiste</i>	3	2.334.150	5	1.165.200	0	0	0	0	3.499.350
Papeete	3	2.334.150	5	1.165.200	0	0	0	0	3.499.350
Total général	95,5	74.303.775	200,5	46.724.520	13	3.029.520	3	3.780.000	127.837.815

## ANNEXE 2

PARTICIPATION AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES CANTINES  
DES ECOLES DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE SOUS CONTRAT

Année scolaire 1993-1994

24.035 F/rationnaire/an

Communes	Effectifs	Dotations
<i>Enseignement Catholique</i>	5.863	136.110.205
Faaa	1.170	28.120.950
Papeete	3.110	74.748.850
Pirae	436	10.479.260
Taiarapu-Est	400	9.614.000
Uturoa	213	5.119.455
Hiva Oa	85	2.042.975
Nuku Hiva	249	5.984.715
<i>Enseignement Protestant</i>	1.148	27.582.180
Papeete	1.043	25.068.505
Uturoa	105	2.523.675
<i>Enseignement Adventiste</i>	215	5.167.525
Papeete	215	5.167.525
Total général	7.026	168.869.910

## ANNEXE 3

## RECAPITULATIF DES DOTATIONS D'INVESTISSEMENT

Communes	Constructions scolaires Dotation en capital	Dotations non affectées	Capital des emprunts	Total des dotations
<i>Iles Australes</i>	0	52.795.049	30.482.479	83.277.528
Raivavae	0	9.500.000	2.967.900	12.467.900
Rapa	0	9.500.000	2.344.030	11.844.030
Rimatarā	0	9.500.000	6.287.389	15.787.389
Rurutu	0	12.781.242	14.309.324	27.090.566
Tubuai	0	11.513.807	4.593.836	16.107.643
<i>Iles du Vent</i>	55.441.360	719.401.552	212.666.325	987.509.237
Arue	0	38.010.453	14.305.942	52.316.395
Faaa	0	125.608.520	16.090.687	141.699.207
Hitiāa O Te Ra	435.360	26.621.635	11.923.666	38.980.661
Mahina	0	49.161.920	10.022.471	59.184.391
Moorea-Māiao	0	61.051.709	7.492.069	68.543.778
Pāea	0	41.718.340	14.007.367	55.725.707
Pāpara	0	26.664.957	14.321.445	40.986.402
Papeete	0	133.889.352	36.781.477	170.670.829
Pirāa	0	65.707.153	14.760.460	80.467.613
Punāauia	0	80.003.627	12.704.598	92.708.225
Tāiarapu-Est	0	31.441.151	10.210.858	41.652.009
Tāiarapu-Ouest	35.520.000	19.388.981	21.018.270	75.927.251
Teva I Uta	19.486.000	20.133.754	29.027.015	68.646.769
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	0	131.416.687	99.604.398	231.021.285
Bora Bora	0	25.313.520	24.183.776	49.497.296
Huahine	0	27.110.561	16.385.456	43.496.017
Maupiti	0	9.500.000	161.654	9.661.654
Tāhāa	0	23.010.992	8.191.061	31.202.053
Taputapua'āea	0	15.549.591	36.196.862	51.746.453
Tūmarāa	0	13.132.459	3.186.142	16.318.601
Uturoa	0	17.799.764	11.299.447	29.099.211
<i>Iles Marquises</i>	14.028.000	66.431.336	14.077.857	94.537.193
Fatu Hiva	14.028.000	9.500.000	0	23.528.000
Hiva Oa	0	11.038.400	3.936.608	14.975.008
Nuku Hiva	0	14.517.540	3.569.860	18.087.400
Tāhuata	0	9.500.000	1.098.247	10.598.247
Ua Huka	0	9.500.000	2.460.831	11.960.831
Ua Pou	0	12.375.396	3.012.311	15.387.707
<i>Tuamotu-Gambier</i>	7.979.000	184.955.176	20.694.718	193.628.894
Anāa	0	9.500.000	8.471.314	17.971.314
Arutua	0	9.500.000	3.005.638	12.505.638
Fakarāva	0	9.500.000	669.422	10.169.422
Fangātau	0	9.500.000	532.241	10.032.241
Gambier	0	9.500.000	39.755	9.539.755
Hāo	0	9.500.000	3.926.672	13.426.672
Hikueru	0	9.500.000	0	9.500.000
Makemo	0	9.500.000	0	9.500.000
Manihi	0	9.500.000	226.800	9.726.800
Napuka	0	9.500.000	0	9.500.000
Nukutavāka	0	9.500.000	1.416.344	10.916.344
Puka Puka	0	9.500.000	484.946	9.984.946
Rangiroa	7.979.000	12.955.176	771.760	21.705.936
Reao	0	9.500.000	0	9.500.000
Takarōa	0	9.500.000	0	9.500.000
Tatakoto	0	9.500.000	0	9.500.000
Tureia	0	9.500.000	1.149.826	10.649.826
Total	77.448.360	1.135.000.000	377.525.777	1.589.974.137

## ANNEXE 4

## RECAPITULATIF DES ANNUITES D'EMPRUNTS PRISES EN CHARGE PAR LE F.I.P. EN 1994

Communes	Socrédo		C.C.C.E.		C.D.C.		C.D.C. Mairie - Abri		C.D.C. Constructions scolaires programme 1987		C.D.C. Constructions scolaires programme 1988	
	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts
<i>Iles Australes</i>	0	0	0	0	69.389	324.284	0	0	0	0	15.495.489	2.334.368
Raivavae	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	991.805	1.003.283
Rapa	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1.301.626	121.051
Rimatara	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4.557.673	414.749
Rurutu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8.644.385	795.285
Tubuai	0	0	0	0	69.389	324.284	0	0	0	0	0	0
<i>Iles du Vent</i>	2.569.465	1.411.966	13.643.638	4.671.128	5.158.938	7.191.248	0	0	0	0	67.837.541	6.284.479
Arue	0	0	0	0	323.953	1.111.388	0	0	0	0	8.139.474	732.555
Faaa	0	0	0	0	500.423	1.716.801	0	0	0	0	0	0
Hitiiaa O Te Ra	250.419	134.881	3.263.637	1.264.582	0	0	0	0	0	0	0	0
Mahina	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moorea-Maiao	0	0	0	0	95.772	447.579	0	0	0	0	0	0
Paea	918.200	494.565	938.182	340.873	0	0	0	0	0	0	0	0
Papara	536.065	362.968	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Papeete	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22.558.637	2.097.955
Pirae	363.942	149.791	0	0	0	0	0	0	0	0	7.163.250	666.183
Punaauia	500.839	269.761	0	0	3.571.139	1.377.955	0	0	0	0	0	0
Taiarapu-Est	0	0	3.147.273	1.021.891	198.771	928.938	0	0	0	0	0	0
Taiarapu-Ouest	0	0	3.147.273	1.021.891	0	0	0	0	0	0	14.011.871	1.303.105
Teva i Uta	0	0	3.147.273	1.021.891	468.880	1.608.587	0	0	0	0	15.964.309	1.484.681
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	183.794	124.446	2.124.600	859.800	191.815	658.058	0	0	10.667.296	992.059	34.608.697	3.233.718
Bora Bora	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12.404.234	1.153.594
Huahine	183.794	124.446	2.124.600	859.800	0	0	0	0	0	0	0	0
Maupiti	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tahaa	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taputapuataea	0	0	0	0	191.815	658.058	0	0	10.667.296	992.059	14.649.753	1.362.427
Tumaraa	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Uturoa	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7.554.710	717.697
<i>Iles Marquises</i>	1.270.568	653.417	7.163.637	2.322.581	47.772	184.527	0	0	0	0	1.695.314	155.970
Fatu Hiva	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hiva Oa	570.654	285.744	3.318.182	1.077.455	47.772	184.527	0	0	0	0	0	0
Nuku Hiva	0	0	1.874.546	606.799	0	0	0	0	0	0	1.695.314	155.970
Tahuata	454.093	244.584	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ua Huka	245.821	123.089	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ua Pou	0	0	1.970.909	638.327	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Tuamotu-Gambier</i>	5.065.892	2.334.593	7.824.200	3.591.436	39.755	185.787	3.154.439	4.457.051	0	0	4.125.486	371.295
Anaa	369.863	250.432	1.328.582	935.527	0	0	1.299.038	1.385.903	0	0	4.125.486	371.295
Anaa	0	0	1.348.345	783.399	0	0	0	0	0	0	0	0
Arutua	739.723	500.866	1.732.728	629.237	0	0	533.187	1.489.134	0	0	0	0
Fakarava	669.422	335.199	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fangatau	532.241	37.270	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gambier	0	0	0	0	39.755	185.787	0	0	0	0	0	0
Hao	512.127	256.436	3.414.545	1.243.273	0	0	0	0	0	0	0	0
Hikueru	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Makemo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manihi	226.800	113.564	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Napuka	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nukutavaka	843.285	570.987	0	0	0	0	573.059	700.731	0	0	0	0
Puka Puka	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rangiroa	771.760	54.030	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Raao	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Takarua	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tatakoto	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tureia	400.671	215.809	0	0	0	0	749.155	881.283	0	0	0	0
Total général	9.089.719	4.524.422	30.756.075	11.444.945	5.507.669	8.543.904	3.154.439	4.457.051	10.667.296	992.059	123.762.527	12.379.830

## ANNEXE 4

## RECAPITULATIF DES ANNUITES D'EMPRUNTS PRISES EN CHARGE PAR LE F.I.P. EN 1994

Communes	C.D.C. Constructions scolaires Programme 1989		C.D.C. Constructions scolaires Programme 1990		Constructions scolaires Programme 1991		C.F.D. Constructions scolaires Programme 1992		Total	
	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts
<i>Iles Australes</i>	10.795.674	6.967.683	0	0	0	0	4.121.927	2.999.091	30.482.479	12.625.426
Raivavae	1.976.095	1.998.966	0	0	0	0	0	0	2.967.900	3.002.249
Rapa	1.042.404	1.121.793	0	0	0	0	0	0	2.344.030	1.242.844
Rimataru	1.709.716	1.686.166	0	0	0	0	0	0	6.267.369	2.100.915
Rurutu	1.623.830	1.747.500	0	0	0	0	4.041.109	2.940.273	14.309.324	5.483.058
Tubuai	4.443.629	413.258	0	0	0	0	80.818	58.818	4.583.836	796.360
<i>Iles du Vent</i>	71.485.696	64.321.163	35.061.907	39.430.200	16.020.103	21.365.230	889.037	646.854	212.666.325	145.322.268
Arue	3.487.070	3.752.646	2.355.445	2.534.836	0	0	0	0	14.305.942	8.131.425
Faaa	6.958.004	7.763.454	4.685.460	5.227.843	3.946.800	5.982.218	0	0	16.090.687	20.690.316
Hitiia O Te Ra	5.057.548	4.249.796	2.705.480	3.018.663	0	0	646.582	470.436	11.923.666	9.138.358
Mahina	5.213.437	4.380.787	4.809.034	5.175.290	0	0	0	0	10.022.471	9.556.077
Moorea-Maiao	4.346.043	3.782.859	1.701.155	1.830.715	1.349.099	1.715.417	0	0	7.492.069	7.776.570
Paea	5.756.105	4.836.784	3.476.661	3.741.443	2.918.219	3.412.073	0	0	14.007.367	12.825.738
Papara	4.650.890	3.908.086	5.921.327	6.372.296	3.213.163	3.758.982	0	0	14.321.445	14.400.332
Papeete	14.222.840	11.951.277	0	0	0	0	0	0	36.781.477	14.049.232
Pirae	6.608.733	5.752.338	624.535	783.903	0	0	0	0	14.760.460	7.352.215
Punaauia	4.165.153	4.482.371	2.584.799	3.501.988	1.640.213	2.085.576	242.455	176.418	12.704.598	11.894.069
Taiarapu-Est	4.407.774	3.836.590	1.374.010	1.478.654	1.083.030	1.577.088	0	0	10.210.858	8.843.161
Taiarapu-Ouest	2.260.719	1.967.763	1.598.407	2.165.584	0	0	0	0	21.018.270	6.458.343
Teva I Uta	4.351.380	3.656.412	3.225.594	3.598.985	1.869.579	2.835.876	0	0	29.027.015	14.206.432
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	24.991.026	12.135.511	12.531.850	14.291.405	4.364.158	5.511.664	9.941.162	7.233.090	99.604.398	45.039.751
Bora Bora	4.366.929	4.088.974	2.159.153	2.323.600	0	0	5.253.455	3.822.364	24.183.776	11.388.532
Huahine	11.387.741	1.036.285	1.881.085	2.024.348	0	0	808.236	588.054	16.385.456	4.632.833
Mauiti	0	0	0	0	0	0	161.654	117.618	161.654	117.618
Tahaa	2.107.112	2.267.590	2.498.139	3.135.611	2.292.665	2.877.703	1.293.145	940.891	8.191.061	9.221.795
Taputapuataea	4.430.835	4.148.812	3.994.145	4.298.339	0	0	2.263.018	1.646.545	36.196.862	13.106.240
Tumaraa	2.289.105	210.598	735.383	923.037	0	0	161.654	117.618	3.186.142	1.251.253
Uturoa	409.304	383.252	1.263.940	1.586.470	2.071.493	2.633.961	0	0	11.299.447	5.321.380
<i>Iles Marquises</i>	3.900.566	3.343.053	0	0	0	0	0	0	14.077.857	6.659.548
Fatu Hiva	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hiva Oa	0	0	0	0	0	0	0	0	3.936.608	1.547.726
Nuku Hiva	0	0	0	0	0	0	0	0	3.569.850	762.769
Tahuaia	644.154	580.680	0	0	0	0	0	0	1.098.247	805.264
Ua Huka	2.215.010	1.927.977	0	0	0	0	0	0	2.460.831	2.051.066
Ua Pou	1.041.402	854.396	0	0	0	0	0	0	3.012.311	1.492.723
<i>Tuamotu-Gambier</i>	0	0	0	0	0	0	484.946	352.836	20.694.718	11.292.998
Anaa	0	0	0	0	0	0	0	0	7.122.969	2.943.157
Anaa	0	0	0	0	0	0	0	0	1.348.345	783.399
Arutua	0	0	0	0	0	0	0	0	3.005.638	2.619.237
Fakarava	0	0	0	0	0	0	0	0	669.422	335.199
Fangatau	0	0	0	0	0	0	0	0	532.241	37.270
Gambier	0	0	0	0	0	0	0	0	39.755	185.787
Hao	0	0	0	0	0	0	0	0	3.926.672	1.499.709
Hikueru	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Makemo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manihi	0	0	0	0	0	0	0	0	226.800	113.584
Napuka	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nukunavake	0	0	0	0	0	0	0	0	1.416.344	1.271.718
Puka Puka	0	0	0	0	0	0	484.946	352.836	484.946	352.836
Rangiroa	0	0	0	0	0	0	0	0	771.760	54.030
Reao	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Takarua	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tatakoto	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tureia	0	0	0	0	0	0	0	0	1.149.826	1.097.092
Total général	111.172.962	86.767.410	47.593.757	53.721.605	20.384.261	26.876.894	15.437.072	11.231.871	377.525.777	220.939.991

## ANNEXE 5

## MISE EN JEU DE L'AVAL DU F.I.P. CONCERNANT LA COMMUNE DE UTUROA

Commune	Organisme	N° emprunt	Annuité	Capital	Intérêt	Total
Uturoa	Caisse des dépôts et consignations (C.D.C.)	02 007210 01 B	25 novembre 1993	1.018.867	1.249.425	2.268.292
			Total	1.018.867	1.249.425	2.268.292
Uturoa	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C.A.E.C.L.)	02 006159 01 M 02 006711 01 M	25 octobre 1993	2.554.985	3.720.522	6.275.507
			25 octobre 1993	3.280.225	4.848.919	8.129.144
			Total	5.835.210	8.569.441	14.404.651
Uturoa	Caisse française de développement (C.F.D.)	41.840.31.005.0.F. 41.840.31.004.0. V. 41.840.31.005.0.F. 41.840.31.006.0.S.	30 avril 1993	0	462.695	462.695
			31 octobre 1993	5.349.091	2.133.232	7.482.323
			31 octobre 1993	4.849.455	4.506.468	9.355.923
			31 octobre 1993	4.711.800	2.932.273	7.644.073
			Total	14.910.346	10.034.668	24.945.014
Total général				21.764.423	19.853.534	41.617.957

## ANNEXE 6

## I - Avances remboursables consenties par le F.I.P.

Bénéficiaires	Montant avance	Objet	Décisions du comité du F.I.P.	Observations
Uturoa	40.000.000	Déficit budgétaire (dommage incendie en 1980)	Arrêté n° 334 BIS/FIP du 1er mars 1988	Cinquième échéance en 1994
Hitiia O Te Ra	21.500.000	Paiement des frais de personnel de la fin de l'année 1989	Arrêté n° 1336 FIP du 11 décembre 1989	Dernière échéance en 1994
Hitiia O Te Ra	30.000.000	Résorption de la dette publique dans le cadre du plan de redressement	Arrêté n° 380 FIP du 17 avril 1991	Remboursement à partir de 1994 en deux années

## ANNEXE 6

## II - Tableau d'amortissement de l'avance consentie par le F.I.P. en 1988

Communes	Uturoa	Total
Année	1988	
Montant	40.000.000	
Nombre d'annuités	6	
Echéances	1989	6.600.000
	1990	6.600.000
	1991	6.600.000
	1992	6.600.000
	1993	0
	1994	6.600.000
	1995	7.000.000

## III - Tableau d'amortissement de l'avance consentie par le F.I.P. en 1989

Communes	Hitiia O Te Ra	Total
Année	1989	
Montant	21.500.000	
Nombre d'annuités	2	
Echéances	1992	10.750.000
	1994	10.750.000

## IV - Tableau d'amortissement de l'avance consentie par le F.I.P. en 1991

Communes	Hitiia O Te Ra	Total
Année	1991	
Montant	30.000.000	
Nombre d'annuités	2	
Echéance	1994	15.000.000
	1995	15.000.000



**ARRETE n° 299 BAC du 6 avril 1994 portant répartition et versement à la commune de Ua Pou de la dotation spéciale instituteurs 1993 (première part) au titre de la prise en compte par l'Etat des charges afférentes au logement des instituteurs.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de l'Ordre national du mérite,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation de communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 94 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 85-1268 du 29 novembre 1985 relative à la dotation globale de fonctionnement ;

Vu la loi de finances pour 1989 et notamment son article 85 ;

Vu le décret n° 83-367 du 2 mai 1983 relatif à l'indemnité de logement due aux instituteurs ;

Vu les instructions ministérielles du 4 février 1994 fixant le montant pour chaque collectivité de la dotation spéciale instituteurs au titre de l'exercice 1993 et du 8 mars 1994 concernant la dotation spéciale instituteurs de Ua Pou ;

Vu l'arrêté n° 144 BAC du 22 février 1994 portant répartition et versement aux communes et au territoire de la Polynésie française de la dotation spéciale instituteurs 1993 (1re part) au

titre de la prise en compte par l'Etat des charges afférentes au logement des instituteurs ;

Vu l'ouverture des crédits correspondants dans les écritures de M. le trésorier-payeur général au compte n° 475.7204 "dotation spéciale instituteurs" régularisation 1993,

Arrête :

Article 1er.— Par imputation sur les crédits ouverts au titre de la première part de la dotation spéciale instituteurs de l'exercice 1993, il est attribué et versé à la commune de Ua Pou la somme de 701.564 F CFP (38.586 FF) au titre de la prise en compte par l'Etat des charges afférentes au logement des instituteurs.

Art. 2.— La dotation sera imputée en recette du budget communal au compte n° 745 (dotation spéciale instituteurs, exercice 1993).

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier payeur-général et le receveur municipal des archipels sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 avril 1994.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Anne BOQUET.

Par arrêté n° 306 DRCL du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 7 avril 1994.— Il est mis fin au placement d'office, ordonné par l'arrêté n° 267 DRCL du 28 mars 1994, à l'hôpital Vaiani de Mme Linda Tetuahiti, née le 29 juin 1961 aux îles Australes.

# ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

## DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

**EXTRAIT du procès-verbal de la séance d'investiture,  
tenue le 14 avril 1994.**

### ELECTION DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE

*Le président :* Nous passons à l'élection du président de l'assemblée territoriale.

Je vous donne lecture de l'article 52 du statut du territoire :

"L'assemblée territoriale élit annuellement son président et son bureau dans les conditions fixées par son règlement intérieur.

Lors de sa première réunion, un bureau provisoire est constitué sous la présidence du doyen d'âge assisté des deux plus jeunes membres de l'assemblée territoriale présente.

Pour procéder à l'élection du président de l'assemblée territoriale, aucun débat ne peut avoir lieu sous la présidence du doyen d'âge."

Mme Tuianu Le Gayic étant la doyenne d'âge, je lui demande de me rejoindre, ainsi que MM. Tetua Félix et Lucas Horoi, rejoignez vos places de secrétaires.

*Présidence de Mme Tuianu Le Gayic, doyenne d'âge*

*Le président :* La séance est reprise.

Je vous donne lecture de l'article 3 du règlement intérieur, 2e alinéa :

"L'élection du président de l'assemblée territoriale a lieu au scrutin uninominal et secret à la majorité absolue des suffrages exprimés. Si les deux premiers tours de scrutin n'ont pas donné de résultat, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats ayant obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de voix, le plus âgé est proclamé élu."

*M. Vetea Bambridge :* Je vous rappellerai Mme le président aussi, conformément à l'article 53 du statut, que le vote par procuration est interdit pour l'élection du Président du gouvernement du territoire, du président et du bureau de l'assemblée territoriale.

*Le président :* Avez-vous des candidatures à proposer ?

*M. Jean-Jacques Lequerré :* Mme le président, au nom de la majorité, je propose la candidature de M. Jean Juventin.

*Le président :* Pas d'autres candidatures ?

*M. Léon Cérans-Jérusalémy :* Mme le président, je propose la candidature de M. Boris Léontieff.

*Le président :* Avez-vous d'autres candidatures ?

Nous allons procéder à l'élection du président de l'assemblée territoriale.

Le scrutin est ouvert.

Les bulletins sont distribués.

Nous passons au vote.

M. Arapari Justin	a voté
M. Cérans-Jérusalémy Léon	a voté
Mme Chalmont Hilda	a voté
M. Dehors Pierre	a voté
M. Ebb Tinomana	a voté
M. Ehu Rollon	a voté
M. Flohr Henri	a voté
M. Frébault Jean-Alain	a voté
M. Hart Georges	a voté
M. Ienfa John	a voté
M. Juventin Jean	a voté
M. Kelly Georges	a voté
M. Kohumotini René	a voté
Mme Lagarde Haamoetini	a voté
M. Lao Mao Hon Sha	a voté
Mme Le Gayic Tuianu	a voté
M. Leboucher Patrick	a voté
M. Léontieff Alexandre	a voté
M. Léontieff Boris	a voté
M. Lequerré Jean-Jacques	a voté
M. Lucas Horoi	a voté
M. Mai Eric	a voté
M. Maihi Teritepaiaatua	a voté
M. Maracura Teina	a voté
M. Moutame Thomas	a voté
M. Oputu Tetuaura	absent
M. Pacamara Lucas	a voté
M. Rauzy Guy	a voté
M. Roihau André	a voté
M. Roomataaroa Ahititera	a voté
M. Salmon James Narii	ne participe pas
M. Spitz Napoléon	a voté
M. Teinauri Ernest	a voté
M. Temaru Oscar	a voté
M. Temauri Ioane	a voté
M. Tapa Taratiera	absent
M. Teriirere Taratua	a voté
M. Tetua Félix	a voté
M. Tetuanui Monil	a voté
M. Tuahu Ismaël	a voté
M. Vernaumon Emile	a voté.

*Le président* : Le scrutin est clos.

MM. les secrétaires, voulez-vous procéder au dépouillement ?

41 conseillers composant l'assemblée territoriale.

39 conseillers présents.

38 bulletins trouvés dans l'urne.

Obtiennent :

Jean Juventin : 25 voix ;

Boris Léontieff : 11 voix ;

Bulletins blancs : 2.

En conséquence, je proclame M. Jean Juventin, élu président de l'assemblée territoriale.

Applaudissements.

Pour extrait certifié conforme :

*Le secrétaire général de l'assemblée territoriale,*  
Vetea BAMBRIDGE.

#### EXTRAIT du procès-verbal de la séance d'investiture, tenue le 14 avril 1994.

#### ELECTION DES MEMBRES DU BUREAU DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE

*Le président* : Nous allons continuer et passer à l'élection du bureau de l'assemblée territoriale.

Je vous donne lecture de l'article 3 du règlement intérieur :

"Le bureau de l'assemblée se compose du président, de trois vice-présidents, de trois secrétaires et de trois questeurs.

Les autres membres du bureau sont élus au scrutin de liste secret, sans panachage ni vote préférentiel. La majorité absolue est requise au premier tour de scrutin. S'il y a lieu à un deuxième tour, la majorité relative suffit.

Tout groupe constitué qui en fait la demande écrite doit être représenté proportionnellement sur chaque liste déposée. Les sièges non pourvus après cette répartition sont attribués selon la règle de la plus forte moyenne. En cas d'égalité entre les groupes au niveau des moyennes, les sièges sont attribués au bénéfice de l'âge.

Toutefois, si un groupe constitué ne désigne pas de candidat, les sièges qu'il a vocation à pourvoir sont répartis entre les autres groupes constitués proportionnellement à leur importance numérique rapportée au nombre total des autres membres du bureau.

Aucun retrait de groupe ne peut être accepté après que le président ait donné lecture des listes proposées aux suffrages de l'assemblée.

Dès que le bureau est élu, le président de l'assemblée territoriale suspend la séance pour permettre l'élection des trois vice-présidents, des trois secrétaires et des trois questeurs."

Nous venons de recevoir la constitution des groupes et je demande à M. le secrétaire général de nous donner lecture de leur composition.

*M. Vetea Bambridge*, secrétaire général : Nous avons reçu à l'assemblée territoriale les groupes :

- Tahoeraa Huiraatira composé de 18 membres :

Président	: M. Jean-Jacques Lequerré
Vice-présidents	: M. Georges Hart
	M. Justin Arapari
	Mme Hilda Chalmont
	M. Jean-Alain Frébault
	Mme Haamoetini Lagarde
	M. Lao Mao Hon Sha
	Mme Tuianu Le Gayic
	M. Eric Mai
	M. Teina Maracura
	M. Thomas Moutame
	M. Lucas Pacamara
	M. André Roihau
	M. Napoléon Spitz
	M. Ernest Teinauri
	M. Taratua Teriirere
	M. Félix Tetua
	M. Ismaël Tuahu

- Here Aia Te Nunaa Ia Ora composé de 8 membres :

Président	: M. Teriitepaiaua Maihi
Vice-présidents	: M. Tinomana Ebb
	M. Rollon Ehu
	M. John Ienfa
	M. Jean Juventin
	M. Horoi Lucas
	M. René Kohumoetini
	M. Taratiera Tapa

- Te Fetia Api composé de 10 membres :

Président	: M. Boris Léontieff
Vice-présidents	: M. Emile Vernaudeau
	M. Léon Ceran-Jerusalémy
	M. Pierre Dehors
	M. Henri Flohr
	M. Georges Kelly
	M. Alexandre Léontieff
	M. Tetuaura Oputu
	M. Guy Rauzy
	M. Ioane Temauri

Parmi les non-inscrits, nous avons 5 conseillers dont les noms suivent :

Messieurs	Leboucher Patrick
	Roomataaroa Ahititera
	Salmon James Narii
	Temaru Oscar
	Tetuanui Monil.

*Le président* : Nous allons donc faire une suspension de séance pour que les groupes se retrouvent avec leurs présidents de groupe

dans la salle des commissions pour constituer le bureau de l'assemblée territoriale.

La séance est suspendue.

*Suspendue à 12 h 10, la séance est reprise à 12 h 55.*

*Le président :* La séance est reprise.

Nous allons donc passer au vote du bureau de l'assemblée territoriale.

Avez-vous des candidatures ?

J'ai ici une liste complète dont les noms suivent :

MM. Arapari Justin  
Ebb Tinomana  
Mme Chalmont Hilda  
MM. Dehors Pierre  
Hart Georges  
Kohumoetini René  
Léontieff Alexandre  
Maihi Teriitepaiaatua  
Paeamara Lucas.

Le scrutin est ouvert.  
Nous passons au vote.

M. Vetea Bambridge, secrétaire général, appelle les conseillers à déposer leur bulletin dans l'urne.

M. Arapari Justin	a voté
M. Céran-Jérusalémy Léon	a voté
Mme Chalmont Hilda	a voté
M. Dehors Pierre	a voté
M. Ebb Tinomana	a voté
M. Ehu Rollon	a voté
M. Flohr Henri	a voté
M. Frébault Jean-Alain	a voté
M. Hart Georges	a voté
M. Ienfa John	a voté
M. Juventin Jean	a voté
M. Kelly Georges	a voté
M. Kohumoetini René	a voté
Mme Lagarde Haamoetini	a voté
M. Lao Mao Hon Sha	a voté
Mme Le Gayic Tuianu	a voté
M. Leboucher Patrick	absent
M. Léontieff Alexandre	a voté
M. Léontieff Boris	a voté
M. Lequerré Jean-Jacques	a voté
M. Lucas Horoi	a voté
M. Mai Eric	a voté
M. Maihi Teriitepaiaatua	a voté
M. Maraëura Teina	a voté
M. Moutame Thomas	a voté
M. Oputu Tetuaura	absent
M. Paeamara Lucas	a voté
M. Rauzy Guy	a voté
M. Roihau André	a voté
M. Roomataaroa Ahititara	absent

M. Salmon James Narii	absent
M. Spitz Napoléon	a voté
M. Teinauri Ernest	a voté
M. Temaru Oscar	absent
M. Temauri Ioane	a voté
M. Tepa Taratiera	absent
M. Teriirere Taratua	a voté
M. Tetua Félix	a voté
M. Tetuanui Monil	a voté
M. Tuahu Ismaël	a voté
M. Vernaudeau Emile	a voté

*Le président :* Le scrutin est clos.

MM. les secrétaires, voulez-vous procéder au dépouillement ?

41 conseillers composant l'assemblée territoriale.  
35 conseillers présents.  
35 votants.  
35 bulletins trouvés dans l'urne.

On obtient :  
Liste complète : 32 voix ;  
Bulletins nuls : 2 voix.

En conséquence, MM. et Mme les conseillers Arapari Justin, Ebb Tinomana, Chalmont Hilda, Dehors Pierre, Hart Georges, Kohumoetini René, Léontieff Alexandre, Maihi Teriitepaiaatua, Paeamara Lucas sont élus membres du bureau de l'assemblée territoriale.

*Le président :* Nous allons suspendre la séance et je vais demander à tous les membres du bureau de l'assemblée territoriale de me rejoindre dans la salle des commissions pour répartir les fonctions.

La séance est suspendue.

*Suspendue à 13 h 01, la séance est reprise à 13 h 09.*

*Le président :* La séance est reprise.

Voici la composition du bureau de l'assemblée territoriale :

M. Tinomana Ebb	1er vice-président
M. René Kohumoetini	2e vice-président
M. Lucas Paeamara	3e vice-président
Mme Hilda Chalmont	1re secrétaire
M. Teriitepaiaatua Maihi	2e secrétaire
M. Pierre Dehors	3e secrétaire
M. Justin Arapari	1er questeur
M. Georges Hart	2e questeur
M. Alexandre Léontieff	3e questeur.

Applaudissements.

Pour extrait certifié conforme :  
*Le secrétaire général de l'assemblée territoriale,*  
Vetea BAMBRIDGE.

**DELIBERATION n° 94-22 AT du 7 avril 1994 portant aménagement de la délibération n° 84-1049 AT du 28 décembre 1984 relative à l'usage de l'énergie hydraulique.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 84-1049 AT du 28 décembre 1984 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;

Vu la délibération n° 94-8 AT du 10 février 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 264 CM du 25 mars 1994 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale ;

Vu le caractère d'urgence dudit projet signalé par lettre n° 42 PR du 25 mars 1994 ;

Vu la lettre n° 131 AT du 30 mars 1994 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 23-94 du 7 avril 1994 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 7 avril 1994,

Adopte :

Article 1er.— L'article 17 de la délibération n° 84-1049 AT du 28 décembre 1984, est complété comme suit :

*3e alinéa* : "Dans le cas de cession partielle de la concession telle que définie à l'article 10 ci-dessus, la société cessionnaire pourra avoir son siège social en France métropolitaine, sous réserve que cette cession partielle ne concerne que des ouvrages à réaliser, l'exploitation desdits ouvrages demeurant de la responsabilité du concessionnaire initial."

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour la présidente absente :

Le secrétaire,  
Georges HART.

La vice-présidente,  
Hilda CHALMONT.

**DELIBERATION n° 94-23 AT du 7 avril 1994 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du collège d'experts en matière foncière.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française, et notamment son article 90 bis ;

Vu le code de procédure civile de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-8 AT du 10 février 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 234 CM du 7 mars 1994 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le caractère d'urgence dudit projet signalé par lettre n° 1493 PR en date du 6 avril 1994 ;

Vu la lettre n° 131 AT du 30 mars 1994 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 24-94 du 7 avril 1994 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 7 avril 1994,

Adopte :

Article 1er.— La présente délibération a pour objet de fixer les dispositions d'application de l'article 90 bis de la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française, relatif à la création d'un collège d'experts en matière foncière.

Art. 2.— *Composition* :

Le collège d'experts en matière foncière, dont les membres sont nommés par l'assemblée territoriale, est composé comme suit :

2.1. *Au titre des personnalités nommées pour deux ans, avec mandat renouvelable* :

- un avocat choisi sur une liste proposée par l'Ordre des avocats, comprenant des avocats en exercice inscrits au grand tableau et des avocats honoraires ;
- un notaire exerçant en Polynésie française ;
- un géomètre proposé par la Chambre des géomètres fonciers et photogrammètres de Polynésie française ;
- une personnalité désignée en raison de sa compétence sur une liste proposée par le conseil des ministres ;
- deux chefs de services territoriaux touchant la matière foncière, autres que le conservateur des hypothèques.

2.2. *Au titre de membre de droit* :

- le conservateur des hypothèques.

Art. 3.— *Organisation* :

Le collège d'experts en matière foncière désigne chaque année, en son sein, un président et un vice-président appelé à le suppléer en cas d'absence ou d'empêchement.

Le collège d'experts en matière foncière se réunit sur convocation de son président pour l'examen des consultations qui lui sont demandées par le Président du gouvernement du territoire, le président de l'assemblée territoriale ou le haut-commissaire de la République en Polynésie française. Il en est de même s'agissant des propositions d'agrément des candidats à la qualité d'expert judiciaire.

Les consultations ou les demandes de proposition sont adressées au président du collège d'experts en matière foncière.

**Art. 4.— Compétences :**

Le collège d'experts en matière foncière peut être consulté sur tout projet de texte relatif à la propriété et à la publicité foncières.

Il propose, à l'assemblée générale des magistrats de la cour d'appel, les personnes qualifiées en matière de propriété foncière pour y être agréées comme experts judiciaires dans les rubriques suivantes : géomètres, estimation de biens fonciers, généalogie et dévolution, baux, droit et coutumes locaux.

Les procédures relatives à la présentation des candidatures aux fonctions d'expert judiciaire, à leurs conditions de recevabilité et de proposition à l'assemblée générale des magistrats de la cour d'appel, sont fixées par la réglementation particulière en la matière.

**Art. 5.— Procédures :**

Pour délibérer valablement, la majorité des membres du collège d'experts en matière foncière doit être présente en séance.

Les avis et les propositions sont rendus à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Les membres du collège d'experts en matière foncière ne peuvent se faire représenter.

Le président du collège d'experts en matière foncière peut inviter toute personne qu'il juge utile pour éclairer les débats.

Les séances du collège d'experts en matière foncière ne sont pas publiques.

**Art. 6.—** Les avis du collège d'experts en matière foncière sont adressés par son président simultanément aux trois autorités habilitées à le saisir.

Les propositions d'agrément à la qualité d'expert judiciaire sont adressées par la même autorité au premier président de la cour d'appel de Papeete et au procureur général près cette juridiction, le Président du gouvernement du territoire étant tenu informé.

**Art. 7.— Fonctionnement :**

Le siège du collège d'experts en matière foncière est à Papeete. Il peut être déplacé en tout point du territoire de la Polynésie française, par décision de son président.

Le bureau de la conservation des hypothèques assure le secrétariat du collège d'experts en matière foncière.

**Art. 8.—** Les fonctions des membres du collège d'experts en matière foncière sont gratuites.

Toutefois, les frais de transports nécessaires sont pris en charge par le budget du territoire et des indemnités pour frais de déplacement sont allouées aux experts appelés à se déplacer.

**Art. 9.—** Des arrêtés pris en conseil des ministres déterminent les modalités d'application de la présente délibération.

**Art. 10.—** Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour la présidente absente :

Le secrétaire,  
Georges HART.

La vice-présidente,  
Hilda CHALMONT.

**DELIBERATION n° 94-24 AT du 7 avril 1994 portant modification des dispositions du code des impôts directs.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le code des impôts directs ;

Vu l'arrêté n° 289 CM du 5 avril 1994 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-8 AT du 10 février 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le caractère d'urgence dudit projet signalé par lettre n° 44 CM du 5 avril 1994 ;

Vu la lettre n° 131 AT du 30 mars 1994 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 25-94 du 7 avril 1994 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 7 avril 1994,

Adopte :

**Article 1er.—** Le paragraphe 2 de l'article 2 de la section I du code des impôts directs est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

"2- Même lorsqu'elles ne revêtent pas l'une des formes visées au paragraphe 2, les sociétés civiles sont également passibles dudit impôt si elles se livrent à une exploitation ou à des opérations à caractère commercial, industriel, artisanal ou financier. En sont également passibles les sociétés civiles de construction-ventes et les sociétés civiles qui réalisent des opérations d'achat-revente en l'état d'immeubles ou des lotissements.

Sont toutefois exonérées d'impôt sur les sociétés, les sociétés civiles immobilières, loueurs en meublés, lesquelles sont imposables à l'impôt sur les transactions.

Pour l'application de l'alinéa précédent, les locations d'immeubles ou de locaux à usage commercial, spécialement aménagés et équipés par leur propriétaire, sont considérées comme des

opérations à caractère commercial passibles de l'impôt sur les sociétés.

De même, sont soumises à l'impôt sur les sociétés, les sociétés civiles immobilières se livrant exclusivement à la location d'immeubles ou de locaux dont le pourcentage des recettes brutes à caractère commercial, au sens de l'alinéa ci-dessus, est égal ou supérieur à 50 % des recettes globales."

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Georges HART.

Pour la présidente absente :  
La vice-présidente,  
Hilda CHALMONT.

#### **DELIBERATION n° 94-25 AT du 7 avril 1994 portant approbation du compte financier 1992 du collège de Mataura.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 88-3 du 31 mars 1988 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 94-8 AT du 10 février 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 237 CM du 7 mars 1994 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 131 AT du 30 mars 1994 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 26-94 du 7 avril 1994 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 7 avril 1994,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Mataura, pour l'exercice 1992, est arrêté à la somme de *soixante-dix-neuf millions quatre cent soixante-deux mille quatre cent six francs CFP* se décomposant comme suit :

1) Section de fonctionnement .....	72.827.194 CFP
2) Section d'investissement .....	6.635.212 CFP
Total général .....	79.462.406 CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Mataura, pour l'exercice 1992, est arrêté à la somme de *soixante-dix-sept millions neuf mille quarante francs CFP* se décomposant comme suit :

1) Section de fonctionnement .....	69.407.580 CFP
2) Section d'investissement .....	7.601.460 CFP
Total général .....	77.009.040 CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Mataura, pour l'exercice 1992, est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

Recettes .....	79.462.406 CFP
Dépenses .....	77.009.040 CFP
Excédent .....	2.453.366 CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

Compte 106.81 - Réserves établissement .....	2.494.662 CFP
Compte 106.84 - Réserves services spéciaux .....	924.952 CFP
Différence des opérations en capital .....	- 966.248 CFP
Soit un total de .....	2.453.366 CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Georges HART.

Pour la présidente absente :  
La vice-présidente,  
Hilda CHALMONT.

#### **DELIBERATION n° 94-26 AT du 7 avril 1994 complétant la délibération n° 71-104 AT du 7 juillet 1971 modifiée, réglementant l'importation, la vente et l'utilisation des médicaments, produits et objets anticonceptionnels.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée ;

Vu la délibération n° 71-104 AT du 7 juillet 1971 réglementant l'importation, la vente et l'utilisation des médicaments, produits et objets anticonceptionnels ;

Vu la délibération n° 88-93 AT du 27 juin 1988 portant modification de certaines dispositions de la délibération n° 71-104 AT du 7 juillet 1971 ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 définissant les missions du service territorial de la santé publique dénommé "direction de la santé" ;

Vu l'arrêté n° 239 CM du 14 mars 1994 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale de la Polynésie française, approuvé en conseil des ministres dans sa séance du 9 mars 1994 ;

Vu la délibération n° 94-8 AT du 10 février 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le caractère d'urgence dudit projet signalé par lettre n° 33 PR/CM du 14 mars 1994 ;

Vu la lettre n° 131 AT du 30 mars 1994 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 27-94 du 7 avril 1994 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 7 avril 1994,

Adopte :

Article 1er.— L'article 5 nouveau édicté par la délibération n° 88-93 AT du 27 juin 1988 est rédigé comme suit :

*Au lieu de :*

"Les contraceptifs inscrits par arrêté du conseil des ministres sur le tableau spécial, ne sont délivrés que sur ordonnance médicale ou certificat de non-contre-indication. Aucun produit, aucun médicament abortif ne pourra être inscrit sur ce tableau spécial.

Cette ordonnance ou ce certificat de non-contre-indication sera nominatif, limité, quantitativement et dans le temps, et remis par le médecin au consultant lui-même."

*Lire :*

"Les contraceptifs inscrits par arrêté du conseil des ministres sur le tableau spécial, ne sont délivrés que sur ordonnance médicale ou certificat de non-contre-indication, qui doit être nominatif, limité, quantitativement et dans le temps, et remis par le médecin au consultant lui-même.

Aucun produit, aucun médicament abortif ne pourra être inscrit sur ce tableau spécial. Cependant, toute spécialité possédant, outre un caractère abortif, des propriétés thérapeutiques, peut être autorisée, sur proposition du directeur de la santé, par un arrêté pris en conseil des ministres. Celui-ci mentionne le nom de la spécialité et l'indication thérapeutique qui doit encadrer strictement son usage, ainsi que les établissements, et en leur sein, le service, qui en sont attributaires."

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le secrétaire,*  
Georges HART.

Pour la présidente absente :  
*La vice-présidente,*  
Hilda CHALMONT.

**DELIBERATION n° 94-27 AT du 7 avril 1994 fixant la date d'ouverture de la session ordinaire, dite administrative, de l'année 1994.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée ;

Vu la délibération n° 94-8 AT du 10 février 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 131 AT du 30 mars 1994 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Dans sa séance du 7 avril 1994,

Adopte :

Article 1er.— La date d'ouverture de la session ordinaire, dite administrative, de l'année 1994 est fixée au 14 avril 1994.

Art. 2.— Le président de l'assemblée territoriale et le Président du gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le secrétaire,*  
Georges HART.

Pour la présidente absente :  
*La vice-présidente,*  
Hilda CHALMONT.

**DELIBERATION n° 94-28 AT du 14 avril 1994 fixant la durée de la session ordinaire, dite administrative, de l'année 1994.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée ;

Vu la délibération n° 94-8 AT du 10 février 1994 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la délibération n° 94-27 AT du 7 avril 1994 fixant la date d'ouverture de la session ordinaire, dite administrative, de l'année 1994 ;

Vu la lettre n° 145 AT du 7 avril 1994 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Dans sa séance du 14 avril 1994,

Adopte :

Article 1er.— La durée de la session ordinaire, dite administrative, de l'assemblée territoriale de l'année 1994 est fixée à deux mois.

Art. 2.— Le président de l'assemblée territoriale et le Président du gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le secrétaire,*  
Hilda CHALMONT.

*Le président,*  
Jean JUVENTIN.



## ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

**ARRETE n° 349 CM du 18 avril 1994 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue (travaux de rénovation et d'extension du temple "Le Thabor" à Pirae, rue Temaril, par l'Eglise évangélique de Polynésie française [E.E.P.F.]).**

NOR : SAU940041AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, de l'énergie et des ports,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 430 PR du 9 novembre 1993 portant nomination des ministres du gouvernement du territoire ;

Vu le plan d'aménagement de l'agglomération de Papeete approuvé par délibération n° 65-84 du 19 octobre 1965 et complété par délibération n° 74-20 du 14 février 1974 ;

Vu l'arrêté n° 1500 AU du 24 avril 1974 fixant la composition et les attributions du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers (COMAP) ;

Vu le dossier déposé au service de l'urbanisme enregistré sous le n° 94-3 COMAP ;

Vu le compte-rendu du COMAP dans sa séance du 8 mars 1994 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Pirae en date du 21 mars 1994 ;

Le conseil des ministres ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 1994,

Arrête :

Article 1er.— Des dérogations au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue sont accordées à M. le président du conseil d'administration des biens de l'Eglise évangélique de Polynésie française, dans le cadre de ses travaux de rénovation et d'extension du temple "Le Thabor" sis à Pirae, selon les dispositions des documents établis par l'architecte M. Weinmann, et examinés en COMAP en séance du 8 mars 1994.

Art. 2.— Les dérogations aux dispositions des articles 9 H et 12 H du règlement d'urbanisme autorisent respectivement, au vu des accords de voisinage :

1) l'implantation du clocher à 12,46 m de la limite de la parcelle cadastrée n° 46, section C (au lieu de 13,65 m), et du porche latéral, pour le plus proche de la limite parcellaire à 3,10 m des limites des parcelles cadastrées n° 45 et n° 46, section C (au lieu de 4 m) ;

2) la construction du clocher à une hauteur de 17,65 m par rapport au terrain extérieur, non compté les éléments de la toiture, lequel culmine à une hauteur totale de 24,85 m.

Art. 3.— Les dérogations accordées par le présent arrêté pourront être rapportées en cas de modification du programme ou de la conception architecturale.

Art. 4.— Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Art. 5.— Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas affectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication.

Art. 6.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, de l'énergie et des ports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 18 avril 1994.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
de l'énergie et des ports,  
Gaston TONG SANG.*

**ARRETE n° 350 CM du 18 avril 1994 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue (régularisation des travaux de construction d'un garage enterré sur le lot n° 78 du lotissement "Pater" à Pirae, par Mme Juanita Teurairua).**

NOR : SAU940042AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, de l'énergie et des ports,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 430 PR du 9 novembre 1993 portant nomination des ministres du gouvernement du territoire ;

Vu le plan d'aménagement de l'agglomération de Papeete approuvé par délibération n° 65-84 du 19 octobre 1965 et complété par délibération n° 74-20 du 14 février 1974 ;

Vu l'arrêté n° 1500 AU du 24 avril 1974 fixant la composition et les attributions du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers (COMAP) ;

Vu le dossier déposé au service de l'urbanisme enregistré sous le n° 94-4 COMAP ;

Vu le compte-rendu du COMAP dans sa séance du 8 mars 1994 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Pirae en date du 21 mars 1994 ;

Le conseil des ministres ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 1994,

Arrête :

Article 1er.— Une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue est accordée à Mme Juanita Teurairua pour la réalisation d'un garage enterré sur la parcelle n° 138, section E (lot n° 78 du lotissement "Pater") sise à Pirae, selon les dispositions des documents examinés en COMAP en séance du 8 mars 1994.

Art. 2.— Cette dérogation aux dispositions de l'article 8 H du règlement d'urbanisme en secteur B', permet l'implantation d'un garage enterré d'une emprise de 5 m x 9,5 m en limite de la voie du lotissement, au lieu d'un recul de 5 m.

Art. 3.— La dérogation accordée par le présent arrêté pourra être rapportée en cas de modification du programme ou de la conception architecturale.

Art. 4.— Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Art. 5.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, de l'énergie et des ports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 18 avril 1994.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
de l'énergie et des ports,*  
Gaston TONG SANG.

**ARRETE n° 351 CM du 18 avril 1994 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue (projet de construction d'un mur de clôture antibruit à la cité Taaone, propriété de l'Etat, à Pirae, avenue du Général-de-Gaulle, par le Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française).**

NOR : SAU9400357AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, de l'énergie et des ports,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 430 PR du 9 novembre 1993 portant nomination des ministres du gouvernement du territoire ;

Vu le plan d'aménagement de l'agglomération de Papeete approuvé par délibération n° 65-84 du 19 octobre 1965 et complété par délibération n° 74-20 du 14 février 1974 ;

Vu l'arrêté n° 1500 AU du 24 avril 1974 fixant la composition et les attributions du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers (COMAP) ;

Vu le dossier déposé au service de l'urbanisme enregistré sous le n° 94-1 COMAP ;

Vu le compte-rendu du COMAP dans sa séance du 15 février 1994 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Pirae en date du 2 mars 1994 ;

Le conseil des ministres ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 1994,

Arrête :

Article 1er.— Une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue est accordée au Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française, pour l'installation d'un mur de clôture antibruit le long de l'avenue du Général-de-Gaulle selon les dispositions des documents examinés en COMAP en séance du 15 février 1994.

Art. 2.— Cette dérogation aux dispositions de l'article 16 H du règlement d'urbanisme permet la mise en place d'un mur en béton d'une hauteur de 3 m avec des éléments décoratifs composés de panneaux de planches rainurées verticales, horizontales ou inclinées, de panneaux en bois massif avec décors polynésiens en surimpression, d'éléments vitrés ou en renforcement permettant la plantation d'arbustes.

Art. 3.— La dérogation accordée par le présent arrêté pourra être rapportée en cas de modification du programme ou de la conception architecturale.

Art. 4.— Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Art. 5.— Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication.

Art. 6.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, de l'énergie et des ports est chargé de l'exécution du

présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 18 avril 1994.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
de l'énergie et des ports,*  
Gaston TONG SANG.

**ARRETE n° 352 CM du 18 avril 1994 nommant les membres du conseil d'administration de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle.**

NOR : AEF9400404AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la solidarité, de l'emploi, de la formation professionnelle et des lois du travail,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 91-35 AT du 29 janvier 1991 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics territoriaux ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 91-29 AT du 24 janvier 1991 portant application des dispositions du chapitre I, du titre III, du livre I de la loi du 17 juillet 1986 et relative au placement et à l'emploi ;

Vu la délibération n° 85-1138 AT du 19 décembre 1985 portant création de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle ;

Vu l'arrêté n° 341 CM du 10 mars 1986 modifié fixant les attributions, l'organisation, le fonctionnement et les règles financières, budgétaires et comptables de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle ;

Sur propositions des organisations professionnelles d'employeurs et de travailleurs ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 1994,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommés pour deux ans membres du conseil d'administration de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle :

**A) - REPRESENTANTS DES EMPLOYEURS :**

*Chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics (C.S.E.B.T.P.) :*

Titulaire : M. Jean-Pierre Voisin.  
Suppléant : M. Jean-François Wong.

*Confédération générale des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.) :*

Titulaire : M. René Louis.  
Suppléant : M. Jean-Pierre Lehebel.

*Conseil des employeurs (C.E.) :*

Titulaire : M. Olivier Deroyant.  
Suppléant : M. Bertrand Geoffroy.

*Fédération générale du commerce (F.G.C.) :*

Titulaire : M. Daniel de Marigny.  
Suppléant : M. Abner Guilloux.

*Syndicat des grands hôtels (S.G.H.) :*

Titulaire : M. Sliman Rouibi.  
Suppléant : M. François Hemery.

*Comité polynésien de l'Association française des banques :*

Titulaire : Mme Anne Virginie Simon.  
Suppléant : M. Jean-Paul Delahaie.

*Syndicat des industriels de la Polynésie française (SIPOF) :*

Titulaire : M. Christian Perez.  
Suppléant : M. Gérard Delorme.

**B) - REPRESENTANTS DES TRAVAILLEURS :**

*Fédération des syndicats de Polynésie française (F.S.P.F.) :*

Titulaires : M. Marcel Ahini ;  
M. Germain Coulon.  
Suppléants : M. Francis Perillaud ;  
M. Bruno Riveta.

*Union des syndicats associés des travailleurs de Polynésie Force ouvrière (U.S.A.T.P./F.O.) :*

Titulaires : M. Pierre Frébault ;  
M. Eugène Montrose.  
Suppléants : M. Mahinui Temarii ;  
M. Angélo Chan.

*Confédération A Tia I Mua :*

Titulaires : M. Laurent Bodin ;  
M. John Manate.  
Suppléants : M. François Larson ;  
M. Pare Salmon.

*Confédération syndicale "Otahi" :*

Titulaire : M. Raphaël Tehiva.

Suppléant : M. Hanny Tehaamatai.

Art. 2.— L'article 1er de l'arrêté n° 261 CM du 17 mars 1994 portant modification de l'arrêté n° 341 CM du 10 mars 1986, fixant les attributions, l'organisation, le fonctionnement et les règles financières et comptables de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle, est modifié comme suit :

"b) Sept membres au titre des organisations syndicales d'employeurs les plus représentatives ou leurs suppléants à raison de :

*Lire :*

- un membre du Conseil des employeurs (C.E.) ;
- un membre du Syndicat des industriels de la Polynésie française (SIPOF) ;

*Au lieu de :*

- deux membres du Conseil des employeurs (C.E.).

c) Sept membres au titre des représentants des organisations syndicales de salariés les plus représentatives ou leurs suppléants à raison de :

*Lire :*

- un membre de l'Otahi ;

*Au lieu de :*

- un membre de l'Otahi/Union fédérale des syndicats autonomes (Otahi/U.F.S.A.)."

Art. 3.— Les autres dispositions de l'article 1er restent inchangées.

Art. 4.— Le ministre de la solidarité, de l'emploi, de la formation professionnelle et des lois du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 1994.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la solidarité,  
de l'emploi, de la formation professionnelle  
et des lois du travail,*

Raymond VAN BASTOLAER.

NOR : FCB9400448AC

Par arrêté n° 346 CM du 18 avril 1994.— Est autorisé le virement de crédits de 4.300.000 F CFP suivant :

S/chap.	Art.	Libellé	En +	En —
93301		Présidence du gouvernement		
	664	Frais de postes et télécommunications	4.300.000	
93309		Action générale du gouvernement		
	651.02	Secours exceptionnels		4.300.000
		Total	4.300.000	4.300.000

NOR : EFA9400474C

Par arrêté n° 347 CM du 18 avril 1994.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes du conseil d'administration de l'Ecole de formation et d'apprentissage maritime :

- délibération n° 3-94 EFAM du 2 mars 1994 portant adoption du budget de l'exercice 1994 ;
- délibération n° 4-94 EFAM du 2 mars 1994 portant modification de la délibération n° 4-93 EFAM du 28 avril 1993.

NOR : SMA9400414AC

Par arrêté n° 348 CM du 18 avril 1994.— Le conseil des ministres autorise le ministre de la mer, du développement des archipels, des affaires foncières et des postes et télécommunications à signer les conventions de stage pratique en entreprise pour les élèves du Centre des métiers de la nacre et de la perliculture.

NOR : SER9400451AC

Par arrêté n° 353 CM du 18 avril 1994.— Des importations de fleurs coupées sont autorisées à l'occasion du 1er mai et de la fête des mères.

Des quotas exceptionnels d'importation sont attribués aux seuls fleuristes patentés exerçant dans un magasin et figurant en annexe (1).

(1) L'annexe peut être consultée au service de l'économie rurale.

NOR : SER9400452AC

Par arrêté n° 354 CM du 18 avril 1994.— Des quotas mensuels d'importations ont été attribués aux seuls fleuristes patentés exerçant dans un magasin et figurant en annexe (1).

(1) L'annexe peut être consultée au service de l'économie rurale.

NOR : SER9400456AC

Par arrêté n° 355 CM du 18 avril 1994.— L'article 1er de l'arrêté n° 338 CM du 12 avril 1994 fixant le tarif des redevances et prestations de service de la S.A.E.M. d'abattage de Tahiti est complété comme suit :

- prestation d'abattage de poule pondeuse : 50 FCP/unité.

NOR : SER9400461AC

Par arrêté n° 356 CM du 18 avril 1994.— L'abattage des porcs des catégories A, B, C, D et E de moins de 75 kg carcasse est suspendu dans l'île de Tahiti afin de permettre un écoulement prioritaire des porcs de poids plus élevé en attente dans les élevages.

Le ministère de l'agriculture et de l'élevage mettra en place à compter du 18 avril 1994, un plan d'abattage en accord avec la S.A.E.M. d'abattage de Tahiti et les syndicats d'éleveurs de manière à permettre le traitement prioritaire des animaux définis ci-dessus.

La S.A.E.M. d'abattage de Tahiti tiendra un état détaillé des abatages par éleveur (nombre d'animaux poids carcasse et classification) et fournira ces états chaque semaine au ministère de l'agriculture et de l'élevage.

Le présent arrêté sera rapporté dès le rétablissement de la situation normale du marché.

NOR : SES9400381AC

Par arrêté n° 357 CM du 18 avril 1994.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-93 du 7 avril 1993 adoptant le compte financier 1992 du conseil d'établissement du lycée de Uturoa.

NOR : SES9400382AC

Par arrêté n° 358 CM du 18 avril 1994.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-93 du 7 avril 1993 portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1992 du conseil d'établissement du lycée de Uturoa.

NOR : SES9400250AC

Par arrêté n° 360 CM du 18 avril 1994.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-93 du 15 avril 1993 adoptant le compte financier 1992 du conseil d'établissement du collège de Taravao.

NOR : SES9400261AC

Par arrêté n° 361 CM du 18 avril 1994.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-93 du 15 avril 1993 portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1992 du conseil d'établissement du collège de Taravao.

NOR : EFA9400459AC

Par arrêté n° 363 CM du 19 avril 1994.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-94 EFAM du 2 mars 1994 portant adoption du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 1993 de l'Ecole de formation et d'apprentissage maritime.

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### PRESIDENCE

**ARRETE n° 155 PR du 15 avril 1994 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la culture, de l'artisanat traditionnel et de l'environnement.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 439 PR du 12 novembre 1993 modifié relatif aux attributions du ministre de la culture, de l'artisanat traditionnel et de l'environnement ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Raymond Van Bastolaer, ministre de la solidarité, de l'emploi, de la formation professionnelle et des lois du travail, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministre de la culture, de l'artisanat traditionnel et de

l'environnement pendant l'absence de M. Marc Maamaatuaiahutapu, dit Marc Tevane, du 19 au 26 avril 1994 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté, qui annule l'arrêté n° 139 PR du 28 mars 1994, sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 avril 1994.  
Gaston FLOSSE.

**ARRETE n° 160 PR du 18 avril 1994 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement technique, chargé des relations avec l'assemblée territoriale et le Conseil économique, social et culturel.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 436 PR du 12 novembre 1993 relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement technique, chargé des relations avec l'assemblée territoriale et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Michel Buillard, vice-président, ministre de la santé, de l'habitat et de la recherche, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'éducation et de l'enseignement technique pendant l'absence de M. Nicolas Sanquer, du dimanche 17 avril 1994 au dimanche 24 avril 1994 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 1994.  
Gaston FLOSSE.

## MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRETE n° 1573 MCA du 19 avril 1994 autorisant M. Léo Sage à installer et exploiter un dépôt provisoire de déchets inertes et de refus de méthanisation (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Punaauia).**

Le ministre de la culture, de l'artisanat traditionnel et de l'environnement,

Arrête :

Article 1er.— M. Léo Sage est autorisé à installer et exploiter un dépôt de déchets inertes et de refus de méthanisation sur une

partie des terres Rora et Atipuhi, en rive gauche de la vallée de la Punaruu, dans la commune de Punaauia.

Art. 2.— La présente autorisation provisoire aura une durée limitée à trois (3) mois. Elle ne pourra être renouvelée qu'une seule fois pour la même durée, conformément aux dispositions prévues par le code de l'aménagement de la Polynésie française, sur demande écrite de la société exploitante.

Art. 3.— L'installation qui relève de la 1<sup>re</sup> classe, rubrique 167-2, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, réceptionnera exclusivement les déchets suivants :

- déchets verts ;
- déblais et gravats ;
- matériaux de démolition ;
- déchets encombrants (compactés) ;
- déchets métalliques (compactés) ;
- refus de méthanisation en provenance de l'usine Tamara'a Nui.

Les refus de méthanisation sont composés de plastiques, papiers et cartons, verres, sables, cailloux et de fermentescibles.

La proportion de fermentescibles ne devra pas dépasser 5 % du volume total des refus de méthanisation admis sur le site.

#### Art. 4.— *Quantités de traitement*

Les quantités de traitement seront les suivantes :

- déchets verts : 300 à 500 tonnes/mois ;
- déblais, gravats, matériaux de démolition, déchets encombrants : 50 à 100 tonnes/mois ;
- refus de méthanisation en provenance de l'usine Tamara'a Nui : 1.500 tonnes/mois ;
- déchets métalliques : 50 à 100 tonnes/mois.

#### Art. 5.— *Implantation*

Le site prévu pour cette installation, d'une superficie de 6.000 m<sup>2</sup> et faisant partie des terres Rora et Atipuhi, est situé en rive gauche de la rivière Punaruu, à environ 1.100 mètres de l'extrémité Est de la zone industrielle de la Punaruu et sera exploité conformément aux plans déposés.

### *Aménagements*

#### Art. 6.— *Aménagements généraux*

L'accès au site sera fermé par un portail. En heure ouvrable, un gardien sera présent sur le site et contrôlera les déchets entrant sur le site.

L'activité de ce site ne devra pas nuire à la propreté de la voirie extérieure.

Un panneau de signalisation en matériau résistant portera de façon indélébile les informations suivantes : nom de l'exploitant, numéro et date de l'arrêté d'autorisation, heures d'ouvertures.

#### Art. 7.— *Aménagements relatifs à la prévention de la pollution des eaux*

Deux points de contrôle des eaux souterraines (piézomètres) seront implantés à proximité du dépôt de résidus et à l'opposé du pied de montagne.

Le fond de chaque zone de dépôt de résidus inertes sera étanché par une couche de terre compactée.

### *Exploitation*

#### Art. 8.— *Mode d'exploitation*

Les résidus seront épandus et compactés sur une couche d'épaisseur 40 cm recouverte d'une couche de terre compactée d'épaisseur 20 cm.

Dans tous les cas, le recouvrement devra être effectué au moins une fois par jour.

#### Art. 9.— *Contrôles*

L'exploitant vérifiera que les déchets arrivant sur la décharge sont explicitement autorisés par le présent arrêté.

Il devra toujours être en mesure de justifier l'origine, la nature et les quantités de déchets qu'il reçoit.

Pour tout apport de déchets, l'exploitant demandera et consignera dans un registre tenu à jour :

- l'origine et la nature des déchets ;
- le nom du transporteur ;
- le poids ou, à défaut, le volume des déchets ;
- la date et l'heure.

Pour les déchets ne provenant pas de la collecte des résidus urbains, l'exploitant consignera, en outre, le nom du producteur.

Un poste de contrôle devra être mis en place pour effectuer une surveillance permanente des déchets entrants.

Le contrôle quantitatif sera effectué par un pont bascule.

#### Art. 10.— *Suivi d'exploitation*

L'exploitant tiendra un registre d'exploitation (plans) mentionnant les parcelles exploitées, les durées d'exploitation de chaque casier et la hauteur des déchets enfouis.

#### Art. 11.— *Interdictions*

Le brûlage de tout déchet à l'air libre est interdit sur le site.

L'entrée de toute personne sur la décharge ne se fera que sous la responsabilité de l'exploitant.

#### Art. 12.— *Nuisances*

L'exploitant prendra les mesures nécessaires pour la lutte contre la prolifération des rats, insectes et des oiseaux.

En cas de dégagement d'odeurs, la zone sera immédiatement traitée de façon à supprimer les nuisances.

#### Art. 13.— *Nuisances sonores*

L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 14.— L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirène, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 15.— Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser :

— *les jours ouvrables :*

- de 7 h à 21 h	70 dB (A)
- de 6 h à 7 h et de 21 h à 22 h	65 dB (A)
- de 22 h à 6 h	60 dB (A)

— *les dimanches et jours fériés :*

- de 6 h à 22 h	65 dB (A)
- de 22 h à 6 h	60 dB (A)

— *émergence :* 3 dB (A)

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### *Autosurveillance*

Art. 16.— Une autosurveillance de la qualité des eaux souterraines et superficielles sera réalisée par l'exploitant. En cas de présence d'eau dans les points de contrôle, les analyses physico-chimiques biochimiques suivantes devront être effectuées une fois par mois :

- pH ;
- métaux lourds : Hg, Cd, Cr, Zn, Cu, Pb ;
- fer ;
- DB05 ;
- DCO.

La fréquence et les paramètres de cette autosurveillance pourront être modifiés par l'inspection des installations classées.

Les résultats de cette autosurveillance devront être transmis à l'inspection des installations classées.

#### *Aménagement final et période post-exploitation*

Art. 17.— A la fin de l'exploitation des sites, il sera procédé à un contrôle des niveaux et de l'état des couches de déchets déposés avant couverture finale par couche de remblai.

L'exploitant poursuivra, après l'achèvement des dépôts, les contrôles prévus à l'article 16. Leur fréquence pourra être aménagée et réduite au cours du temps selon les résultats obtenus lors des analyses périodiques.

Le site devra faire l'objet d'un usage ultérieur compatible avec la présence de ces déchets et les propriétaires successifs devront en être informés.

#### *Protection de l'environnement*

Art. 18.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

#### *Prescriptions administratives*

Art. 19.— La présente autorisation ne vaut permis des travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 20.— Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

#### *Prescriptions générales*

Art. 21.— L'établissement sera implanté et exploité conformément à la demande déposée.

Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 22.— Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tels que rupture de récipients, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions de l'article 23 du présent arrêté.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 23.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

Un registre consignait toutes ces opérations devra être établi et pourra être exigé.

Art. 24.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 25.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 19 avril 1994.  
Marc TEVANE.

**ARRETE n° 1574 MCA du 19 avril 1994 autorisant la société Electricité de Tahiti (E.D.T.) à installer et exploiter la centrale électrique de Taiohae (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Nuku Hiva).**

Le ministre de la culture, de l'artisanat traditionnel et de l'environnement,

.....  
Arrête :

Article 1er.— La société Electricité de Tahiti est autorisée à installer et exploiter la centrale électrique de Taiohae située sur une parcelle de la terre domaniale de Hakapehi sise à Taiohae, dans la commune de Nuku Hiva.

#### Art. 2.— Equipements et caractéristiques

L'installation qui relève de la 1re classe, rubriques 118 et 130, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, comprendra :

- un bâtiment d'environ 300 m<sup>2</sup> abritant :
  - trois groupes électrogènes BT-POYAUD de 170 kVA chacun ;
  - deux groupes électrogènes MT-SACM de 500 kVA chacun ;
  - un groupe électrogène MT-SACM de 500 kVA (en réserve) ;
  - la salle des cellules et de contrôle-commandes ;
  - le local avec le transformateur de 500 kVA ;
  - le magasin de pièces de rechanges ;
- un stockage d'hydrocarbures comprenant :
  - 1 réservoir aérien de gazole de 20 m<sup>3</sup> de capacité nominale implanté dans une cuvette de rétention de 52 m<sup>3</sup> et raccordée à un système de traitement des eaux chargées en hydrocarbures.

#### Installations électriques

Art. 3.— Les installations électriques devront répondre à la norme NF C 15-100 et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Art. 4.— Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien ou un organisme agréé. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Des dispositifs nécessaires pour permettre, en cas de besoin, de mettre hors tension l'installation électrique, doivent être prévus. Ils doivent être placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable.

Des dispositifs distincts sont obligatoires pour les installations normales, pour les installations de sécurité et éventuellement pour les installations de remplacement.

L'accès aux locaux doit être réservé uniquement aux personnes qualifiées chargées de l'entretien et de la surveillance de ces matériels.

#### Eclairage de sécurité

Art. 5.— Le bâtiment devra disposer d'un éclairage de sécurité à commande manuelle, constitué par un ou des blocs autonomes.

Art. 6.— Il est interdit de fumer dans la centrale électrique, d'y allumer ou d'y introduire une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles, sauf autorisation expresse de l'inspection des installations classées.

#### Groupes électrogènes

Art. 7.— Un espace suffisant d'au moins 0,50 mètre doit exister autour des groupes et les parois du local pour permettre une exploitation normale.

Art. 8.— Les conduits d'évacuation des gaz de combustion doivent être réalisés en matériaux incombustibles, être étanches et présenter un degré coupe-feu égal au degré de stabilité au feu du bâtiment.

Leurs matériaux seront suffisamment isolants pour que le voisinage ne soit pas incommodé par la chaleur.

On veillera particulièrement à l'étanchéité et à la résistance des joints.

Art. 9.— Un dispositif devra permettre de recueillir les égouttures éventuelles d'hydrocarbures issues des groupes afin d'éviter leur accumulation éventuelle dans le cariveau technique.

Art. 10.— Les locaux seront munis de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre en cas d'accident l'évacuation du personnel.

L'entrée sera interdite à toute personne étrangère au service.

Art. 11.— La ventilation sera assurée si nécessaire par un dispositif mécanique de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive :

- admission par le bas, côté groupes ;
- extraction par le haut, côté aire de travail.

Les trouées de ventilation devront être munies de pièges à sons.

Art. 12.— Des murs sépareront les locaux renfermant les appareils et tuyauteries contenant des hydrocarbures de tous les locaux occupés en permanence et de ceux qui pourraient renfermer des matières inflammables.

#### Echappement

Art. 13.— L'échappement des moteurs thermiques devra se faire soit en fosse, soit par l'intermédiaire de silencieux, d'une efficacité équivalente.

#### Dispositions applicables à tous les dépôts d'hydrocarbures

Art. 14.— Les réservoirs fixes seront construits en acier soudable, suivant les règles de l'art et conformes à la norme NFM 88-512, et devront être fermés. Ils seront incombustibles, étanches, et devront présenter une résistance suffisante aux chocs



accidentels. Il devra être joint au dossier, un certificat d'épreuve hydraulique d'étanchéité délivré par le constructeur.

Cette épreuve hydraulique devra être effectuée sous la responsabilité du constructeur.

Pour cas de réservoir ancien ou douteux, un essai d'étanchéité sera réalisé par un organisme agréé. Le certificat de contrôle et d'essais sera transmis à l'inspection des installations classées.

Toutes les précautions devront être prises pour protéger les réservoirs, accessoires et canalisations de la corrosion interne ou externe.

#### *Inspection et contrôle*

##### *Art. 15.— Epreuve et vérification de l'étanchéité*

Chaque réservoir devra subir avant leur mise en service, sous la responsabilité du constructeur, une épreuve hydraulique à une pression de 3 bars.

Toute la paroi extérieure de chaque réservoir devra être mise à nu pour l'épreuve et la pression de 3 bars devra être maintenue constante au moins pendant tout le temps nécessaire à l'examen complet de cette paroi. Tout réservoir sera réputé avoir subi l'épreuve avec succès s'il a supporté cette pression de 3 bars sans fuite ni déformation permanente.

En outre, l'étanchéité des réservoirs ainsi que celle des raccords, joints, tampons et canalisations devra être vérifiée, sous la responsabilité de l'installateur et par un organisme agréé, avant la mise en service de toute l'installation et avant le remblayage éventuel, sous une pression pneumatique de 300 millibars.

##### *Art. 16.— Renouvellement de l'épreuve*

L'épreuve hydraulique devra être renouvelée dans les conditions précisées à l'article précédent :

- après toute réparation intéressant le réservoir ;
- après une période d'arrêt continu de l'utilisation du réservoir dépassant deux (2) ans.

L'épreuve du réservoir devra être renouvelée périodiquement, en présence et sous le contrôle d'un organisme agréé.

Un réservoir sera réputé avoir subi le renouvellement de l'épreuve avec succès si la pression initialement portée à 1 bar ne varie pas de plus de 50 millibars en une demi-heure toutes choses égales par ailleurs.

Un procès-verbal de ces contrôles sera adressé à l'inspection des installations classées.

Art. 17.— Le matériel d'équipement du réservoir devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est, en particulier, interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant le réservoir des appareils d'utilisation.

Art. 18.— Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif de jaugeage permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu ou admissible avant tout remplissage.

Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Art. 19.— En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage devra être fermé par un obturateur étanche.

Chaque réservoir devra être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, surmontés d'un grillage pare-flammes débouchant à l'air libre, en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de livraison et ne présentant aucun risque ni inconvénient pour le voisinage.

Ces tubes devront avoir une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne, ni obturateur.

Art. 20.— Les canalisations de remplissage ou de soutirage des réservoirs, même enterrées dans le sol, seront placées dans des gaines, tranchées ou caniveaux qui seront remplis de produits inertes et tamisés.

Art. 21.— Le réservoir devra être relié au sol par une prise de terre efficace de large surface, présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms.

Par ailleurs, toutes les installations métalliques du dépôt devront être reliées par une liaison équipotentielle.

Art. 22.— Les aires de remplissage et de soutirage, les salles de pompes devront être conçues et aménagées de telle sorte qu'à la suite d'un incident, les liquides répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux.

Les eaux chargées d'hydrocarbures ne devront, en aucun cas, être rejetées sans au moins une décantation et une séparation préalables.

#### *Dispositions applicables à la cuve aérienne*

Art. 23.— Si le dépôt est en plein air ou dans un bâtiment affecté à l'usage exclusif du dépôt, l'accès à ce dépôt sera convenablement interdit à toute personne étrangère à son exploitation.

Art. 24.— Si le dépôt est en plein air et s'il se trouve à moins de 6 mètres de bâtiments occupés ou habités par des tiers, ou d'un emplacement renfermant des matières combustibles, il en sera séparé par un mur en matériaux incombustibles, coupe-feu de degré 2 heures, d'une hauteur minimale de 2 mètres.

#### *Cuvette de rétention*

Art. 25.— Le réservoir sera placé dans une cuvette de rétention étanche dont la capacité sera au moins égale à 52 m<sup>3</sup>.

Les effluents liquides provenant dans la cuvette de rétention seront dirigés vers le séparateur d'hydrocarbures.

Après traitement et avant leur rejet dans le milieu naturel, ils devront présenter une teneur en hydrocarbures totaux inférieurs à 20 ppm.

Art. 26.— Le ou les réservoirs journaliers devront si possible être placés dans une cuvette de rétention de même capacité. En cas d'impossibilité, le sol placé sous le ou les réservoirs journaliers devra être étanche et d'une pente propre à diriger les déversements éventuels vers le caniveau relié au séparateur d'hydrocarbures.

Art. 27.— Il est interdit de provoquer ou d'apporter dans le dépôt du feu sous une forme quelconque, d'y fumer ou d'y entreposer d'autres matières combustibles.

L'usage exclusif du dépôt et son accès seront convenablement interdits à toute personne étrangère à son exploitation.

#### *Moyens de secours de l'installation*

Art. 28.— On devra disposer pour la protection contre l'incendie de la centrale et du dépôt d'hydrocarbures, de moyens d'extinction suivants :

- un poteau d'incendie normalisé (normes NFS 61-213 et 62-200) débitant en toutes circonstances 17 litres par seconde au moins, à 1 bar de pression dynamique ;
- des lances à mousse (2 de 45 mm et 1 de 70 mm) ;
- des proportionneurs (2 de 70 mm) ;
- des tuyaux de 45 mm et 70 mm en fonction de la distance entre le point d'eau et la cuvette ;
- une réserve d'émulseur de 250 litres ;
- deux extincteurs sur roues de 50 kg à poudre polyvalente, homologués ;
- cinq extincteurs de 9 kg à poudre polyvalente, homologués ;
- deux extincteurs à eau pulvérisée de 6 l pour les bureaux ;
- deux extincteurs à CO<sub>2</sub> (pour les armoires électriques et pour le matériel informatique) ;
- du sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec ;
- de pelles pour répandre ce sable sur les fuites et égouttures éventuelles.

Le matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et vérifié annuellement.

Art. 29.— Une consigne écrite devra indiquer les modalités d'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.

Il est formellement interdit d'éteindre les feux électriques par les robinets d'incendie armés.

Art. 30.— Le personnel devra être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement.

Art. 31.— Afin d'éviter toute propagation d'incendie au voisinage de la centrale et du dépôt d'hydrocarbures, une zone s'étendant sur un rayon de 8 mètres autour de l'installation sera désherbée et entretenue régulièrement.

#### *Protection de l'environnement*

Art. 32.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes,

toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

#### *Protection contre les nuisances sonores*

Art. 33.— L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 34.— L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirène, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 35.— Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser :

— *les jours ouvrables :*

- de 7 h à 21 h	65 dB (A)
- de 6 h à 7 h et de 21 h à 22 h	60 dB (A)
- de 22 h à 6 h	55 dB (A)

— *les dimanches et jours fériés :*

- de 6 h à 22 h	60 dB (A)
- de 22 h à 6 h	55 dB (A)

— *émergence :*

3 dB (A)

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### *Prescriptions administratives*

Art. 36.— La présente autorisation ne vaut permis des travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 37.— Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

#### *Prescriptions générales*

Art. 38.— L'établissement sera implanté et exploité conformément à la demande déposée le 21 décembre 1993 et

confirmée le 7 avril 1994 en ce qui concerne les moyens de lutte contre l'incendie.

Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 39.— Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tels que rupture de récipients, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions de l'article 40 du présent arrêté.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 40.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

Un registre consignait toutes ces opérations devra être établi et pourra être exigé.

Art. 41.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 42.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 19 avril 1994.

Marc TEVANE.

**ARRETE n° 1591 MCA du 19 avril 1994 autorisant M. le maire de la commune de Hitiaa O Te Ra à installer et exploiter un dépôt provisoire de résidus urbains (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Hitiaa O Te Ra).**

Le ministre de la culture, de l'artisanat traditionnel et de l'environnement,

Arrête :

Article 1er.— M. le maire de la commune de Hitiaa O Te Ra est autorisé à installer et exploiter un dépôt de résidus urbains sur la terre Arapuaiai, en rive gauche de la vallée de Papenoo, dans la commune de Hitiaa O Te Ra.

Art. 2.— La présente autorisation provisoire aura une durée limitée à trois (3) mois. Elle ne pourra être renouvelée qu'une seule fois pour la même durée, conformément aux dispositions prévues par le code de l'aménagement de la Polynésie française, sur demande écrite de la société exploitante.

Art. 3.— L'installation qui relève de la 1re classe, rubrique 167-2, de la nomenclature des installations classées pour la

protection de l'environnement, réceptionnera exclusivement les déchets suivants :

- déchets verts ;
- déblais et gravats, matériaux de démolition ;
- ordures ménagères.

Art. 4.— *Quantités de traitement*

Le volume de traitement, tous résidus confondus, atteindra 240 m3 par mois.

Art. 5.— *Implantation*

Le site prévu pour cette installation consistant en une fosse d'extraction de tout-venant, d'un volume de 10.000 m3 sise sur la terre Arapuaiai, est situé en rive gauche de la rivière Punaruu, à environ 3.000 mètres de la route de ceinture, juste avant le premier gué et sera exploité conformément aux plans déposés.

*Aménagements*

Art. 6.— *Aménagements généraux*

L'accès au site sera fermé par un portail. En heure ouvrable, un gardien sera présent sur le site et contrôlera les déchets entrant sur le site.

L'activité de ce site ne devra pas nuire à la propreté de la voirie extérieure.

Un panneau de signalisation en matériau résistant portera de façon indélébile les informations suivantes : nom de l'exploitant, numéro et date de l'arrêté d'autorisation, heures d'ouvertures.

Art. 7.— *Aménagements relatifs à la prévention de la pollution des eaux*

Un réseau d'évacuation des eaux de ruissellement devra être mis en place en pied de montagne afin d'isoler le dépôt de déchets en cas de pluies.

Un point de contrôle des eaux souterraines (piézomètre) sera implanté à proximité du dépôt de résidus et à l'opposé du pied de montagne.

Le fond et les parois de la zone de dépôt de résidus sera étanché par un revêtement P.V.C. posé sur un feutre en géotextile ou par tout autre procédé équivalent.

*Exploitation*

Art. 8.— *Mode d'exploitation*

Les résidus seront épandus et compactés sur une couche d'épaisseur 40 cm recouverte d'une couche de terre compactée d'épaisseur 20 cm.

Dans tous les cas, le recouvrement devra être effectué au moins une fois par jour.

Art. 9.— *Contrôles*

L'exploitant vérifiera que les déchets arrivant sur la décharge sont explicitement autorisés par le présent arrêté.

Il devra toujours être en mesure de justifier l'origine, la nature et les quantités de déchets qu'il reçoit.

Pour tout apport de déchets, l'exploitant demandera et consignera dans un registre tenu à jour :

- l'origine et la nature des déchets ;
- le nom du transporteur ;
- le poids ou, à défaut, le volume des déchets ;
- la date et l'heure.

Pour les déchets ne provenant pas de la collecte des résidus urbains, l'exploitant consignera, en outre, le nom du producteur.

Un poste de contrôle devra être mis en place pour effectuer une surveillance permanente des déchets entrants.

#### Art. 10.— *Suivi d'exploitation*

L'exploitant tiendra un registre d'exploitation (plans) mentionnant les parcelles exploitées, les durées d'exploitation de chaque casier et la hauteur des déchets enfouis.

#### Art. 11.— *Interdictions*

Le brûlage de tout déchet à l'air libre est interdit sur le site.

L'entrée de toute personne sur la décharge ne se fera que sous la responsabilité de l'exploitant.

#### Art. 12.— *Nuisances*

L'exploitant prendra les mesures nécessaires pour la lutte contre la prolifération des rats, insectes et des oiseaux.

En cas de dégagement d'odeurs, la zone sera immédiatement traitée de façon à supprimer les nuisances.

#### Art. 13.— *Nuisances sonores*

L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 14.— L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirène, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 15.— Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser :

— *les jours ouvrables :*

- |                                  |           |
|----------------------------------|-----------|
| - de 7 h à 21 h                  | 70 dB (A) |
| - de 6 h à 7 h et de 21 h à 22 h | 65 dB (A) |
| - de 22 h à 6 h                  | 60 dB (A) |

— *les dimanches et jours fériés :*

- |                 |           |
|-----------------|-----------|
| - de 6 h à 22 h | 65 dB (A) |
| - de 22 h à 6 h | 60 dB (A) |

— *émergence :* 3 dB (A)

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### *Autosurveillance*

Art. 16.— Une autosurveillance de la qualité des eaux souterraines et superficielles sera réalisée par l'exploitant. En cas de présence d'eau dans les points de contrôle, les analyses physico-chimiques biochimiques suivantes devront être effectuées une fois par mois :

- pH ;
- métaux lourds : Hg, Cd, Cr, Zn, Cu, Pb ;
- fer ;
- DB05 ;
- DCO.

La fréquence et les paramètres de cette autosurveillance pourront être modifiés par l'inspection des installations classées.

Les résultats de cette autosurveillance devront être transmis à l'inspection des installations classées.

#### *Aménagement final et période post-exploitation*

Art. 17.— A la fin de l'exploitation des sites, il sera procédé à un contrôle des niveaux et de l'état des couches de déchets déposés avant couverture finale par couche de remblai.

L'exploitant poursuivra, après l'achèvement des dépôts, les contrôles prévus à l'article 16. Leur fréquence pourra être aménagée et réduite au cours du temps selon les résultats obtenus lors des analyses périodiques.

Le site devra faire l'objet d'un usage ultérieur compatible avec la présence de ces déchets et les propriétaires successifs devront en être informés.

#### *Protection de l'environnement*

Art. 18.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

#### *Prescriptions administratives*

Art. 19.— La présente autorisation ne vaut permis des travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 20. — Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

#### *Prescriptions générales*

Art. 21. — L'établissement sera implanté et exploité conformément à la demande déposée.

Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 22. — Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tels que rupture de récipients, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions de l'article 23 du présent arrêté.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 23. — L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

Un registre consignait toutes ces opérations devra être établi et pourra être exigé.

Art. 24. — L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 25. — Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 19 avril 1994.  
Marc TEVANE.

Par arrêté n° 1592 MCA du 19 avril 1994. — L'article 14.1 de l'arrêté n° 5475 MSE du 12 décembre 1988 modifié autorisant M. Dominique Auroy, président-directeur général de la société Tamara'a Nui, à installer et exploiter une usine de traitement des déchets urbains (installation de la 1<sup>re</sup> catégorie des établissements classés, commune de Faa'a), est abrogé et remplacé par :

#### *"14.1 - Déchets admis*

Les déchets admis sont ceux qui sont traitables par l'usine dans un délai de 24 h après leur admission sur le site :

- les ordures ménagères ;
- les déchets de jardin ;
- les déchets de fosses septiques et de boîtes à graisse ;
- les boues de station d'épuration des eaux usées domestiques ;
- le lisier de porcs.

Toutes dispositions seront prises par l'exploitant pour vérifier que les apports de déchets d'origine artisanale, commerciale ou industrielle, hors collecte ne sont constitués que de matériaux biodégradables assimilables aux ordures ménagères tels que :

- bois, papier, carton ;
- textiles non chlorés ;
- matières plastiques non halogénées.

Tout déchet non compris dans la liste ci-dessus et que l'exploitant désire traiter devra faire l'objet d'une autorisation préalable de l'inspecteur des installations classées.

Sont en particulier interdits sur le site les déchets :

- incendiaires ou explosifs ;
- contenant des substances toxiques phytosanitaires et pharmaceutiques ;
- contenant des métaux lourds en concentration supérieure à celle généralement admise comme présente dans les ordures ménagères ;
- radioactifs ;
- de l'industrie chimique ;
- des cabines de peintures et des ateliers de traitement de surface ;
- les huiles usées,

et en règle générale, tous les produits susceptibles d'avoir une incidence sensible sur l'environnement (molécules lourdes, soufre, chlore, azote...).

La liste nominative des déchets éventuellement admis hors collecte urbaine et leur provenance sera tenue en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées."

L'article 14.3 est complété par l'alinéa suivant :

"Les résidus non traitables et sous-produits devront être évacués quotidiennement."

La fin de l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 15 de l'arrêté n° 5475 MSE du 12 décembre 1988 est complétée comme suit :

"Les ordures seront livrées à l'usine du lundi au vendredi, de 6 h à 15 h. Le samedi matin, les aires et fosses de réception d'ordures seront exemptes de déchets et nettoyées."

Le reste sans changement.

#### **MINISTÈRE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES**

Par arrêté n° 163 PR du 19 avril 1994. — M. Max Ateni, président de l'association sportive Tamariki Punaauia, dont le siège est sis à Punaauia, est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 5.000.000 F CFP, composé de 50.000 billets à 100 F l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 29 mai 1994 à Punaauia.

Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné à la section de football et notamment au développement du

football dans la commune de Punaauia, au financement de déplacement pour des rencontres sportives avec des équipes extérieures, à l'achat du matériel et de l'équipement sportif (maillots, chaussures, bas, shorts, etc.), au paiement des assurances des joueurs, aux frais de fonctionnement du secrétariat et au suivi médical des blessés graves, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnet de dix billets.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé aux tiers.

Les lots seront les suivants :

- 1er lot....une voiture camionnette Ford-Ranger (1.950.000 F)
- 2e lot....un scooter Honda 50 cc (238.000 F)
- 3e lot....un réfrigérateur Candy 2801 (79.000 F)
- 4e lot....un téléviseur Sony (64.000 F)
- 5e lot....deux A/R PPT/Rarotonga/PPT par Polynesian Airlines (58.000 F)
- 6e lot....un week-end pour 2 personnes au Club Bali Hai de Moorea (45.000 F)
- 7e lot....une machine à laver Ardo (44.500 F)
- 8e lot....une cuisinière à gaz Ausonia (24.500 F)
- 9e lot....un vélo tout terrain (VTT) (17.950 F)
- 10e lot....un lot de fauteuils de jardin (une table ronde + quatre chaises) (8.900 F)

Par arrêté n° 1584 MFR du 19 avril 1994.— L'article 1er de l'arrêté n° 2573 MFR du 17 juin 1991 portant modification de l'arrêté n° 3184 MEF du 14 juin 1989 et portant nomination de Mlle Mihimana Drollet et Mme Melba Ortas, respectivement régisseurs d'avances titulaire et suppléant à la régie de la Présidence du gouvernement, est modifié comme suit :

*Au lieu de :* Mme Melba Ortas ;

*Lire :* M. Marc Fareata.

Le reste sans changement.

#### MINISTÈRE DE LA MER, DU DÉVELOPPEMENT DES ARCHIPELS DES AFFAIRES FONCIÈRES ET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Par arrêté n° 1539 MMA du 15 avril 1994.— Le service de la mer et de l'aquaculture est autorisé à organiser le transfert de l'hôpital de Taiohae vers l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé, des restes de tortue marine de l'espèce "*Eretmochelys imbricata*" qui ont été déposés dans le cadre de l'enquête préliminaire concernant la capture, le transport et la détention d'une tortue d'espèce protégée par la délibération du 13 juillet 1990 relative à la protection des tortues marines en Polynésie française.

Dans le cadre de ses missions de recherches médicales, l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé est autorisé à recevoir et à détenir les restes de tortue marine mentionnée ci-dessus.

L'Institut remettra les conclusions de son étude à la délégation à l'environnement, au service de la mer et de l'aquaculture, à la délégation de la recherche et à la direction de la santé.

#### MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE

Par arrêté n° 1545 MEC/AE du 15 avril 1994.— Dans le cadre de la campagne d'écoulement de la viande porcine du territoire prévue pour la période du 20 avril au 19 juin 1994, les prix maximaux de gros de certains jambons et épaules produits par la S.A.R.L. "Charcuterie du Pacifique" et la S.A. "Saisons de Tahiti" sont fixés comme suit en FCFP par kilogramme, pour une quantité nette :

- jambon nature supérieur : 1.650 F CFP/kilo
- épaule cuite sous vide : 675 F CFP/kilo

Conformément aux marges de détail sur les jambons ou l'épaule fixées par arrêté n° 171 CM du 7 février 1992 fixant le régime général des prix et des marges des produits aux différents stades de la commercialisation dans le territoire, les prix maximaux de vente au détail de ces produits et pour la période précitée s'établissent comme suit :

- jambon nature supérieur (en l'état ou en tranche) : 1.997 F CFP/kilo
- jambon nature supérieur (à la découpe) : 2.310 F CFP/kilo
- épaule cuite sous vide (en l'état ou en tranche) : 817 F CFP/kilo
- épaule cuite sous vide (à la découpe) : 945 F CFP/kilo

La facturation des produits vendus doit être conforme aux dispositions de la décision n° 765 AE du 13 octobre 1978 relative à la facturation des prix des produits ou services dans le territoire.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire.

#### MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS, DE L'ÉDUCATION POPULAIRE ET DES TRANSPORTS

Par arrêté n° 1537 MJS du 15 avril 1994.— À titre exceptionnel et par dérogation à l'article 2 de l'arrêté n° 185 CM du 24 février 1988, le navire Kauaroa Nui est autorisé à desservir les atolls de Hao et Amanu lors de son voyage n° 5-94 du 28 mars 1994 pour effectuer un ramassage scolaire.

#### ARRÊTES DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE

ARRÊTE n° 94-12 Prés./AT du 11 avril 1994 modifiant l'arrêté n° 94-10 Prés./AT du 24 mars 1994 portant délégation de pouvoirs d'ordonnateur du président de l'assemblée territoriale.

Le président de l'assemblée territoriale,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française, notamment son article 52 bis ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 25-93 AT du 25 novembre 1993 modifiant l'arrêté n° 8-93 AT en date du 12 mai 1993, prenant acte de la désignation des conseillers territoriaux au sein du bureau et de la commission permanente de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 94-10 Prés./AT du 24 mars 1994 portant délégation de pouvoirs d'ordonnateur du président de l'assemblée territoriale,

#### Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 94-10 Prés./AT du 24 mars 1994 est modifié comme suit :

*Au lieu de :* "du 28 mars 1994 au 23 avril 1994" ;  
*Lire :* "du 28 mars 1994 au 10 avril 1994".

Art. 2.— Le président de l'assemblée territoriale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 1994.  
Jean JUVENTIN.

#### **ARRETE n° 6-94 AT du 14 avril 1994 prenant acte de la désignation des conseillers territoriaux au sein du bureau et des commissions intérieures à l'assemblée territoriale.**

Le président de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le règlement intérieur de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 94-27 AT du 7 avril 1994 fixant la date d'ouverture de la session ordinaire, dite administrative, de l'année ;

Vu la lettre n° 145 AT du 7 avril 1994 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu la délibération n° 94-28 AT du 14 avril 1994 fixant la durée de la session ordinaire, dite administrative, de l'année,

#### Arrête :

Article 1er.— Les conseillers territoriaux dont les noms figurent à la liste jointe en annexe ont été élus au sein du bureau et des commissions intérieures de l'assemblée territoriale.

Art. 2.— Le président de l'assemblée territoriale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 1994.  
Jean JUVENTIN.

## ANNEXE

### LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE

(élections du 17 mars 1991)  
(séance du 14 avril 1994)

Président	:	M. Jean Juventin
1er vice-président	:	M. Tinomana Ebb
2e vice-président	:	M. René Kohumotini
3e vice-président	:	M. Lucas Pacamara
1re secrétaire	:	Mme Hilda Chalmont
2e secrétaire	:	M. Teritepaiautua Maihi
3e secrétaire	:	M. Pierre Dehors
1er questeur	:	M. Justin Arapari
2e questeur	:	M. Georges Hart
3e questeur	:	M. Alexandre Léontieff

### LA COMMISSION PERMANENTE

(élections du 17 mars 1991)  
(séance du 14 avril 1994)

Présidente	:	Mme Tuianu Le Gayic
Vice-présidente	:	Mme Hilda Chalmont
Secrétaire	:	M. Tinomana Ebb

Membres titulaires : MM. Justin Arapari, André Roihau, Georges Hart, Ernest Teinauri, Mme Haamoetini Lagarde, MM. Rollon Ehu, John Ienfa, Boris Léontieff, Alexandre Léontieff, Léon Cérán-Jérusalem.

Membres suppléants : MM. Jean-Jacques Lequerré, Hon Sha Lao Mao, Jean-Alain Frébault, Napoléon Spitz, Ismaël Tuahu, Taratua Teriirere, René Kohumotini, Taratiera Tepa, Horoi Lucas, Eric Mai, Georges Kelly, Henri Flohr, Pierre Dehors.

## 1

### LA COMMISSION DES FINANCES

(élections du 17 mars 1991)  
(séance du 14 avril 1994)

Président	:	M. Georges Hart
Vice-président	:	M. Jean-Jacques Lequerré
Secrétaire	:	M. Tinomana Ebb

Membres titulaires : Mme Hilda Chalmont, MM. Napoléon Spitz, Teritepaiautua Maihi, Mmes Haamoetini Lagarde, Tuianu Le Gayic, MM. Justin Arapari, Rollon Ehu, Boris Léontieff, Alexandre Léontieff, Léon Cérán-Jérusalem.

Membres suppléants : MM. Taratua Teriirere, André Roihau, Eric Mai, Ismaël Tuahu, Jean Juventin, Hon Sha Lao Mao, Félix Tetua, Taratiera Tepa, Jean-Alain Frébault, Lucas Pacamara, Pierre Dehors, Henri Flohr, Guy Rauzy.

Recettes et dépenses du territoire, exécution du budget, activités financières, F.I.D.E.S., plan.

2

LA COMMISSION DE L'ECONOMIE  
(élections du 17 mars 1991)

Président : M. André Roihau  
 Vice-président : M. Ernest Teinauri  
 Secrétaire : M. Horoi Lucas

Membres titulaires : Mme Hilda Chalmont, MM. Napoléon Spitz, Tinomana Ebb, René Kohumoetini, Thomas Moutame, Georges Hart, John Ienfa, Boris Léontieff, Léon Cérans-Jérusalémy, Alexandre Léontieff.

Membres suppléants : Mme Tuianu Le Gayic, MM. Félix Tetua, Taratua Teriirere, Eric Mai, Jean-Alain Frébault, Teriitepaiaatua Maihi, Rollon Ehu, Mme Haamoetini Lagarde, MM. Ismaël Tuahu, Teina Maraeura, Pierre Dehors, Guy Rauzy, Henri Flohr.

Agriculture, pêche, élevage, aquaculture, perliculture, énergie et industries, recherche technique, consommation, commerce, douanes, tourisme, aménagement du territoire et urbanisme, équipement et travaux publics, logement et construction.

3

LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES  
(élections du 17 mars 1991)  
(séance du 14 avril 1994)

Présidente : Mme Hilda Chalmont  
 Vice-président : M. Jean-Jacques Lequerré  
 Secrétaire : M. Rollon Ehu

Membres titulaires : MM. Hon Sha Lao Mao, Horoi Lucas, Napoléon Spitz, Mmes Tuianu Le Gayic, Haamoetini Lagarde, MM. Ismaël Tuahu, Tinomana Ebb, Georges Kelly, Ioane Temauri, Pierre Dehors.

Membres suppléants : MM. Ernest Teinauri, Jean-Alain Frébault, John Ienfa, André Roihau, Taratiera Tepa, Thomas Moutame, Taratua Teriirere, Félix Tetua, Teina Maraeura, René Kohumoetini, Tetuaura Oputu, Léon Cérans-Jérusalémy, Boris Léontieff.

Enseignement et recherche, formation professionnelle, jeunesse et sports, famille, information, travail et emploi, santé publique, aide sociale, habitat, pensions, prestations sociales, syndicalisme.

4

LA COMMISSION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES,  
DU STATUT ET DES LOIS  
(élections du 17 mars 1991)  
(séance du 14 avril 1994)

Président : M. Justin Arapari  
 Vice-président : M. André Roihau  
 Secrétaire : M. Rollon Ehu

Membres titulaires : Mme Hilda Chalmont, MM. Jean-Alain Frébault, Taratua Teriirere, Taratiera Tepa, Mmes Haamoetini Lagarde, Tuianu Le Gayic, MM. Thomas Moutame, Henri Flohr, Alexandre Léontieff, Boris Léontieff.

Membres suppléants : MM. Horoi Lucas, John Ienfa, Ernest Teinauri, Teina Maraeura, Teriitepaiaatua Maihi, Hon Sha Lao Mao, Ismaël Tuahu, Félix Tetua, Georges Hart, Eric Mai, Ioane Temauri, Léon Cérans-Jérusalémy, Pierre Dehors.

Fonction publique, législation administrative, administration générale du territoire, affaires domaniales, statut du territoire, projets de lois, projets de décrets, vœux.

5

LA COMMISSION DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT  
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

(élections du 17 mars 1991)  
 (séance du 14 mars 1994)

Président : M. Napoléon Spitz  
 Vice-président : M. Taratua Teriirere  
 Secrétaire : M. Taratiera Tepa

Membres titulaires : M. John Ienfa, Mme Tuianu Le Gayic, MM. Teina Maraeura, Tinomana Ebb, Tetuaura Oputu, Léon Cérans-Jérusalémy, Mme Haamoetini Lagarde, MM. René Kohumoetini, Ismaël Tuahu, Pierre Dehors.

Membres suppléants : MM. André Roihau, Hon Sha Lao Mao, Horoi Lucas, Eric Mai, Mme Hilda Chalmont, MM. Ernest Teinauri, Georges Hart, Rollon Ehu, Jean-Alain Frébault, Lucas Pacamara, Alexandre Léontieff, Boris Léontieff, Guy Rauzy.

Activités culturelles, artisanat, postes et télécommunications.

6

LA COMMISSION DU DEVELOPPEMENT  
DES ARCHIPELS

(élections du 17 mars 1991)  
 (séance du 14 mars 1994)

Président : M. Taratiera Tepa  
 Vice-président : M. Ernest Teinauri  
 Secrétaire : M. Rollon Ehu

Membres titulaires : MM. Jean-Alain Frébault, Georges Hart, Félix Tetua, René Kohumoetini, Justin Arapari, Mme Haamoetini Lagarde, MM. Hon Sha Lao Mao, Guy Rauzy, Ioane Temauri, Tetuaura Oputu.

Membres suppléants : MM. John Ienfa, Thomas Moutame, Napoléon Spitz, Ismaël Tuahu, Teina Maraeura, André Roihau, Taratua Teriirere, Lucas Pacamara, Tinomana Ebb, Teriitepaiaatua Maihi, Boris Léontieff, Emile Vernaudeau, Georges Kelly.

Exploitation et mise en valeur des richesses naturelles, amélioration du niveau de vie.

7

LA COMMISSION DU REGLEMENT,  
DE LA COMPTABILITE ET DU BUDGET  
DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE

(élections du 17 mars 1991)  
 (séance du 14 avril 1994)

Président : M. Teriitepaiaatua Maihi  
 Vice-président : M. Rollon Ehu  
 Secrétaire : Mme Hilda Chalmont



Membres titulaires : MM. Jean-Jacques Lequerré, Ismaël Tuahu, John Ienfa, Georges Hart, André Roihau, Mme Haamoetini Lagarde, MM. René Kohumoetini, Alexandre Léontieff, Léon Cérans-Jérusalem, Boris Léontieff.

Membres suppléants : MM. Thomas Moutame, Napoléon Spitz, Ernest Teinauri, Taratua Teriirere, Teina Maraera, Horoi Lucas, Hon Sha Lao Mao, Taratiera Tepa, Jean-Alain Frébault, Félix Tetua, Pierre Dehors, Ioane Temauri, Guy Rauzy.

Contrôle de la comptabilité et du budget de l'assemblée, gestion administrative, financière et technique, règlement intérieur.

**LA COMMISSION CHARGÉE DE LA PRÉPARATION  
DU BUDGET DE L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE**

(élections du 17 mars 1991)

(délibération n° 91-109 AT du 11 octobre 1991)

(séance du 14 avril 1994)

— 12 membres :

M. Tinomana Ebb, Mme Hilda Chalmont, M. John Ienfa, Mme Tuianu Le Gayic, MM. André Roihau, Taratua Teriirere, Ismaël Tuahu, Jean-Alain Frébault, René Kohumoetini, Alexandre Léontieff, Léon Cérans-Jérusalem, Boris Léontieff.

**ARRETE n° 94-13 Prés./AT du 18 avril 1994 portant délégation  
de pouvoirs d'ordonnateur du président de l'assemblée  
territoriale.**

Le président de l'assemblée territoriale,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française, notamment son article 52 bis ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-94 AT du 14 avril 1994 prenant acte de la désignation des conseillers territoriaux au sein du bureau et des commissions intérieures de l'assemblée territoriale,

Arrête :

Article 1er.— M. Arapari Justin, premier questeur de l'assemblée territoriale, reçoit délégation de pouvoirs d'ordonnateur pour les dépenses imputables au budget de l'assemblée territoriale d'un montant total inférieur ou égal à un million de francs (1.000.000 FCP) pendant l'absence du président de l'assemblée territoriale du 19 avril 1994 au 8 mai 1994.

Art. 2.— Le premier questeur de l'assemblée territoriale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 1994.  
Jean JUVENTIN.

## ACTES MUNICIPAUX

### COMMUNE DE PAEA

**ARRETE MUNICIPAL n° 8-94 du 22 avril 1994 nommant  
M. Conroy Albert en qualité de commissaire enquêteur, et  
fixant la durée de l'enquête publique pour la création d'un  
cimetière communal à Paëa.**

Le maire de la commune de Paëa, île de Tahiti,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création de communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant notamment application de la loi n° 77-1460 susvisée ;

Vu la délibération n° 2-94 du 12 janvier 1994 portant approbation du projet de création du cimetière de Tiapa Uta dans la commune de Paëa ;

Vu la décision n° 6 IDV du 29 septembre 1993,

Arrête :

Article 1er.— M. Conroy Albert est nommé commissaire enquêteur pour l'enquête publique concernant la création du cimetière communal de Tiapa Uta sis à Paëa.

Art. 2.— L'enquête publique est ouverte à compter du 9 mai 1994 jusqu'au 7 juin 1994.

Art. 3.— Le dossier pourra être consulté auprès de M. Conroy Albert à la délégation de l'environnement (rue des Poilus-Tahitiens, B.P. 4562, Papeete, téléphone : 43.24.09), où il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant toute la durée de l'enquête.

Le dossier pourra être également consulté à la mairie de Paëa.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Paëa, le 22 avril 1994.  
Jacquie GRAFFE.

Vu le 25 avril 1994.  
Le haut-commissaire,  
Par délégation :  
Le chef de subdivision,  
Par ordre :  
L'adjoint,  
Fredy SACAULT.

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**DECISION n° 94-181 du 29 mars 1994 autorisant l'Association foyer socio-éducatif du collège de Taiohae à exploiter un service de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé Radio Te Tau Vae'ia.**

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel,

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, et notamment ses articles 28, 29 et 29-1 ;

Vu le décret n° 87-239 du 6 avril 1987 pris pour l'application de l'article 27 (1°) de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, et fixant, pour les services privés de radiodiffusion sonore diffusés par voie hertzienne terrestre ou par satellite, le régime applicable à la publicité et au parrainage ;

Vu le décret n° 89-632 du 7 septembre 1989 relatif aux comités techniques prévus par l'article 29-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée, relative à la liberté de communication ;

Vu la décision de la commission nationale de la communication et des libertés n° 87-23 du 6 mars 1987, modifiée par la décision n° 90-829 du 7 décembre 1990, définissant les conditions techniques d'usage des fréquences pour la diffusion des signaux de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence ;

Vu la décision n° 92-230 du 31 mars 1992 fixant le règlement intérieur des comités techniques radiophoniques et précisant les modalités d'exercice des missions qui leur sont confiées par l'article 29-1 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée ;

Vu la décision n° 93-57 du 2 mars 1993 relative à un appel complémentaire aux candidatures pour l'exploitation de services de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence ;

Vu la décision n° 93-552 du 20 juillet 1993 relative à la liste des candidats admis à concourir dans le cadre de l'appel aux candidatures complémentaire dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la liste des fréquences publiée au *Journal officiel* de la République française le 14 novembre 1993 ;

Vu l'avis du comité technique radiophonique de Polynésie française ;

Vu la demande d'autorisation présentée par l'Association foyer socio-éducatif du collège de Taiohae ;

Vu la convention conclue entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et l'Association foyer socio-éducatif du collège de Taiohae, conformément à l'article 28 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée ;

Après en avoir délibéré,

Décide :

**Article 1er.**— L'association susvisée est autorisée à utiliser la fréquence mentionnée en annexe, conformément à la convention susvisée et à l'annexe de la présente décision, en vue de l'exploitation d'un service de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé Radio Te Tau Vae'ia.

**Art. 2.**— Cette autorisation est délivrée à compter du jour de sa publication et jusqu'au 31 mai 1995 à 22 heures. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel pourra prononcer la caducité de la présente autorisation si l'exploitation effective n'a pas débuté dans un délai de deux mois après la date d'entrée en vigueur de l'autorisation.

**Art. 3.**— La présente autorisation est incessible.

**Art. 4.**— Toute utilisation d'une sous-porteuse doit être autorisée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

**Art. 5.**— La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Paris, le 29 mars 1994.

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :

*Le président,*  
Jacques BOUTET.

## ANNEXE (\*)

Zone de planification de l'archipel des îles Marquises.

Fréquence : 104,5 MHz.

Site d'émission : collège de Taiohae, vallée Hoata, village de Taiohae, île de Nuku Hiva.

Altitude du site : 18 mètres.

Puissance (P.A.R.) : 50 W.

Contraintes : Néant.

(\*) sous réserve de l'avis favorable de la commission d'étude de la répartition géographique des stations radioélectriques (CORESTA) et de la coordination internationale.

### ARRETE MINISTERIEL du 28 mars 1994 portant interdiction de vente d'un ouvrage aux mineurs, d'exposition et de toute publicité.

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, en date du 28 mars 1994, considérant que l'ouvrage ci-dessous mentionné reproduit dans une présentation complaisante des écrits faisant très largement la place à la haine et à la discrimination raciale, il est interdit, sous les peines prévues au sixième alinéa de l'article 14 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949, de proposer, de donner ou de vendre à des mineurs l'ouvrage intitulé *Georges Montandon et l'ethnie française*, édité par les Archives d'histoire de l'ethnologie.

Sont interdites sous les mêmes peines, d'une part, l'exposition de cet ouvrage et, d'autre part, la publicité faite pour lui par voie d'affiches ou sous l'une des autres formes prévues par l'article 14 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 modifiée susvisée.

**ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES****SERVICE DES DOUANES****COURS DES CHANGES**

pour l'application des droits et taxes de douane  
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 28 avril au 11 mai 1994 inclus)

PAYS	DEVICES	Cours en francs Pacifique
Allemagne fédérale .....	1 deutsche Mark	62,45
Australie .....	1 dollar	75,49
Autriche .....	1 schilling	8,88
Belgique .....	1 franc belge	3,03
Canada .....	1 dollar canadien	76,39
Danemark .....	1 couronne danoise	15,90
Espagne .....	1 peseta	0,76
Etats-Unis d'Amérique .....	1 dollar U.S.	104,81
Fidji .....	1 dollar	72,54
Grande-Bretagne .....	1 livre sterling	157,72
Hong Kong .....	1 dollar	13,57
Italie .....	100 liras	6,90
Japon .....	100 yens	101,81
Norvège .....	1 couronne norvégienne	14,38
Nouvelle-Zélande .....	1 dollar	60,23
Pays-Bas .....	1 florin	55,63
Portugal .....	1 escudo	0,61
Singapour .....	1 dollar	67,27
Suède .....	1 couronne suédoise	13,36
Suisse .....	1 franc suisse	73,27

**COMMUNE DE PAPEETE**

**ETAT RECAPITULATIF  
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS  
DE LA COMMUNE DE PAPEETE  
POUR LE MOIS DE MARS 1994**

*Travaux autorisés le 2 mars 1994*

N° 94-26, Keiflin Charles, route de Sainte-Amélie, construction d'une maison.

*Travaux autorisés le 8 mars 1994*

N° 93-159, Polynésienne Peintures Fuller (Société), 199, allée Pierre-Loti, aménagement d'un immeuble ;

N° 94-13, Silloux Bergson, 152, allée Pierre-Loti, aménagement d'un immeuble ;

N° 94-19, Alves Muriel, rue du Régent-Paraita, construction d'une maison.

*Travaux autorisés le 15 mars 1994*

N° 94-34, Taputuarai Charles, avenue Georges-Clémenceau, construction d'un immeuble ;

N° 94-35, Lecaill (S.N.C.) J.B., route du Pic-Rouge, travaux de terrassement.

*Travaux autorisés le 21 mars 1994*

N° 93-82a, Si Ni Tong, 163, avenue Georges-Clémenceau, modification au plan d'un immeuble ;

N° 94-14a, Taunoalani (S.C.I.), chemin vicinal de Taunoo, servitude Amaru, Taunoo, modification au plan d'une maison ;

N° 94-25, S.P.E.A., route de Tipaenui, construction d'une couverture ;

N° 94-36, Vecella Robert, route de Sainte-Amélie, servitude Cérans-Vanizette, Sainte-Amélie, construction d'une maison ;

N° 94-37, Ganahoa Jean-Pierre, servitude Papeava, Mission, construction d'une maison.

*Travaux autorisés le 28 mars 1994*

N° 94-33, Lehartel et Boosie épouse Boosie Heimanu et Roland, servitude Pure Ora, Mission, construction d'un mur de soutènement.

**SERVICE DES DOMAINES ET DE L'ENREGISTREMENT**

**CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS  
AVIS N° 582 ENR**

Il est donné avis de recherche des héritiers de M. Raihei Tinorua, né le 24 mai 1898 et décédé le 15 juin 1993, lesquels sont invités à se faire connaître au service de l'enregistrement à Fare Ute.

Fait à Papeete, le 19 avril 1994.

*Le curateur aux successions  
et biens vacants,*

**Théodore CERAN-JERUSALEM.**

**PARTIE NON OFFICIELLE****ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES**

Cabinet de Me Marc OUTIN, avocat exerçant 10, avenue Bruat à Papeete, centre Bruat, 1er étage, B.P. 2544, Papeete, téléphone : 43.59.49, fax : 45.00.92.

Par jugement n° 153-71 du 23 février 1994, le tribunal civil de première instance de Papeete a homologué l'acte authentique reçu le 2 août 1993 par Me CORMIER, notaire à Papeete, aux termes duquel les époux M. Claude MURAZ, retraité, né le 20 mars 1932 à CASABLANCA (Maroc), et Mme Anne-Marie Yvonne UMIDO, née le 22 septembre 1941 à TOULON, son épouse, demeurant ensemble à Bora Bora (îlot TOOPUA), ont changé leur régime matrimonial de la communauté de biens meubles et acquêts pour adopter le régime de la communauté universelle de biens meubles et immeubles tel qu'il est établi par les articles 1536 à 1541 du code civil.

**Marc OUTIN.**

Etude de Me Dominique DUBOUCH  
Notaire à Papeete

S.N.C. MARRET FRERES  
Nom commercial : LA FRINGALE  
Société en nom collectif  
Capital : 100.000 F  
Siège social : Papeete, quai Galliéri  
R.C. PAPEETE n° 4283 B

#### AVIS DE CLOTURE DE LIQUIDATION

L'assemblée extraordinaire des associés réunie le 14 avril 1994 à la diligence du liquidateur, M. Eric MARRET, demeurant à PUNAAUIA, a approuvé le compte définitif de liquidation et a prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes du liquidateur ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

M. Eric MARRET,  
*liquidateur.*

Etude de Me Dominique DUBOUCH  
Notaire à PAPEETE

DENCOUR  
Société civile de participation  
Capital : 200.000 F  
Siège social : Papeete, Boulevard d'Alsace  
Immeuble WONG et LIAU, 1er étage, B.P. 2804  
chez HOLLAND TAHITI TRADING  
R.C. PAPEETE n° 2383 B

#### AVIS DE CLOTURE DE LIQUIDATION

L'assemblée extraordinaire des associés réunie le 14 avril 1994 à la diligence du liquidateur, M. Engelbertus Jan Den BREEJEN, demeurant à PUNAAUIA, résidence du LOTUS, a approuvé le compte définitif de liquidation et a prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes du liquidateur ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

M. Den BREEJEN,  
*liquidateur.*

Etude de Mes LAM, DESPOIR et FLOSSE

Par jugement n° 194-187 en date du 26 janvier 1994, le tribunal civil de première instance de Papeete a homologué l'acte authentique reçu par Me CORMIER à Papeete le 28 septembre 1993, aux termes duquel M. Luc GILLET, cadre commercial, et Mme Muriel Marie PILUDU, esthéticienne, demeurant ensemble à Mahina, Résidence Villierme, ont déclaré renoncer au régime légal qui était le leur pour adopter le régime de la séparation de biens, tel qu'il est établi par les articles 1536 à 1541 du code civil.

Pour extrait,  
Jeanne LAM.

Aux termes d'un acte sous seings privés établi à Papeete le 1er avril 1994, enregistré à Papeete, folio n° 187, bordereau 5268/1, Mme Micheline Soufflet, domiciliée à Paea, P.K. 24,7, a vendu à M. Ronald Sacault, domicilié à Pirae Vetea Nui, un fonds de commerce de prêt-à-porter et accessoires sis et exploité à Papara, P.K. 36, côté montagne, moyennant le prix de trois millions cinq cent mille francs. Les oppositions s'il y a lieu seront reçues dans les dix jours de la parution légale au siège du fonds de commerce où domicile a été élu.

S.A.R.L. OTEMANU

Dans l'édition du *Journal officiel* n° 16 du 21 avril 1994, page 733, au lieu de : "Société en nom collectif", lire : "Société à responsabilité limitée".

Pour avis,  
La gérante.

Cabinet de Me Dominique ANTZ  
Avocat au barreau de PAPEETE

BORDES - TAMUI  
*Changement de régime matrimonial*

Par jugement du tribunal civil de première instance de PAPEETE en date du 26 janvier 1994, a été homologué l'acte authentique reçu par Me BRUGGMANN, notaire à PAPEETE, le 30 juin 1993 au terme duquel M. Athos Terautahi TAMUI, agriculteur, et Mme Tevaite Michelle BORDES, agricultrice, son épouse, demeurant ensemble à AFAAHITI, P.K. 6, côté montagne, ont déclaré renoncer au régime de la communauté de biens qui était le leur pour adopter le régime de la séparation de biens, tel qu'il est établi par les articles 1536 à 1541 du code civil.

Dominique ANTZ.

#### ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION TAATIRAA TUATAPAPA TAUROMI  
RA'AU MAOHII  
Création de la section Tubuai e Hitu  
(5 mars 1994)

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidentes d'honneur	: HAUATA Rosina FAANA Mirella MAE Rose
Président	: TEMARONO Jean-Louis
Vice-président	: TEHETIA Teatiamuri
Secrétaire	: FAANA Francis
Secrétaire adjoint	: FAANA Christophe
Trésorière	: HAUATA Emerline
Trésorier adjoint	: VIRIAMU Lucien
Assesseurs	: CONTE Eugénie OPUU Andréa
Commissaire aux comptes	: IOANE Henri

## ASSOCIATION SPORTIVE VAIOATAHA DE PUEU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(4 avril 1994)

Président d'honneur	: LEHARTEL Joseph
Président	: LEHARTEL Moana
1er vice-président	: TERIITAHU Ruben
2e vice-président	: BENNETT Victor
3e vice-président	: LEHARTEL Jean-Paul
Secrétaire	: TEOTAHU Sem
Secrétaire adjoint	: BENNETT Claude
Trésorier	: TAEREA Gilberry
Trésorier adjoint	: TUAIRAU Damas
Assesseeurs	: TEOTAHU Domicc MATAOA Fernand BENNETT Nathalie PAPAURA Emile TUTERARU Puapei PAUTU Auguste TERIITAHU Victor

## ASSOCIATION SPORTIVE TAMARU TAPUHUTE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(10 mars 1994)

Président d'honneur	: TIAOAO Tehameamea
Président	: MAHUTA Terii
Vice-président	: TAHA André
Secrétaire générale	: TERITEHAU Ida
Secrétaire adjointe	: TAUAPIANI Marie Hélène
Trésorier général	: MARAE Francis
Trésorier adjoint	: TEVERO Jacques
Assesseeurs	: TERITEHAU Peniamina NUI Rémy ARU Jean TANOA Alexis BROTHERS Augustin TIAOAO Marc HOATA Josiane MAIROTO Moana ARAI Louis

## ASSOCIATION PARAITA HARLEY

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(11 février 1994)

Président d'honneur	: FLORES Mauna
Président	: TAHAI Toohini
Vice-président	: TEPUAI Teretino
Secrétaire	: TEHEI Christian
Secrétaire adjoint	: HAATANI Maurice
Trésorier	: OPUU Hubert
Trésorier adjoint	: FLORES Nicolas
Mandataires	: VIRIAMU Puna FLORES Teva

## TAAPUNA SURF CLUB

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(25 février 1994)

Président	: CARROLL Eimata
Vice-président	: SHIGETOMI Jean-Christophe
Secrétaire	: HO Cathy
Secrétaire adjointe	: ROSSI Patricia
Trésorier	: DAVID Moana
Directeur de compétition	: MARERE Jean-Marie
Directeur adjoint de compétition	: HAREHOE Teremu
Chargé des relations extérieures	: TEIHOTU Lionel
Chargé des relations extérieures adjoint	: GIRARD Frédéric

## ASSOCIATION ARTISANALE MATUAINAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(12 mars 1994)

Présidente d'honneur	: RAIPUNI Peneiatua
Présidente	: HARO Négrita
Vice-présidente	: ROCHETTE Teura Heimata
Secrétaire	: HARO Stellina
Secrétaire adjointe	: TEMAUI Christiane
Trésorière	: DOUVIER Doris
Trésorière adjointe	: TEMARIUAUMA Mareta Tetua

## SYNDICAT DES AVICULTEURS

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(16 mars 1994)

Président	: TEARIKI Hapoto
Vice-président	: STEIN Vaea
Secrétaire	: CHIN André
Trésorier	: MARAETFAU Guy

## ASSOCIATION HEWLETT SPORT

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(7 avril 1994)

Président	: FRITCH Frédéric
Vice-présidente	: FRITCH Herenui
Secrétaire	: FRITCH Micheline
Trésorier	: TIRAO François
Commissaire aux comptes	: FRITCH Edgar Hinoi

## ASSOCIATION HUAHINE TOU A'I'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(27 mars 1994)

Président	: TEHIHIRA Elia
Vice-présidente	: TEHIHIRA Ariimihii
Secrétaire générale	: BREMOND Hubert
Secrétaire adjointe	: TEHIHIRA Edna
Trésorière	: TEHIHIRA Maria Cécèle
Trésorière adjointe	: TEHIHIRA Aloma

## CERCLE DES NAGEURS DE POLYNESIE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(27 septembre 1993)

Président	: LACOMBE Pierre
Vice-président	: GUENNOU Guy
Secrétaire	: ANAHOA Winta
Secrétaire adjointe	: VIGNERON Denise
Trésorier	: LEQUEUX Didier
Trésorière adjointe	: CHANZY Jacqueline
Membres	: LACOMBE Moeata TAOFIFENUA Liliane MARTY Sylvette BOULLAY Claude NERAC Roger MINOT Christian

ASSOCIATION TE TAI U'O  
SECTION PIROGUECOMPOSITION DU BUREAU :  
(29 novembre 1993)

Président	: LAILLE Michel
Vice-président	: MAAU Roméo
Secrétaire général	: NOUVEAU Pierre-Jean
Secrétaire adjointe	: NUI Miki
Trésorier général	: TAURU Maurice
Assesseur	: AUMERAN Augustin
Entraîneur adjoint	: PEREZ Tamatoa
Commissaire de courses	: TUPUA Benoît

ASSOCIATION FETII HANERE THOMPSON  
NO MAUPITIRENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(18 décembre 1993)

Présidente d'honneur	: COWAN Jenny
Président	: SANFORD Vetea
Vice-présidente	: BONNO Roti
Secrétaire	: PAI Laure
Secrétaire adjoint	: BRILLANT Rémy
Trésorière	: VERNAUDON Iva
Trésorier adjoint	: ELLACOTT Henry

ASSOCIATION SPORTIVE DE PIROGUIERS  
NUKU A HOERENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(16 février 1994)

Président	: TEAROHA Teddy
Vice-présidents	: LEAU CHOY Armand TAMARII Jean
Secrétaire	: HAITI Mariannick
Secrétaire adjointe	: TEAROHA Marie-Thérèse
Trésorière	: TEHAAMOANA Louise
Trésorier adjoint	: TUIHO Richard

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE  
DE ANAU "TE RIMA O FAETA"RENOUVELLEMENT DU BUREAU:  
(28 février 1994)

Président d'honneur	: TERIIPAIA Teromita
Présidente	: TEHEIURA Terito
Vice-présidente	: VAHIMARAE Ena
Secrétaire	: ROIHAU Christiane
Secrétaire adjointe	: TAUREI Linda
Trésorière	: TAPI Victorine
Trésorière adjointe	: TAINOA Roti

COOPERATIVE DE L'ECOLE DE ANAU  
"TE RIMA O FAETA"RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(28 février 1994)

Présidente	: DUGAN Jacqueline
Vice-présidente	: TAPI Sylviane
Secrétaire	: TAPEA Pascal
Secrétaire adjointe	: HOLMAN Bettina
Trésorier	: TEENA Mani
Trésorière adjointe	: TEHEIURA Annette

## ASSOCIATION ARTISANALE HITI ATA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(7 février 1994)

Présidents d'honneur	: TETUANUI Monique MANARANI Tupaitara
Président	: TEHUIOTOA Guillaume
Vice-président	: TEHUIOTOA Louis
Secrétaire	: RATIA Laina
Secrétaire adjoint	: BONNO Teiki
Trésorière	: AIHO Marguerite
Trésorière adjointe	: BONNO Micheline
Assesseurs	: MANARANI Aline TCHONG-TAI Eliane TANETO A Teriithomai

## ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII "TIIPOTO"

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(21 janvier 1994)

Présidents d'honneur	: TERA I Teriitchau TETO OFA Samuela
Président	: MARAKAI Haamoura
Vice-président	: TETO OFA Puaitua
Secrétaire	: TAPI Pierrette
Secrétaire adjointe	: TETO OFA Miriama
Trésorier	: TERA I Iona
Trésorier adjoint	: TEHEETUA Lévy
Commissaires aux comptes	: TETO OFA Tuhetava TAATI Léon
Entraîneurs	: TERA I Alfred TEHEETUA Erwin

# ASSOCIATION SPORTIVE CORPORATIVE DE L'AMICALE TAMARII PATER

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (29 janvier 1994)

Président	: HARGOUS Albert
Vice-président	: CHANG Léon
Secrétaire général	: NEAGLE Charles
Secrétaire adjoint	: COULON Germain
Trésorier général	: FATUPUA Raymond
Trésorier adjoint	: YI Rémy
Assesseurs	: ITAE Adolphe FATUPUA Raphaël TUFARIUA Augustin
Commissaire aux comptes	: TEAHA Alexandre

# ASSOCIATION SPORTIVE REVA NUI A.C.

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (9 février 1994)

Président	: COLOMBANI Roland
Vice-présidents	: ANANIA François UEVA John
Secrétaire	: DUBOUCH Leilanie
Secrétaire adjointe	: SEGUIN Béatrice
Trésorier	: JOUSSIN Carson
Trésorier adjoint	: LE GUILLOU Jean-Jacques
Assesseurs	: COWAN Freddy DEVENDEVILLE Eric TERIITAU Alain RIGOREAU Laurent TEHURITAU Madeleine

# ASSOCIATION ARTISANALE TE AKAU TAKI EKA O PAKIU

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (7 novembre 1993)

Président	: HIKUTINI Casimir
Vice-président	: HAITI Anselme
Secrétaire	: KAMIA Eulalie
Secrétaire adjointe	: TEIKITOHE Maria
Trésorier	: TEIKITOHE Edouard
Trésorière adjointe	: TEHUITUA Marie
Assesseurs	: TEIKITOHE Fabienne TAVERE Chantal TEIKITOHE Jean TEIKITOHE Marie

## Création de la Section Volley-ball

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TURI Cyril
Vice-président	: PITOMAI Irand
Secrétaire	: ROLLAND Jean-François
Secrétaire adjoint	: FAATAURA Terii
Trésorier	: TUUHIA Jean-Claude
Trésorier adjoint	: TEUIAU Edgard

# ASSOCIATION ARTISANALE TE NIU TA'UE

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (5 avril 1994)

Présidente d'honneur	: TAPAO Hinemoa
Présidente	: PUUPUU Teuramarea
1re vice-présidente	: TAPAO Titaina
2e vice-présidente	: AFO Annick
Secrétaire	: BOTTARI Maeva
Secrétaire adjointe	: FAAHU Tatiana
Trésorière	: VILLIERME Héléanna
Trésorier adjoint	: BOTTARI Arthur
Assesseurs	: AFO Gilbert TAPAO Igor FAAHU Hoipua

# ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII HAAMENE NUI

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (30 janvier 1994)

Président d'honneur	: MARI Apera
Président	: TAEREA Robert
Vice-président délégué	: TINORUA Charley
Vice-présidents	: TAIARUI Endy KONG FOU Georges EPERANIA Roger
Secrétaire	: TEAI Gilles
Secrétaire adjointe	: MANUTAH I Elaïda
Trésorier	: TAEREA-HIOE Warren
Trésorier adjoint	: TINORUA Rodolphe
Commissaires aux comptes	: IOTEFA Jean MOEINO Rosa

## Présidents des différentes sections sportives :

Section football	: TAEREA Warren
Section volley-ball	: RAAURI Tana
Section basket-ball	: LING THIEM Arthur
Section pétanque	: TEMAURI Iese
Section ping-pong	: BOUKAMSA Chesta
Section athlétisme	: TAEREA Robert
Section tennis	: TEAI Gilles

# ASSOCIATION ARTISANALE TAVAHU URA

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (24 mars 1994)

Présidente d'honneur	: PAOAAFAITE Tetuaveroa
Présidente	: TEPA Eugénie
Vice-présidente	: PAOAAFAITE Aurore
Secrétaire	: TEPA Marie-France
Secrétaire adjointe	: ATAE Adelaïde
Trésorière	: ATAE Elisabeth
Trésorière adjointe	: LARACHE Emma
Assesseurs	: PAOAAFAITE Tetareva TAAREOITI Roti TEPOU Vahine

**ASSOCIATION CLUB ALIZE****Extraits de statuts**

Il est fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre CLUB ALIZE.

Cette association a pour but de favoriser d'une part le développement des communications et des moyens de transports inter-insulaires et d'autre part, d'aider à la promotion du tourisme en Polynésie française.

Le siège social est fixé à UTUROA, B.P. 263. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration.

La durée de l'association est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: VALLEAUX Thierry
Vice-présidents	: LEGENTIL Vincent VERGEAUD Hervé
Secrétaire	: MONNIER Daniel
Secrétaire adjoint	: FALZOWSKI Robert
Trésorier	: ALLAIN Ludovic
Trésorier adjoint	: BUZENET Alain

Récépissé n° 94-1015 MFR/AA du 21 avril 1994.

**ASSOCIATION INTERPROFESSIONNELLE  
DE FORMATION (A.I.F.)****Extraits de statuts**

Il est fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre : Association Interprofessionnelle de Formation (A.I.F.).

Cette association a pour but la formation professionnelle, les recherches et interventions psychosociologiques, l'aide à l'insertion socioprofessionnelle, le recrutement, l'animation et la sélection du personnel.

L'association est un mouvement apolitique et non confessionnel.

Le siège social est fixé à B.P. 9667, Motu Uta, Papeete, Tahiti. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration. La ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

La durée de l'association est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: ERB Jean-Charles
Secrétaire	: ERB Jean
Trésorière	: ERB Anne

Récépissé n° 94-1017 MFR/AA du 25 avril 1994.

**ASSOCIATION FAMILIALE CONSORTS ET HERITIERS  
VAITAHE ET AHUTAPU****Extraits de statuts**

L'association dite "Association familiale Consorts et Héritiers VAITAHE et AHUTAPU" est fondée le 29 janvier 1994.

Sa durée est illimitée.

Son siège est fixé à Mahina.

L'association a pour but :

- d'œuvrer pour la recherche, la reconnaissance et le respect de l'identité familiale ;
- de défendre et faire respecter les droits fonciers transmis par ancêtres ;
- d'œuvrer pour que les terres reviennent aux familles polynésiennes ;
- d'œuvrer pour l'indépendance de la Polynésie.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: VAITAHE Timiona dit Alfred
Vice-président	: TUIHO Georges
Secrétaire	: VAITAHE Mauhine
Secrétaire adjointe	: TEUPOOTEHARURU Victorine
Trésorier	: TEMATARU Jean-François
Trésorier adjoint	: VAITAHE Manua
Assesseurs	: TEUPOOTEHARURU Gustave TAPI Christiane TIAIPOI Augustin

Récépissé n° 94-942 MFR/AA du 15 avril 1994.

**CLUB DE LOISIRS DE PUUNUI****Extraits de statuts**

L'association dite "CLUB DE LOISIRS DE PUUNUI", fondée le 1er mars 1994, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet la pratique d'activités de loisirs telles que la piscine, le tennis, le ping-pong, le volley-ball, les promenades pédestres, le billard, le tir à l'arc et toutes autres activités de loisirs.

Le Club de loisirs de Puunui a son siège social à VAIRAO, P.K. 6, B.P. 7016 à TARAVAO.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: PERREAU Michel
Secrétaire - trésorière	: PERREAU Nicole

Récépissé n° 94-891 MFR/AA du 11 avril 1994.



## ASSOCIATION ARTISANALE "NIUA E MAHA"

## Extraits de statuts

Il est constitué, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend le nom de NIUA E MAHA.

Son siège social est fixé à POUTORU - TAHAA.

Sa durée est illimitée.

L'association a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de TAHAA - POUTORU :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- en venant en aide aux membres.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: ATENI Jeannette
Présidente	: ARAI Cécile
Vice-président	: MANUTAH I Léonard
Secrétaire	: MANUTAH I Diane
Secrétaire adjointe	: RUAHE Sandra
Trésorier	: EBB Yannick
Trésorière adjointe	: MARAHITI Yvana
Assesseurs	: HAHE Marc MANUTAH I Mateha ARAI Raymond

Récépissé n° 94-809 MFR/AA du 5 avril 1994.

COOPERATIVE DES PECHEURS ET AGRICULTEURS  
DE PUAMAU "NAMANATU"

## Extraits de statuts

Il est constitué, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une coopérative régie par la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 et les textes subséquents.

La Coopérative des pêcheurs et agriculteurs de Puamau prend le nom de "NAMANATU".

La circonscription territoriale comprend la commune de HIVA OA.

Son siège social est fixé à PUAMAU, commune de HIVA OA.

Sa durée est illimitée.

La coopérative a pour but : l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des pêcheurs et agriculteurs de la commune de PUAMAU :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la consommation de la production locale ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en menant toutes actions nécessaires au bon développement des pêcheurs et agriculteurs de PUAMAU ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- en venant en aide aux membres.

Le capital est formé de parts nominatives et indivisibles souscrites par chacun des sociétaires et le montant de chacune des parts est fixé à la somme de 5.000 F CFP.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président et commissaire aux comptes	: HEITAA Bernard
Vice-président	: VAATETE Albert
Secrétaire	: SANTOS Rémy
Secrétaire adjoint	: TOUATEKINA Pierre
Trésorier	: VAATETE François
Trésorier adjoint	: HEITAA Janvier
Assesseurs	: HEITAA Zacharie O'CONNOR Jean CHIMIN Solange

Récépissé n° 346 SMA/NT/RA du 20 avril 1994.

## ASSOCIATION "TAHINA VA'A"

## Extraits de statuts

L'association dite "TAHINA VA'A", fondée le 27 janvier 1994, a pour objet la pratique des activités physiques et sportives et en particulier la pratique de la pirogue ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à TAHINA (UTUROA). Il pourra être transféré par simple décision du comité directeur, la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: TEINAORE Frédéric
Président	: AH-SIN Armand
Vice-président	: MAI Mora
Secrétaire	: TEANINIURAITEMOANA Victor
Secrétaire adjointe	: AH-SIN Alvina
Trésorier	: FAATUPUA Christian
Trésorier adjoint	: TEUIRA Lucien

Récépissé n° 94-718 MFR/AA du 11 avril 1994.

# ASSOCIATION "AFFAIRES FONCIERES DE PAPARA - OHIPA FENUA NO PAPARA"

## Extraits de statuts

L'association dite "AFFAIRES FONCIERES DE PAPARA" ou "OHIPA FENUA NO PAPARA", fondée le 9 avril 1994 à Papara, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes suivants.

### Objet :

- faire connaître, protéger et défendre les droits de chaque Polynésien sur les terres ancestrales depuis le premier cadastre ou première inscription (Tomite) jusqu'à nos jours en établissant la généalogie des personnes qui le désirent par des recherches au fichier généalogique, au greffe du tribunal de Papeete et dans les mairies de notre territoire, en faisant les démarches auprès des professionnels (notaire, géomètre, juge) et dans les organismes administratifs (domaines, cadastre, enregistrement, tribunal, etc.) en constituant des dossiers complets avec des documents authentiques (signaler les oublis et les erreurs), en préconisant un arrangement à l'amiable à une procédure judiciaire très longue (15 années ou plus), onéreuse (frais d'avocat), en cultivant l'esprit d'équipe, de fraternité, d'honnêteté et de solidarité entre les membres de cette association ;
- toute personne membre de cette association devra constituer pour elle-même et pour sa famille un dossier complet concernant les recherches généalogiques et les propriétés foncières et s'y conformer dans un délai de deux ans à compter de son adhésion.

Le siège social de l'association est fixé à Tahiti, commune de Papara, P.K. 36,700, côté montagne, B.P. 12.061.

La durée de l'association est illimitée, sauf dissolution prévue par ses statuts.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: SALMON Marie-France
Vice-président	: PIHAHUNA Poanere
Secrétaire	: UEVA Tetufaaona
Secrétaire adjoint	: AMARU Freddy
Trésorière	: URAEVA Mireille
Trésorière adjointe	: SALMON épouse AMARU Manina

Récépissé n° 94-972 MFR/AA du 19 avril 1994.

# AMICALE DES ANCIENS DE "CENTRALE-GAUGUIN"

## Extraits de statuts

Entre les soussignés et tous ceux qui adhéreront aux présents statuts, il est constitué une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle prend la dénomination suivante : AMICALE DES ANCIENS DE "CENTRALE - GAUGUIN" dont les membres sont issus de l'école centrale, du centre d'apprentissage, du cours normal, du collège et du lycée Paul-Gauguin.

Elle s'interdit toute discussion et prise de position à caractère politique, religieux, philosophique ou syndical.

Son siège est fixé à la B.P. 4457, Papeete, Tahiti.

L'amicale a pour objet :

- de favoriser les rapports entre les anciens élèves, enseignants, administratifs et agents de service qui ont fréquenté les 5 établissements scolaires sus-mentionnés ;
- d'organiser ou de soutenir, dans le cadre du lycée, toute activité susceptible d'apporter une aide morale ou matérielle aux élèves.

La durée de l'amicale est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: DROLLET Achille
Vice-présidente	: WELSH Claudine
Secrétaire	: DUCHEMIN Jasmine
Secrétaire adjointe	: VANSAM Lova
Trésorier	: WOHLER Alexandre
Trésorier adjoint	: TEITI Alfred
Assesseurs	: ADAMS Martha TONOHITI Ernest Mala TAAE Edwin URIMA Willy ZEMOULI Georges DOUCET Roland TOHUTIKA Max LE GAYIC Roméo

Récépissé n° 94-978 MFR/AA du 20 avril 1994.

# COOP DU COLLEGE DE TARAFAO

## Extraits de statuts

L'association "COOP DU COLLEGE DE TARAFAO", fondée le jeudi 17 février 1994, est régie par la loi de 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet de regrouper les achats nécessaires à la scolarisation des enfants des adhérents et de participer, dans les limites de ses compétences et de ses possibilités, au bon fonctionnement matériel du collège.

Elle a son siège social au collège de TARAFAO, route de TAUTIRA, B.P. 7005, TARAFAO, TAHITI.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: POPOFF Michel
1er vice-président	: AMARU Laundry
2e vice-président	: TEISSIER Pierre
Secrétaire	: AMARU Lucie
Secrétaire adjointe	: KONG FOU Emma
Trésorier	: CAMUS Pascal
Trésorier adjoint	: PAHEO Arai

Récépissé n° 94-800 MFR/AA du 31 mars 1994.

## LOTO NATIONAL N° 16

Premier tirage du mercredi 20 avril 1994 : 4 12 17 30 34 48

Numéro complémentaire : 24

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros .....	10	5.760.818
5 bons numéros + numéro complémentaire .....	31	968.545
5 bons numéros .....	1.318	80.181
4 bons numéros .....	56.476	1.945
3 bons numéros .....	953.671	163

Deuxième tirage du mercredi 20 avril 1994 : 4 10 12 33 34 46

Numéro complémentaire : 20

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros .....	3	42.974.363
5 bons numéros + numéro complémentaire .....	15	1.823.909
5 bons numéros .....	651	145.818
4 bons numéros .....	41.347	2.454
3 bons numéros .....	832.133	163

## LOTO NATIONAL N° 16

Premier tirage du samedi 23 avril 1994 : 17 25 28 38 39 46

Numéro complémentaire : 41

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros .....	—	—
5 bons numéros + numéro complémentaire .....	5	3.457.000
5 bons numéros .....	382	158.818
4 bons numéros .....	22.384	3.490
3 bons numéros .....	434.761	345

Deuxième tirage du samedi 23 avril 1994 : 1 20 33 34 43 45

Numéro complémentaire : 16

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros .....	—	—
5 bons numéros + numéro complémentaire .....	8	2.118.727
5 bons numéros .....	216	267.272
4 bons numéros .....	15.522	4.854
3 bons numéros .....	372.557	400

### AVIS RELATIF AUX TIRAGES DU LOTO NATIONAL N° 17

Ces tirages auront lieu, en principe, aux dates et heures suivantes :

*Mercredi 27 avril 1994 :*

A Boulogne-Billancourt (92000), diffusés en direct sur France 2 et en différé sur R.F.O. :

- à 19 h 55 (heure de métropole), premier tirage du loto national n° 17/M ;
- à 20 h 35 (heure de métropole), deuxième tirage du loto national n° 17/M.

*Samedi 30 avril 1994 :*

A Boulogne-Billancourt (92000), diffusés en direct sur France 2 et en différé sur R.F.O. :

- à 19 h 55 (heure de métropole), premier tirage du loto national n° 17/S ;
- à 20 h 35 (heure de métropole), deuxième tirage du loto national n° 17/S.

### AVIS RELATIF AU 2<sup>e</sup> TIRAGE DU SAMEDI DU LOTO NATIONAL N° 417

Pour le 2<sup>e</sup> tirage du loto n° 417 du samedi 30 avril 1994, il sera affecté dans les conditions prévues par l'article 11.3.1 du règlement du loto national, la somme, égale à un multiple de 18.181.818 CFP nette du prélèvement légal, nécessaire au versement d'un gain qui ne sera pas inférieur à 1.000.000.000 CFP, réparti, par parts égales, entre les jeux classés au premier rang et net du prélèvement légal.

Dans l'hypothèse où aucun ensemble de numéros ne serait classé au premier rang, la somme affectée à ce rang étant déterminée précédemment nette du prélèvement légal, les dispositions de l'article 11.5 du règlement seraient appliquées.

*Le président du conseil d'administration  
de la Pacifique des jeux,  
Daniel SPARZA.*

### DISTRICT DE BASKET-BALL DE TUBUAI

#### Extraits de statuts

Pour compter du 15 mars 1994, il est créé dans l'île de TUBUAI, un District de basket-ball groupant les associations de basket-ball affiliées au C.T.S. et à la Fédération française de basket-ball (F.F.B.B.) et dont le siège est situé sur l'île.

Elle est régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et par les présents statuts.

Le siège du District est fixé à Mataura. Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision du comité de district.

La durée du District est illimitée.

Le District a pour but, dans le cadre des statuts et règlements de la Fédération française de basket-ball :

- d'organiser, de développer et de contrôler la pratique du basket-ball sur l'île ;
- de créer un lien administratif et moral entre elle-même et ses clubs ;
- d'entretenir tous rapports avec la Région fédérale de basket-ball, le C.T.S., le service jeunesse et sports, la R.F.B.B., les autres sous-districts, les groupements qui seront affiliés ou reconnus par la R.F.B.B. et enfin, avec les pouvoirs publics.

Le District exerce son activité par tous moyens propres à réaliser son but et notamment par l'organisation d'épreuves, dont elle fixe les modalités par les règlements spéciaux soumis à l'homologation de la Fédération.

Le District s'interdit toute discussion d'ordre politique, religieux, professionnel ou syndical.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: VIRIAMU Joseph
Vice-président	: TURINA Jacques
Secrétaire	: TAU Evrard
Secrétaire adjoint	: TOUCHART Michel
Trésorier	: TERE Daniel
Trésorier adjoint	: YIENG KOW Joinville
Commissaires	: YIENG KOW Frédéric HAREVAA Ronny

Récépissé n° 94-896 MFR/AA du 12 avril 1994.

### ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE TEAVAROA - TAKAROA

#### Extraits de statuts

Entre les parents d'élèves de l'école maternelle communale de TAKAROA, est fondée une association dite "ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE TEAVAROA - TAKAROA".

Elle est affiliée à la Fédération des associations des parents d'élèves des écoles publiques de Polynésie française (F.A.P.E.E.P.) et à la Fédération des œuvres laïques (F.O.L.).

L'association a pour but de permettre aux parents d'élèves de l'école :

- d'apporter toute aide nécessaire à l'enfant en dehors de toute question relevant des autorités académiques ;
- de veiller à la défense des intérêts matériels et moraux de l'école (transport d'élèves, cantine, service médical...) ;
- d'étudier et de réaliser toute organisation péri et post-scolaire laïque (fêtes, journées récréatives, soirées cinématographiques, etc.).

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège à l'école.

L'association s'interdit toute discussion et manifestation présentant un caractère politique ou religieux, et, en particulier toute immixtion dans l'activité professionnelle du personnel enseignant.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	MAIHITI épouse TEHINA Hiriata
Vice-président	:	SCHAEDERLE Florent
Secrétaire	:	DEXTER épouse SHAN Lauretta
Secrétaire adjointe	:	WARREING Salomé
Trésorière	:	TEKURIO épouse SCHAEDERLE Rachel
Trésorière adjointe	:	HURI Elvis
Commissaire aux comptes	:	RUA épouse FAAEPA Juanita
Membres	:	SHAN Sioucim ALVAREZ Philippe MAIHITI Tane PIMATI Ramana

Récépissé n° 94-760 MFR/AA du 28 mars 1994.

#### COMITE D'OEUVRES SOCIALES "TAMARII OTESSE"

##### Extraits de statuts

Le Comité d'œuvres sociales "TAMARII OTESSE" est régi par la loi du 1er juillet 1901 sur les associations et par les présents statuts.

Son siège social est fixé à PIRAE, immeuble I.T.J.S. Il pourra être transféré en tout autre lieu fixé par le comité directeur.

Sa durée est illimitée.

L'association C.O.S.T.O. a pour but d'organiser et de favoriser l'épanouissement, d'aider, de soutenir tous les agents de l'O.T.E.S.S.E., même détachés ou en suspension de contrat, en disponibilité et autres affectés à notre office, tant au plan social que professionnel.

Elle s'interdit toute discussion ou manifestation présentant un caractère politique ou religieux.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	HELME Léo
Vice-président	:	PAI Moana
Secrétaire général	:	PACAUD Christian
Secrétaire générale adjointe	:	BRANDER Ingrid
Trésorier général	:	KELLY Raymond
Trésorière générale adjointe	:	RAOULX Rose-Marie
Activités sociales	:	LUCAS Heipua
Activités sociales et de loisirs	:	LUCAS Damien
Activités culturelles, de formation profession- nelle et de l'emploi	:	RICHMOND Jasmine

Récépissé n° 94-991 MFR/AA du 20 avril 1994.

#### ASSOCIATION "OPU NUI"

##### Extraits de statuts

L'association dite "OPU NUI", fondée le 2 avril 1994, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet de :

- protéger, sauvegarder, entretenir et gérer tous les sites historiques et archéologiques de Huahine ;
- engager toutes les actions nécessaires dans le respect des lois en vigueur en s'associant avec les autres associations déclarées et reconnues ayant le même objet, le gouvernement de la Polynésie française et les services territoriaux concernés, le Bishop Museum de Hawaii et tout organisme public ou privé, territorial, national, international, ayant le même objet ;
- mener des campagnes de sensibilisation et d'éducation territoriales, nationales, internationales ;
- publier des documents à caractère culturel ou historique concernant l'histoire, les recherches entreprises sur ces sites ainsi que les conclusions desdites recherches ;
- organiser des visites guidées éducatives, des séminaires de formation ou d'information pour toute personne ou pour tout groupe de personnes en faisant la demande ;
- organiser des manifestations à caractère culturel ou historique sur ces sites ;
- venir en aide à tout organisme ou groupe de recherche et d'étude accrédité travaillant sur ces sites.

Elle a son siège social à Fare, TE MANA GALLERY, adresse postale B.P. 150, Fare.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	LEVY Dorothy
Secrétaire	:	DANIEL-BERNIERE Marie-France
Trésorière	:	SPITZ Chantal

Récépissé n° 94-977 MFR/AA du 20 avril 1994.

#### ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU C.J.A. DE TEVA I UTA

##### Extraits de statuts

Il est constitué conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901, entre les soussignés et tous ceux qui adhéreront aux présents statuts, une association qui prend la dénomination Association des parents d'élèves du C.J.A. de Teva I Uta.

La durée de cette association est illimitée.

Le siège social est fixé au C.J.A. de Teva I Uta. Il peut être transféré en tout autre lieu par simple décision du conseil d'administration.

L'association a pour buts :

- 1) de défendre par tous les moyens qu'elle tient de la loi et des règlements les intérêts des élèves du C.J.A. tout autant que

ceux de leurs parents ou tuteurs, compte tenu, s'il y a lieu, des adaptations permises éventuellement nécessitées par les particularismes locaux ;

- 2) l'éducation mutuelle des familles et l'entraide familiale notamment par l'organisation de tous services et toutes œuvres scolaires, péri et post-scolaires ;
- 3) l'entente, la liaison et la collaboration avec toutes associations semblables, en vue d'une représentation valable de l'ensemble des parents d'élèves auprès des pouvoirs publics et des autorités constituées ;
- 4) de prendre toutes dispositions utiles pour qu'à tout instant, les parents d'élèves puissent exprimer en toute liberté et franchise leurs desiderata, critiques et suggestions concernant les divers aspects de la vie et de la scolarité à l'école, de faire siens ceux de ces desiderata, critiques et suggestions dont elle aura connu le bien-fondé et d'utiliser tous les moyens qu'elle tient des lois et des règlements pour que satisfaction leur soit donnée dans les moindres délais, notamment en entrant en relation directe avec les pouvoirs publics et les autorités constituées.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: EBB Tinomana
Président	: TUAIVA Michel
Vice-président	: HAOATAI Louis
Secrétaire	: SANG-CHIONG Marie
Secrétaire adjointe	: TERA I Michelle
Trésorière	: SAMINADAME Marguerite
Trésorière adjointe	: TOOMARU Eva
Assesseurs	: VAIREA Clémentine KAUA Elisabeth

Récépissé n° 94-884 MFR/AA du 11 avril 1994.

### EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE (liste non limitative)

#### CONVENTION COLLECTIVE DES AGENTS NON FONCTIONNAIRES DE L'ADMINISTRATION DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Réédition 1989

Prix : 770 francs

#### TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE

##### Recueil de Jugements

(1er janvier 1990 — 31 décembre 1990)

Prix : 1.620 francs

#### AFFICHE "Accident du travail"

Prix : 150 francs

#### AFFICHE "Défense de consommer"

Prix : 150 francs

#### AFFICHE "Loi sur l'ivresse"

Prix : 230 francs

#### CODE DES MARCHES PUBLICS

Prix : 985 francs

#### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

Prix : 985 francs

**T A R I F**

des abonnements, annonces, insertions, cessions, etc., de l'Imprimerie Officielle, en francs Pacifique

**I - JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

	POLYNÉSIE FRANÇAISE	NOUVELLE CALÉDONIE	FRANCE et DOM-TOM	ÉTRANGER	ANNONCES et AVIS
		Voie aérienne	Voie aérienne	Voie aérienne	Annonces judiciaires, commerciales : - la ligne ..... 225 frs - les mêmes renouvelées ..... 90 frs
Numéro .....	180	220	275	355	Publications des associations philanthropiques, littéraires, scientifiques, sportives, coopératives, syndicales, etc. : - la ligne ..... 160 frs
Abonnement 6 mois .....	2.730	4.085	5.135	7.230	
Abonnement 1 an .....	4.950	7.500	9.690	13.950	